



Plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2011

17 mai 2010 – Publication du projet pour la sollicitation de commentaires de la
part de la communauté

En résumé

- Ce projet de plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2011 présente les points de concentration des efforts et les engagements organisationnels proposés pour l'exercice fiscal 2011 - 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Le plan opérationnel et le budget de l'exercice fiscal sont élaborés sur la base des commentaires reçus de la part de la communauté suite à la publication de la mise à jour annuelle du plan stratégique triennal.
- Le plan opérationnel et le budget de l'exercice fiscal 2011 appellent à une croissance limitée par rapport à l'exercice fiscal 2010 dans certains domaines (par ex. SSR, DNSSEC, soutien à l'élaboration des politiques) tout en réduisant les coûts dans d'autres domaines. Le besoin d'équilibrer les demandes concurrentes de ressources budgétaires revêt une plus grande importance surtout vu qu'il n'est pas prévu que les flux de rentrées présentent une croissance aussi importante qu'au cours des années précédentes.
- Une proposition initiale pour ce plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2011 (FY11) a été publiée mi-février et a été débattue avec les membres de la communauté à Nairobi en mars 2010 et au cours de conférences téléphoniques. Ce document préliminaire incorpore des réponses aux remarques de la communauté et comporte plus d'informations spécifiquement requises par la communauté. Un nouveau tour de commentaires est sollicité de la part de la communauté pour faire en sorte que les priorités soient correctement définies et que les ressources soient affectées de manière appropriée.
- Suite aux remarques et discussions supplémentaires de la communauté dans le cadre de forums en ligne et en personne lors de la conférence de Bruxelles en juin 2010, le plan opérationnel et budget final FY11 sera soumis au Conseil d'administration de l'ICANN pour adoption.

DRAFT



Plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2011

17 mai 2010 – Publication du projet pour la sollicitation de commentaires de la part de la communauté

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	4
2. Synthèse du plan opérationnel et budget de l'exercice 2011	7
3. Le processus de planification.....	15
4. Le plan opérationnel de l'exercice fiscal 2011.....	18
5. Budget de l'exercice fiscal 2011	33
7. Modification distincte du budget pour les nouveaux gTLD.....	62
8. Annexes	65
Annexe A – activités du plan opérationnel	66
Annexe B – Rapports financiers.....	76
Annexe C – Commentaires de la communauté	79
Annexe D – Vues des dépenses d'exploitation de l'ICANN	84
Annexe E – Vue pluriannuelle des finances de l'ICANN	89
Annexe F – Analyses des recettes	92

1. Introduction

un monde, un internet, tous connectés.

Un plan opérationnel et budget présente dans leurs grandes lignes les buts à atteindre et les ressources requises pour la mise en œuvre de la stratégie d'une organisation. Le , mis à jour le 19 février 2010, dit en résumé :

« L'ICANN est une organisation mondiale multipartite qui coordonne le système de noms de domaine sur Internet (DNS) et qui préserve les avantages des utilisateurs du monde entier en assurant l'homogénéité et l'interopérabilité de l'Internet. Les politiques élaborées par la communauté de l'ICANN régissent plus de 180 millions de noms de domaine, l'attribution de plus de quatre milliards d'adresses réseau et la prise en charge d'un trillion de consultations DNS par jour à travers 240 pays et territoires, connectant des milliards d'ordinateurs, de téléphones et autres appareils de par Internet. La cybersécurité du DNS est l'une des priorités principales. L'ICANN gère également les registres de protocoles et paramètres de réseaux pour l'IETF (groupe de travail de l'ingénierie Internet) qui soutiennent le fonctionnement et l'évolution bien réglée de l'Internet. Le leadership et la crédibilité de l'ICANN dérivent de sa collaboration avec des milliers d'entreprises, d'individuels et de gouvernements qui participent à la gouvernance mondiale de l'Internet et à l'élaboration des politiques. Bien que son travail soit essentiellement invisible, la mission de coordination centralisée de l'ICANN est indispensable au succès continu de l'Internet ».

DRAFT

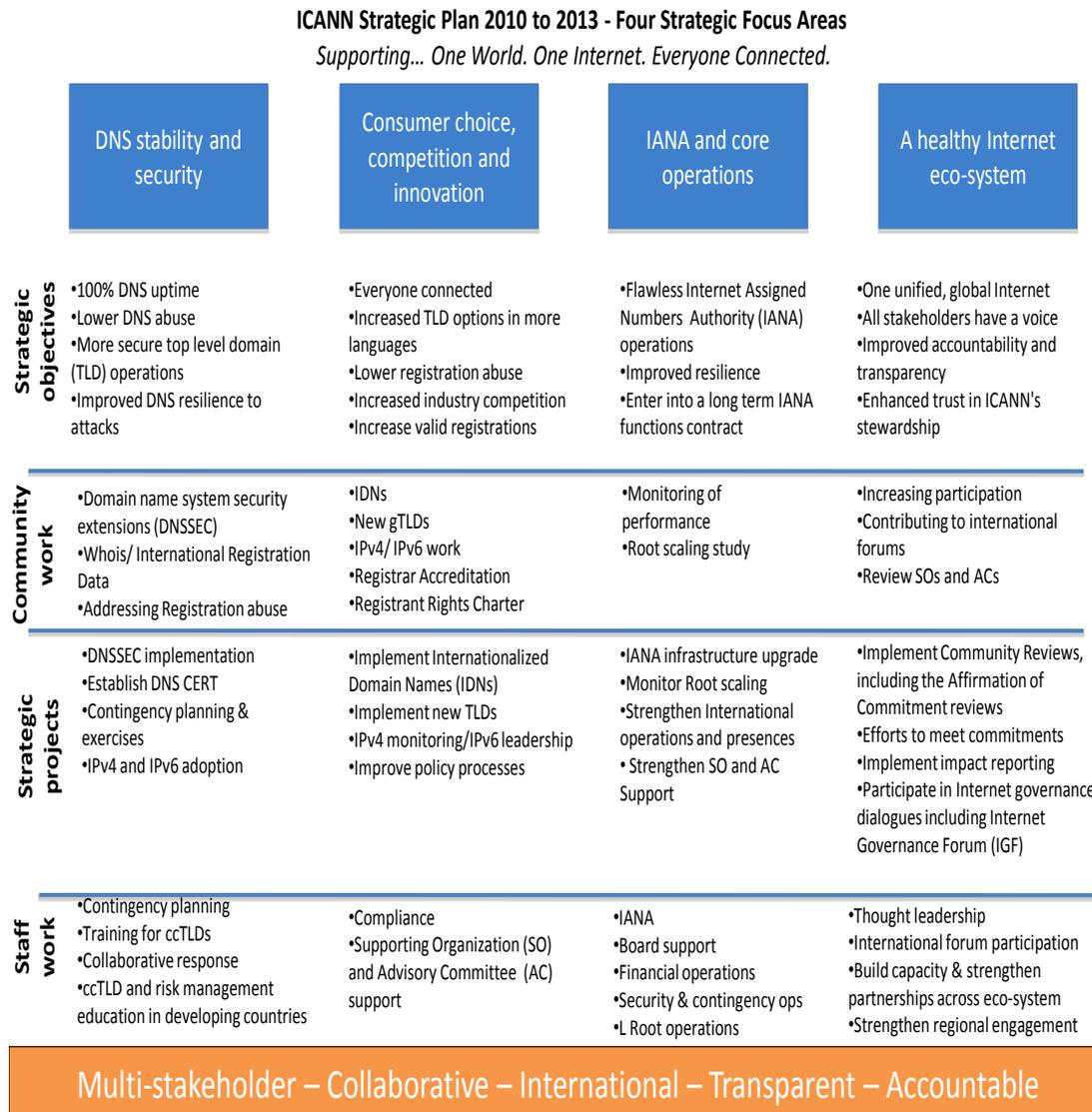


Figure 1 – Vue d'ensemble du plan stratégique 2010-2013

Le processus que l'ICANN utilise pour élaborer son plan stratégique triennal peut être consulté à l'adresse <http://www.icann.org/en/planning/>.

Le travail consistant à élaborer le plan opérationnel et budget annuel commence lorsque le plan stratégique est approuvé. Le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 couvre la période s'étendant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 et présente les activités opérationnelles clés devant être accomplies au cours de l'exercice fiscal ainsi que les ressources budgétaires prévues et requises pour réaliser ces activités.

Les règlements de l'ICANN exigent que 45 jours avant l'adoption du budget, ce projet de budget annuel soit publié pour solliciter les commentaires de la communauté. Ces dernières années et pour privilégier les commentaires, l'ICANN publiait une proposition initiale de plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal plusieurs mois auparavant, accordant ainsi environ cinq mois pour le dialogue actif et les commentaires de la communauté. Les commentaires de la communauté

aident à faire en sorte que les priorités soient définies et que les ressources soient attribuées de manière appropriée.

Ce plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 est publié en ligne pour solliciter les commentaires de la communauté sur les priorités, les plans et les ressources requises pour les activités de l'ICANN concernant l'exercice fiscal qui se termine au 30 juin 2011. Bien que les commentaires sur tout aspect de ce plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 soient les bienvenus, la communauté est priée de se concentrer sur les questions suivantes.

- Le plan stratégique sera-t-il réalisé par les activités de fonctionnement proposées ? Existe-t-il des produits livrables ou engagements spécifiques nécessitant plus de clarté ? Certaines activités devraient-elles être modifiées pour mieux convenir à la mission stratégique de l'ICANN ?
- Les activités organisationnelles sont-elles correctement hiérarchisées ? Une certaine activité ou une autre nécessiteraient-elles plus de ressources et, dans l'affirmative, quelles autres activités devraient être retardées ou exclues pour financer les activités plus importantes ?
- L'image financière globale de l'ICANN est-elle judicieusement équilibrée étant donné son rôle dans l'écosystème de l'Internet ? La contribution au fonds de réserve est-elle suffisante ? Les sources de recettes sont-elles appropriées et définies au bon niveau dans le contexte des attentes existantes de la communauté Internet ?
- Où existe-il des possibilités de réduction du coût ? Certains projets pourraient-ils être écourtés ou retardés pour aider à financer des activités plus prioritaires ?
- Et pour ce qui est des processus pour l'élaboration des plans de l'ICANN ? Sont-ils suffisants pour réaliser les buts de responsabilité et de transparence ? En section 3, un autre tableau pour l'élaboration des plans de l'exercice fiscal est proposé. Cette proposition est-elle préférée ?
- L'engagement de l'ICANN en matière d'ouverture et de transparence renforcera les efforts des années précédentes en vue de publier des documents budgétaires riches en détails. Cette version préliminaire comprend plus d'analyse et de détails que ceux compris dans les versions préliminaires des années précédentes. Ce niveau de détail s'appuie sur les commentaires et demandes de la communauté. Avons-nous trouvé le juste milieu entre le besoin de détails versus le temps nécessaire pour préparer et assimiler ces détails et la pertinence de telles informations ? En termes d'efforts d'élaboration du plan opérationnel et budget, répondons-nous à la demande de responsabilité et transparence décrite dans l'affirmation d'engagements ?

La communauté est priée d'exprimer ses remarques sur le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 dans le cadre de conférences téléphoniques avant la conférence de Bruxelles en juin 2010, de rencontres en face-à-face (ou par participation à distance) pendant la conférence de l'ICANN à Bruxelles et sur la page de [consultation publique en ligne](#). Les remarques reçues de la part de la communauté sur ce projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 seront alors synthétisées. En juin 2010, le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 final sera soumis au Conseil d'administration de l'ICANN pour son examen final et son adoption à la conférence de Bruxelles.

2. Synthèse du plan opérationnel et budget de l'exercice 2011

Le plan opérationnel et budget annuel de l'ICANN présente les résultats anticipés et buts de l'ICANN et les ressources requises pour réaliser ces buts.

Il y a un an, le plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2010 décrivait à gros traits une série de produits livrables et engagements difficiles mais motivants et l'exercice fiscal 2010 indiquait être une année clé dans l'histoire de l'ICANN. Les projets achevés comprennent la signature de l'affirmation d'engagements, la mise en œuvre de la procédure accélérée de noms de domaine de premier niveau de codes pays internationalisés (ccTD IDN) résultant en des noms de domaine internationalisés IDN dans la racine ; l'avancement réalisé en matière de programme de nouveaux noms de domaine génériques de premier niveau (gTLD), y compris la résolution d'un plus grand nombre de problématiques et des versions affinées du guide de candidature (tel que modifié et amendé par les commentaires de la communauté) ; l'achèvement du travail de pré-lancement pour le déploiement des extensions de sécurité du système de noms de domaine (DNSSEC) à travers l'ensemble des 13 serveurs racine ; la révision organisationnelle interne de l'ICANN et le travail de réforme au sein de l'organisation de soutien aux politiques de noms génériques (GNSO), d'At-Large, du comité consultatif pour la sécurité et la stabilité (SSAC) et du comité de soutien aux politiques de codes de pays (ccNSO); et le démarrage des revues indépendantes requises dans l'affirmation d'engagements.

Les plans de travail de l'ICANN identifiés pour l'exercice fiscal 2011 sont ambitieux et contribueront grandement à l'accomplissement des buts stratégiques de l'ICANN. Le tableau suivant, présenté sous le format des quatre secteurs de concentration du plan stratégique, souligne certaines des activités proposées pour l'ICANN dans l'exercice fiscal 2011 à la demande de la communauté de l'ICANN.

Préserver la stabilité et la sécurité du DNS	Promouvoir la concurrence, la confiance, le choix et l'innovation	Exceller dans le fonctionnement de l'IANA et les autres opérations principales	Contribuer à la détermination d'un écosystème Internet sain
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les réponses collaboratives existantes à l'encontre des menaces d'abus du DNS ➤ Amorcer un programme pour l'évaluation annuelle des risques pour le DNS/la planification systémique en cas d'imprévus ➤ Soutenir la mise en œuvre des DNSSEC ➤ Soutenir le renforcement continu du programme de continuité des TLD ➤ Travailler avec des experts en sécurité pour les critères de mesure du DNS 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Compléter la prochaine version du guide de candidature ➤ Plan d'action de conformité pour les nouveaux gTLD ➤ Poursuivre le travail sur l'élaboration de procédures pour soutenir la mise en œuvre des nouveaux gTLD ➤ Surveiller les adresses IPv4 et faciliter l'adoption du protocole d'adresses IPv6 ➤ Appliquer les dispositions contractuelles des accords ➤ Systèmes pour renforcer les procédures de registres et bureaux d'enregistrement ➤ Faciliter le débat sur les questions clés de mise en 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre l'excellence dans le fonctionnement de l'IANA pour renforcer les services et améliorer la performance ➤ Poursuivre le travail sur l'extensibilité de la zone racine ➤ Renforcer l'alignement du travail de proximité de l'ICANN et l'engagement des parties prenantes ➤ Finaliser le plan d'aptitude opérationnelle des nouveaux gTLD et traiter la délégation de ccTLD IDN ➤ Impliquer les parties prenantes régionales ➤ Mettre en œuvre des directives de comptabilité analytique et d'approvisionnement mises 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Affirmation d'engagements : Réaliser à temps des révisions de la responsabilité, transparence, sécurité, stabilité et résilience, politique Whois ➤ Participer à des discussions internationales sur la gouvernance de l'Internet ➤ Remplir les fonctions de coordination technique mondialisée dans l'intérêt général ➤ Révision externe du ccNSO et des organisations de soutien aux politiques d'adressage (ASO)

	œuvre d'IDN	à jour	
--	-------------	--------	--

Figure 2-1 – Choix d'activités du plan opérationnel en ligne avec le plan stratégique

Note : Certaines activités réclamées dans le plan stratégique ne seront pas considérablement financées dans l'exercice fiscal 2011. Ces activités comprennent les efforts visant à établir une CERT DNS et une partie du travail de réponse collaborative orientée vers l'extérieur.

DRAFT

D'autres activités proposées pour l'ICANN dans l'exercice fiscal 2011 ne sont pas spécifiques à l'une des quatre catégories et sont conçues pour donner des moyens à l'ICANN dans l'ensemble. Certaines de ces activités sont soulignées ci-après.

Multi-parties prenantes – collaboratif – international – transparent – responsable

- Fournir des services de formation éducative et d'information pour soutenir une communauté internationale de bénévoles savants qualifiés qui soutiendront les efforts ascendants multipartites d'élaboration de politiques
- Surveiller les activités dans les forums internationaux, y compris la prestation de conseils sur la stratégie et l'approche pour aborder les problématiques ou guider les discussions ayant une incidence sur le mandat ou la mission qu'a l'ICANN de maintenir un écosystème Internet sain
- S'engager à observer des procédures transparentes et responsables, une élaboration de politiques factuelle, et des délibérations transcommunautaires
- Continuer à évaluer et à améliorer la gouvernance du Conseil d'administration de l'ICANN dans le cadre d'efforts continus pour promouvoir la transparence, la responsabilité et la confiance
- Améliorer les comptes-rendus de performance par rapport aux engagements reflétant le travail de l'ICANN en matière d'opérations principales
- S'engager à réaliser et à publier des analyses des effets positifs et négatifs de ses décisions sur le public, y compris l'impact financier

Figure 2-2 – Choix d'activités du plan opérationnel alignées sur les facilitateurs du plan stratégique

Alors que le personnel, le Conseil d'administration et la communauté de l'ICANN concentrent leur attention sur la réalisation de ces buts et d'autres buts importants, certains défis apparaissent clairement :

- **Clôturer l'exercice fiscal 2010 dans les limites du budget.** Une révision prévue à mi-exercice a été entreprise par le personnel avec le Comité des finances du Conseil d'administration. Bien qu'historiquement parlant l'ICANN ait été capable d'ajuster les activités de ses plans opérationnels aux budgets des frais, la révision a indiqué qu'en l'absence de mesures fermes, les dépenses effectuées au cours de cet exercice fiscal finiraient probablement par dépasser le budget à raison de 3 millions de dollars US. Ceci serait essentiellement dû à des dépenses juridiques importantes, de nouvelles installations, le besoin d'effectuer rapidement des embauches de cadres supérieurs et des contrats de prestation de conseil stratégique et aux frais associés au travail supplémentaire dans le cadre de programmes clés tels que le programme des nouveaux gTLD. Bien que cet excédent estimé soit significatif, la prévision indiquait que les contributions au fonds de réserve provenant des opérations continueraient à atteindre environ 3,1 millions de dollars après l'utilisation des fonds pour imprévus (moins que les 4,9 millions de dollars prévus dans le budget adopté pour 2010 mais une contribution positive quand même).
Sous la supervision du comité des finances du Conseil d'administration, des efforts dynamiques de maîtrise des dépenses ont été entamés à condition que nulle activité décisive ne soit supprimée et que des rapports sur les prévisions des frais d'exploitation de l'exercice fiscal 2010 soient fréquemment présentés. De plus, le million et demi de dollars pour imprévus a été formellement libéré par le Conseil d'administration. Les efforts de maîtrise des dépenses comprenaient la réduction des coûts discrétionnaires, le changement

des politiques du personnel en matière de déplacements, le retardement de certaines embauches, la renégociation de contrats et de grosses factures en dollars. En outre, certaines activités programmées ont été réduites, retardées ou écourtées et nombre de postes fonctionnels programmés ne devraient pas être pourvus. Par ailleurs, des coûts imprévus supplémentaires ont été encourus pendant l'exercice fiscal 2010- par exemple, les coûts supplémentaires de sécurité requis pour la conférence de Nairobi. Le résultat net de cet effort est encore en train d'être tabulé à l'approche de la fin de l'exercice, mais les indications précoces laissent entrevoir que les frais d'exploitation réels de l'ICANN dépasseront le budget à raison d'environ 1 million de dollars.

- **Élargir le programme des nouveaux gTLD.** Bien qu'un progrès significatif ait été accompli, le programme des nouveaux gTLD n'a pas été complété et il y a eu des demandes de la part de la communauté pour plus de travail dans plusieurs domaines. Ainsi, alors que la date de mise en œuvre de ce programme n'a pas été fixée, plus de travail et plus de dépenses ont été identifiés comme nécessaires pour parvenir à le compléter. Un exemple serait les études économiques en cours ainsi que le travail fourni en vue de clore les quatre questions primordiales : La demande de TLD et l'analyse économique, l'extensibilité de la racine, la protection des marques de commerce et le potentiel de comportement malveillant.
- **Équilibrer les charges de travail et fixer les priorités.** La communauté, le Conseil d'administration et le personnel de l'ICANN font tous face au défi continu et significatif consistant à déterminer où concentrer leurs efforts. Quand est-il de circonstance de dire que l'élaboration d'une politique ou un travail de mise en œuvre devront simplement attendre jusqu'à ce qu'un autre travail plus prioritaire soit achevé ? La responsabilité fiscale requiert des décisions difficiles. Ce plan opérationnel et budget FY11 propose que les activités et programmes suivants, par ailleurs importants, **ne soient pas** pleinement financés pendant l'exercice fiscal 2011.
 - Certaines activités ayant rapport à l'aptitude opérationnelle des nouveaux gTLD, en restant concentrés uniquement sur les activités qui nécessitent de plus longs délais de démarrage laissant les autres de côté pour inclusion dans un budget séparé pour les nouveaux gTLD. Un grand nombre des nouvelles initiatives de sécurité nouvellement proposées et orientées vers l'extérieur jusqu'à ce qu'il y ait autant un consensus de la part de la communauté que des sources de financement disponibles.
 - Réduire les frais de déplacement en limitant la présence du personnel aux conférences de l'ICANN et en formalisant plus de dépendance vis-à-vis de la participation à distance de consultants de l'ICANN et autres. Continuer à élargir le modèle de voyage actuel n'est pas durable.
 - Œuvrer pour développer des sources de financement alternatives est une nécessité qui permettra de ne pas retarder certaines formations à la sécurité programmées pour les opérateurs de ccTLD.
 - Réduire les frais de déplacement du personnel et des vendeurs grâce à une coordination plus dynamique des calendriers de voyage entre les départements, à une réduction des classes de voyage et à une négociation plus agressive des contrats et de la conformité avec les fournisseurs de services de voyage.
 - Un budget de 470 mille dollars a été affecté au soutien des toutes nouvelles révisions mandatées par l'affirmation. Il n'est pas encore clair comment ces équipes prendront des décisions concernant leur budget et comment ceci pourra ou sera pris en compte dans le plan opérationnel de l'ICANN si les montants dépassent le budget.

- Alors que le budget contient certaines ressources pour la mise en œuvre d'améliorations suggérées par les révisions organisationnelles, du moment que les recommandations spécifiques ne sont pas connues à l'avance, il est peu probable que les recommandations des révisions puissent être financées dans le cadre d'un seul budget annuel. Toutes recommandations n'ayant pas été financées seront considérées et hiérarchisées dans le plan de l'année suivante.
- Ainsi que plusieurs nouvelles initiatives qui ne sont pas décisives ou qui peuvent être retardées.

Les ressources de financement des activités opérationnelles de l'ICANN proviennent principalement des frais de transaction des titulaires de noms de domaine et sont versées à l'ICANN par le biais des registres génériques et bureaux d'enregistrement qui sont accrédités par et sous contrat avec l'ICANN. De plus, les registres Internet régionaux et les registres de noms de domaine de premier niveau de code pays (ccTLD) contribuent annuellement à l'ICANN. Ces ressources de recettes sont alignées sur la première version préliminaire de dépenses proposées, le calcul résultant du changement en actif net (c'est-à-dire la contribution au fonds de réserve) est évalué en termes de pertinence stratégique et les composantes sont ajustées en conséquence. Pendant un certain nombre d'années, les flux de rentrées de l'ICANN augmentaient de manière significative d'année en année. Alors que les recettes des RIR et des ccTLD sont restées assez stables, les recettes des registres sur trois ans ont augmenté de 65% et ceux des bureaux d'enregistrement de 17,6%. Ce type de croissance des recettes ne se poursuit pas dans l'exercice fiscal 2011.

La prévision actuelle de recettes pour l'exercice fiscal 2011 est de 65,5 millions de dollars ce qui représente une hausse d'environ 4,6% au-delà des prévisions de l'exercice fiscal 2010.

Il est prévu que les dépenses pour l'exercice fiscal 2011 présentent une croissance d'environ 8,8% par rapport à l'exercice fiscal 2010, alors que de grands efforts ont été déployés lors de l'établissement de ces prévisions pour s'assurer que les augmentations soient ciblées sur les activités les plus prioritaires de l'ICANN.

Le tableau suivant souligne l'établissement de bilan du budget de l'exercice 2011 :

(in Million USD)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET
Revenue	\$65.5	\$63.3	\$62.6
Operating Expenses	\$60.8	\$58.0	\$55.9
Non-Cash Expense	\$2.6	\$2.2	\$2.9
Contribution to Reserve	\$2.1	\$3.1	\$3.9
Investment Income	\$1.0	\$4.5	\$1.0
Change in Net assets	\$3.1	\$7.6	\$4.9

Figure 2-3 – Instantané du budget de l'exercice fiscal 2011 en millions de dollars

Vu les prévisions d'augmentations de recette relativement limitées, les configurations des dépenses annualisées des services fondamentaux de l'ICANN, et les charges estimatives requises pour mener à bien les activités proposées et les engagements, le budget FY11 prévoit une contribution au fonds de réserve de 2,1 millions de dollars provenant des opérations. Un autre million de dollars est budgétisé pour la hausse du fonds de réserve due aux gains d'intérêts

Le fonds de réserve a été établi pour un recours uniquement en cas d'urgence. Le but de l'ICANN a été de parvenir à réunir un fonds de réserve assez important pour correspondre à une année de frais d'exploitation en l'espace de quelques années. Au 30 avril 2010, le fonds de réserve est de plus de 47 millions de dollars qui comprennent les 44 millions de dollars provenant des opérations plus plus de 3 millions de dollars provenant des gains d'intérêts nets. Le niveau approprié pour le fonds de réserve est régulièrement revu et les questions examinées comprennent : A quelles urgences de type *cygne noir* devrions-nous nous attendre ? Quelles opérations principales auraient besoin d'être financées si d'autres ressources ne sont pas disponibles ? Pour combien de temps ? Les membres de la communauté sont encouragés à faire des commentaires concernant la taille et l'usage de ce fonds de réserve.

Les dépenses de l'ICANN sont justifiées et localisées dans les catégories comptables traditionnelles : services, codes de coûts et ainsi de suite. Les remarques de la communauté ont encouragé le développement de vues différentes des dépenses de l'ICANN telles que :

- **la vue fonctionnelle**, où les dépenses sont classées en termes d'activités principales de l'ICANN et
- **la vue par groupe de détermination des frais (EAG)**, où les dépenses sont classées de manière alignée selon les parties prenantes de l'ICANN et leurs intérêts.

Ces vues continuent à être suivies et commentées régulièrement. En réponse aux commentaires de la communauté, de plus amples détails sur l'établissement de ces vues des frais d'exploitation de l'ICANN sont fournis tout au long de cette version préliminaire du plan opérationnel et budget FY11. Voir l'**annexe D** pour un récapitulatif de ces détails.

De plus, une nouvelle vue des dépenses de l'ICANN est proposée, en ligne avec le plan stratégique triennal de l'ICANN récemment adopté. Cette vue décline les coûts en fonction des quatre catégories du plan stratégique tel que présenté dans le tableau suivant.

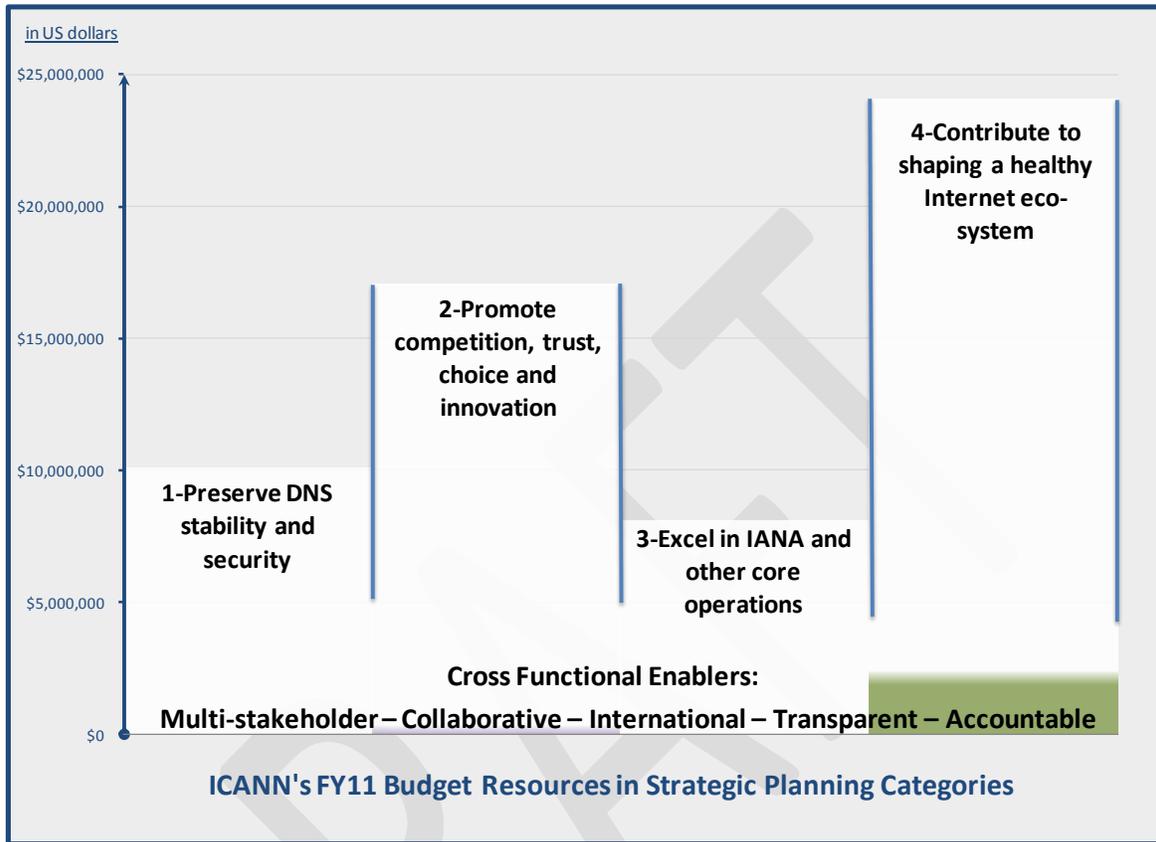


Figure 2-4 – Ressources budgétaires FY11 par catégorie du plan stratégique

Cette vue des ressources budgétaires de l'ICANN par catégorie du plan stratégique est conçue pour présenter la concentration et l'hierarchisation des efforts de l'ICANN par catégorie de planification stratégique. Les ressources requises pour chaque domaine sont présentées plus clairement de même que la nature inter-fonctionnelle de la plus grande partie des dépenses de l'ICANN. La communauté est encouragée à continuer à s'exprimer sur la priorité relative de ces activités et des ressources qui leur sont affectées. Une attention spéciale est requise pour identifier quelles activités pourraient être retardées ou écourtées si des ressources supplémentaires sont nécessaires à une autre activité.

DRAFT

3. Le processus de planification

Le but primordial du processus de planification est de maximiser l'engagement effectif de la communauté, de s'assurer que les plans de l'ICANN sont établis avec les priorités et les affectations de ressources appropriées et de garantir la robustesse financière des plans de l'ICANN.

Traditionnellement à l'ICANN, les premiers six mois de chaque exercice fiscal voient la mise au point du plan stratégique. Le plan stratégique, annuellement mis à jour, décrit les priorités de l'organisation et les buts généraux sur une période de trois ans. Ensuite, au cours des six mois suivants, le plan opérationnel et budget de l'ICANN sont élaborés et décrivent les activités et ressources devant être réalisées au cours de l'exercice fiscal. Ce modèle actuel est présenté dans la figure 3-1.

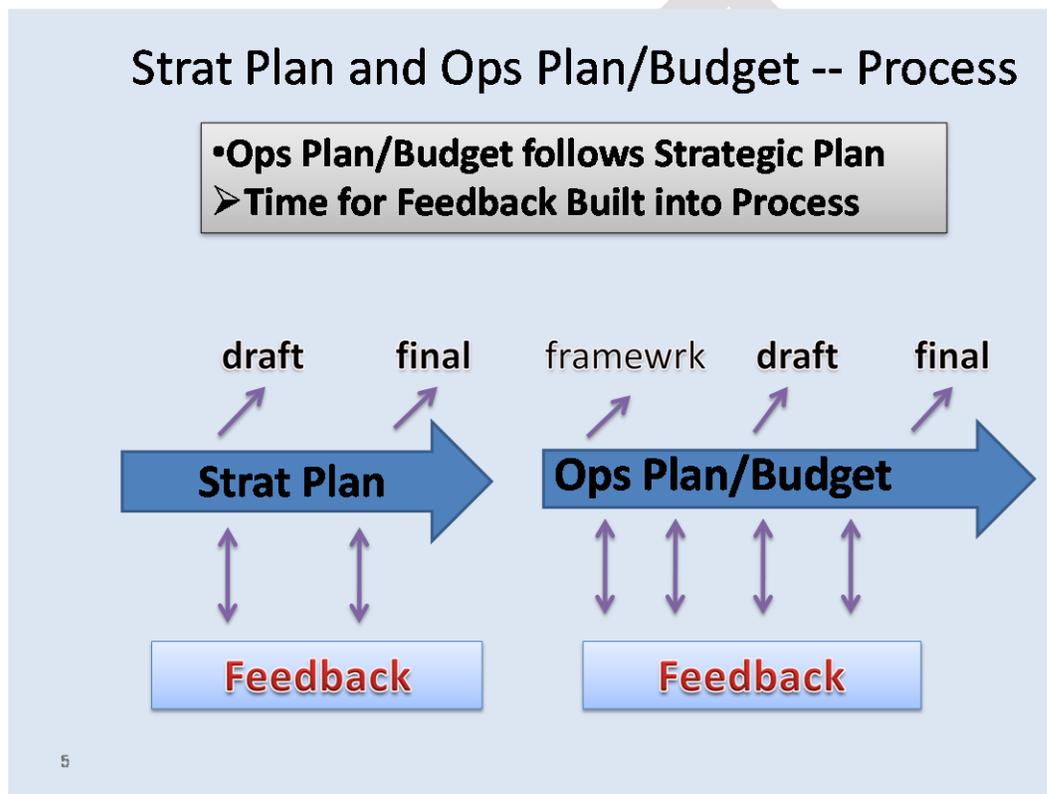


Figure 3-1 – Processus actuel de planification

Bien que ce modèle de planification ait bien fonctionné quant à la sollicitation des commentaires de la communauté, un modèle révisé est en train d'être considéré. Cet autre modèle permettrait une concentration des premiers quatre mois de l'exercice fiscal sur l'élaboration du plan stratégique triennal révisé, des quatre mois suivants de l'exercice fiscal sur l'évaluation des ressources financières requises pour ce plan stratégique y compris le développement ascendant des activités nécessaires, et une concentration des derniers quatre mois de l'exercice fiscal sur les commentaires de la communauté et l'ajustement des priorités. Ce plan alternatif intensifierait l'engagement formel des organisations de soutien et des comités consultatifs dans le cadre du processus de planification de l'ICANN. Ce nouveau modèle donnerait plus de temps aux membres de la communauté pour ajuster les ressources de

manière appropriée. La figure 3-2 présente la synchronisation du cycle de planification opérationnelle et planification stratégique proposé à l'ICANN.

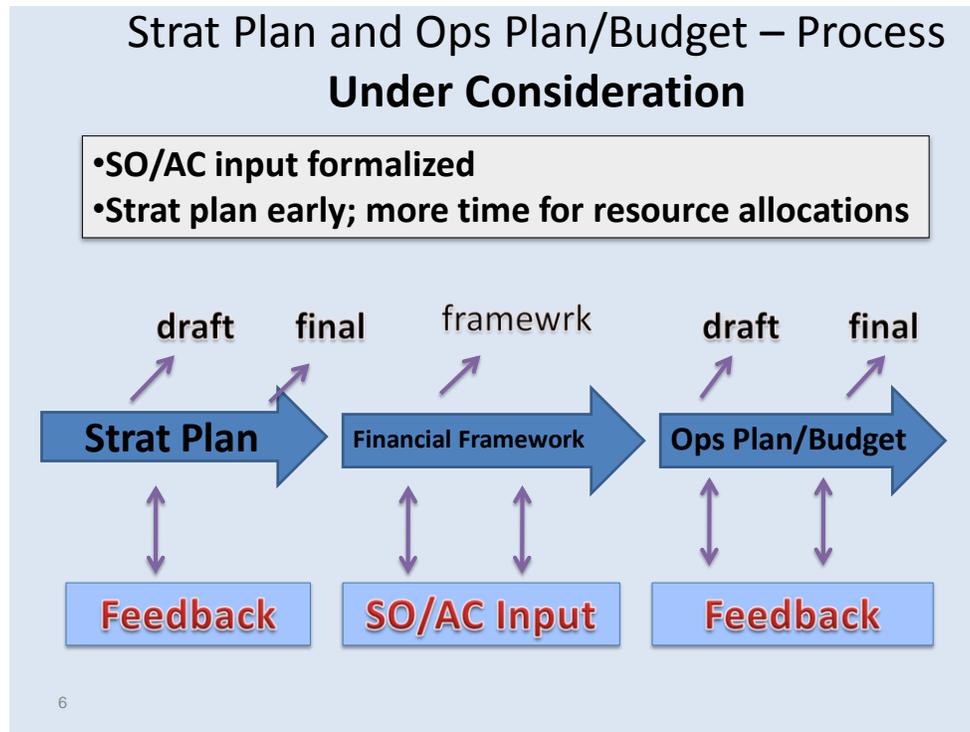


Figure 3-2 – Processus alternatif de planification

3.1 Plan stratégique

Le processus de planification de l'ICANN l'aide à continuer à se concentrer sur sa mission, son mandat et ses responsabilités. Le plan stratégique 2010 à 2013 a été élaboré en vue de fournir une vision claire et accessible des centres d'intérêt stratégiques de l'ICANN. Quatre secteurs de concentration sont notamment indiqués.

1. Stabilité et sécurité du DNS
2. Choix du consommateur, concurrence et innovation
3. Fonction IANA et opérations principales, et
4. un écosystème Internet sain

De plus, le plan stratégique pour la période 2010 à 2013 décrit cinq aspects essentiels des activités de l'ICANN qui s'entrecroisent et s'entrelacent dans toutes les sections de concentration, à savoir les aspects multipartite, collaboratif, international, transparent et responsable. Une proposition initiale pour le plan stratégique a été publiée en ligne et présentée aux groupes de la communauté à la conférence internationale de l'ICANN à Séoul en novembre 2009. Des consultations ont eu lieu avec les regroupements pendant et après cette conférence. En outre, une enquête a été menée pour évaluer les commentaires de la communauté et hiérarchiser les problématiques. Tous les commentaires de la communauté exprimés dans les forums publics en ligne, à travers l'enquête en ligne et oralement au cours des

réunions et des conférences téléphoniques, ont été synthétisés et incorporés dans le [plan stratégique final pour la période 2010 à 2013](#) adopté par le Conseil d'administration.

3.2 Proposition initiale pour le plan opérationnel et le budget

La [proposition initiale pour le plan opérationnel et le budget annuel](#) est publiée environ cinq mois avant que le budget final ne soit soumis au Conseil d'administration pour adoption. Cette approche permet un retour d'informations considérable de la part de la communauté. Le but de cette proposition initiale est de fournir les paramètres clés pour la planification et le budget de l'exercice fiscal, et de permettre une contribution de la part de la communauté au début du processus d'élaboration de la planification et du budget. La proposition initiale pour l'exercice fiscal 2011 a été publiée le 15 février 2010 avant la conférence de Nairobi pour pouvoir solliciter les commentaires de la communauté avant, pendant et après cette conférence.

3.3 Projet de plan opérationnel et budget

Conformément aux règlements de l'ICANN, la version préliminaire du plan opérationnel et du budget est publiée 45 jours avant le début de l'exercice fiscal suivant. Le document présente en détail les plans et les ressources budgétaires requises pour exécuter ces plans pendant l'exercice fiscal suivant. Le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011, publié le 17 mai, reflète les concepts de la proposition initiale pour l'exercice fiscal 2011 avec plus de spécificité et de clarté. De plus, la version préliminaire du document FY11 incorpore les commentaires reçus de la part de la communauté. Une fois publié, d'autres commentaires sont sollicités de la part de la communauté pour être ensuite synthétisés avant la soumission du plan opérationnel et budget final.

3.4 Plan opérationnel et budget final

Suite à la consultation supplémentaire de la communauté, le plan opérationnel et budget final de l'exercice fiscal est soumis au Conseil d'administration de l'ICANN pour examen et adoption lors de la conférence de l'ICANN en juin. Une fois adopté, ceci devient le plan et budget approuvé pour les activités fiscales de l'ICANN. Le processus d'élaboration du plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 inclut environ cinq mois d'implication active de la part de la communauté. Il est censé refléter les priorités de la communauté et fournira plus de clarté concernant les buts opérationnels de l'ICANN et les ressources budgétaires nécessaires pour réaliser ces buts.

La communauté est invitée à faire part de ses opinions concernant le plan opérationnel et budget de l'exercice fiscal 2011 des manières suivantes :

- publier un commentaire en ligne sur la page web de l'ICANN dans la section de la page de consultation publique consacrée au plan opérationnel et budget FY11. Voir http://www.icann.org/public_comment/.
- demander au directeur du regroupement respectif de programmer une rencontre ou une conférence téléphonique avec le personnel de l'ICANN (contacter le directeur financier Kevin Wilson à l'adresse électronique kevin.wilson@icann.org).
- faire un commentaire au cours de la séance publique à la conférence de l'ICANN à Bruxelles (20 au 25 juin 2010).

De plus, l'équipe chargée de la planification et du budget sollicitera officiellement les avis de la communauté à travers des téléconférences avec les organisations de soutien et les comités consultatifs de l'ICANN tout au long du processus couvrant une période de près de cinq mois.

4. Le plan opérationnel de l'exercice fiscal 2011

Ce projet de plan opérationnel de l'exercice fiscal 2011 s'appuie sur les accomplissements de l'exercice fiscal 2010 et des exercices précédents en se concentrant sur ses quatre secteurs stratégiques, à savoir :

1. **Préserver la sécurité et la stabilité du DNS** en soutenant les DNSSEC, en appliquant les dispositions contractuelles et en se coordonnant avec d'autres parties prenantes sur un nombre de questions relatives au DNS et à la sécurité de l'Internet et
2. **Promouvoir la concurrence, la confiance, le choix et l'innovation** en poursuivant le travail sur le(s) guide(s) de candidature aux nouveaux gTLD, en facilitant l'adoption du protocole IPv6 et en préparant un environnement robuste pour les IDN et les nouveaux gTLD et
3. **Exceller dans l'exécution de la fonction IANA et des autres opérations principales** en recherchant des processus pour l'excellence dans les opérations et en se préparant pour un système racine plus complexe et plus dynamique et
4. **Continuer à la mise en forme d'un écosystème Internet sain** en progressant en matière d'exigences de l'affirmation d'engagements et en s'engageant dans des débats internationaux sur la gouvernance de l'Internet et
5. **S'assurer que chaque secteur de concentration est actif et lié** à un engagement à ce que les processus soient multi-parties prenantes, collaboratifs, internationaux, transparents et responsables.

Les vues ou représentations des activités et du budget de l'ICANN étaient traditionnellement classées selon les 15 activités organisationnelles de l'ICANN. Les activités organisationnelles sont : (1) la mise en œuvre et la délégation des nouveaux gTLD, (2) la mise en œuvre des IDN, (3) la fonction IANA et les améliorations des opérations ayant trait à la technologie, (4) les opérations de sécurité, stabilité et résilience (SSR), (5) la conformité contractuelle, (6) la logistique des réunions principales, (7) le soutien aux regroupements, (8) le soutien à l'élaboration des politiques, (9) l'engagement mondial et la participation internationale, (10) le soutien aux déplacements des membres de la communauté de l'ICANN, (11) le médiateur, (12) le soutien au Conseil d'administration, (13) le soutien au comité de nomination (NomCom), (14) les opérations DNS et (15) l'amélioration organisationnelle. Tel que présenté dans la figure 4-1,

Organizational Activities	Strategic Plan Focus Areas			
	1-Preserve DNS stability and security	2-Promote competition, trust, choice and innovation	3-Excel in IANA and other core operations	4-Contribute to shaping a healthy Internet ecosystem
1-New gTLD Implementation and Delegation		XXXX		
2-IDN Implementation	X	XXX		
3-IANA and Technology Operations Improvements	X		XXX	
4-Security, Stability and Resiliency Operations (SSR)	XXXX			
5-Contractual Compliance		XX		XX
6-Core Meeting Logistics		XX		XX
7-Constituency Support	X	X	X	X
8-Policy Development Support		XX		XX
9-Global Engagement and Increasing International Participation	X	X		XX
10-Community Travel Support		XX		XX
11-Ombudsman		XX		XX
12-Board Support	X	X	X	X
13-Nominating Committee (NomCom) Support	X	X	X	X
14-DNS Operations	XXXX			
15-Organizational improvement				XXXX

chacune de ces activités organisationnelles est alignée sur les quatre domaines de concentration d'efforts indiqués dans le plan stratégique.

Figure 4-1 - Relation entre les activités du plan opérationnel et les domaines de concentration d'efforts du plan stratégique

Les ressources requises pour les 15 activités organisationnelles sont récapitulées dans la figure 4-2. Le bilan de la section 4 du plan opérationnel de l'exercice fiscal 2011 décrit ces 15 activités organisationnelles et fournit de plus amples détails sur les ressources nécessaires pour réaliser ces activités en cours d'exercice. Plus de détails sur les objectifs spécifiques de l'exercice fiscal 2011 (objectifs S.M.A.R.T.) sont décrits pour chaque activité organisationnelle à l'**annexe A, activités du plan opérationnel**.

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
1-New gTLD Implementation and Delegation	6,683	7,677	7,605	(922)	-12.1%
2-IDN Implementation	1,365	1,351	1,256	109	8.7%
New gTLD / IDN efforts	8,048	9,028	8,861	(813)	-9.2%
3-IANA and Technology Operations Improvements	5,804	4,772	5,040	764	15.2%
4-Security, Stability and Resiliency Operations (SSR)	7,087	6,743	5,755	1,332	23.2%
5-Contractual Compliance	3,399	3,525	3,155	244	7.7%
6-Core Meeting Logistics	5,255	5,404	5,190	65	1.3%
7-Constituency Support	6,216	5,931	6,041	175	2.9%
8-Policy Development Support	6,421	5,641	5,339	1,082	20.3%
9-Global Engagement and Increasing International Participation	6,792	7,850	6,619	173	2.6%
10-Community Travel Support	1,852	2,116	1,722	130	7.6%
11-Ombudsman	562	450	451	111	24.6%
12-Board Support	2,647	2,035	2,393	254	10.6%
13-Nominating Committee (NomCom) Support	820	797	760	60	7.9%
14-DNS Operations	2,185	2,458	1,199	986	82.2%
15-Organizational improvement	2,199	1,235	1,842	357	19.4%
Subtotal	51,239	47,200	45,506	5,733	12.6%
Total Operating Expenses	59,287	55,900	54,367	4,920	9.1%

Figure 4-2 – Frais d'exploitation en vue fonctionnelle

La communauté est encouragée à faire part de ses commentaires sur l'hierarchisation de ces activités organisationnelles ainsi qu'à identifier des produits livrables d'importance et ceux qui pourraient être retardés ou écourtés.

4.1 Mise en œuvre et délégation des nouveaux gTLD

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
1-New gTLD Implementation and Delegation	6,683	7,677	7,605	(922)	-12.1%

Figure 4-3 – Ressources des nouveaux gTLD

Aidant à la réalisation de la vision de l'ICANN quant à un Internet mondial unifié qui fonctionne pour chacun, le programme de noms de domaine génériques de premier niveau (gTLD) de l'exercice 2011 fournira de nouvelles plates-formes pour l'innovation et les changements qui motiveront la concurrence et élargiront le choix pour une variété d'utilisateurs et de communautés. De plus, les nouveaux TLD permettront aux industries, aux organisations et aux communautés d'offrir des informations ou des services sécurisés à leurs membres et aux groupes d'utilisateurs tout en atteignant de nouveaux utilisateurs limités jusqu'à présent par des défis géographiques ou linguistiques.

Le budget des gTLD est réparti en trois phases : (1) **développement** – financé à ce jour dans chaque budget d'exercice fiscal adopté, (2) **déploiement** et (3) **traitement des applications**. Les dernières deux phases du budget seront séparément requises et **ne sont pas incluses** dans ce plan opérationnel et budget FY11. Voir section 7 de ce document pour de plus amples détails.

Le plan proposé pour l'exercice fiscal 2011 est de poursuivre les efforts de mise en œuvre des [recommandations de la politique pour les nouveaux gTLD](#), de régler les soucis restants afin de finaliser le guide de candidature (AGB). Ceci inclut la protection des marques de commerce, l'extensibilité de la zone racine, l'analyse économique, la conduite malveillante et de progresser dans la conception et l'élaboration de processus et de systèmes nécessaires au traitement des applications des nouveaux gTLD.

Les ressources budgétaires requises dans le cadre de l'exercice fiscal 2011 pour ces activités de nouveaux gTLD sont estimées à 6,7 millions de dollars, environ 12% de moins que dans le budget de l'exercice fiscal 2010 et 13% de moins que les prévisions de l'exercice fiscal 2010. La réduction est principalement due au fait qu'un grand nombre de projets prévus de nouveaux gTLD sont déjà achevés ou proches de l'achèvement. Le plan opérationnel et budget FY11 pour le programme des nouveaux gTLD qui couvre les salaires, les services professionnels, les déplacements et les coûts administratifs, sera affecté aux activités principales suivantes :

- Résolution des préoccupations restantes et achèvement du guide de candidature : 4,5 millions de dollars y compris les imputations de coût de main d'œuvre, services professionnels et frais de déplacement y liés
- Conception et élaboration de processus et de systèmes pour le traitement des applications (par ex. processus d'affaires, activités de gestion du risque, assistance clientèle, système d'application des TLD, etc.) : 1,3 millions de dollars
- Communication : 0,7 millions de dollars
- Administration : 0,2 millions de dollars

4.2 Mise en œuvre des IDN

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
2-IDN Implementation	1,365	1,351	1,256	109	8.7%

Figure 4-4 – Ressources IDN

Le lancement de la procédure accélérée pour les ccTLD IDN a été une étape clé pour l'ICANN et la communauté Internet en 2010. Cette procédure accélérée continuera à être disponible pendant l'exercice 2011 et ce jusqu'à ce qu'une politique définitive portant sur les ccTLD IDN ait été élaborée et adoptée.

Concernant les IDN durant l'exercice 2011, l'intérêt se concentrera sur les efforts de mise en œuvre tels que le soutien à la couche application de l'Internet, les diverses initiatives de la communauté liées aux IDN telles que les PDP de ccTLD IDN à long terme, le JIG, les groupes de travail sur le Whois et les aspects IDN dans le programme des nouveaux gTLD. Nous prévoyons que de nouveaux domaines de recherche et de développement seront entrepris dans le cadre de la gestion des TLD variés. L'ICANN continuera également à faire en sorte que les informations pertinentes aux IDN, y compris les directives sur les meilleures pratiques opérationnelles soient disponibles lors des conférences de l'ICANN et des réunions portant sur les noms de domaine, et amorcera la participation aux événements relatifs au développement des applications afin d'atteindre une acceptation plus élargie des nouveaux TLD à l'échelle mondiale.

Les engagements de ressources du budget FY11 s'élèvent à 1,4 millions de dollars soit 8,7% de plus que le budget respectif FY10 et 1% de plus que les prévisions de l'exercice fiscal 2010 reflétant les ressources requises pour continuer à traiter les demandes de ccTLD IDN. Ces engagements portent principalement sur les coûts de main d'oeuvre, les frais de déplacements y liés et les consultations externes telles que celles requises pour les analyses des variantes et le soutien à la mise en oeuvre des IDNA.

4.3 La fonction IANA et les améliorations des opérations de technologie

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
3-IANA and Technology Operations Improvements	5,804	4,772	5,040	764	15.2%

Figure 4-5 – Ressources fonction IANA et opérations relatives à la technologie

L'ICANN renforcera la fonction IANA et les opérations de technologie à travers un programme d'excellence commerciale pour la fonction IANA et en poursuivant les efforts visant à garantir que les opérations et l'infrastructure TI sont robustes et résilientes. L'organisation interne de l'ICANN doit être en mesure de satisfaire les exigences opérationnelles supplémentaires

accompagnant de nouveaux services, y compris les DNSSEC, l'échelonnage du nombre de TLD, et d'autres services en ligne tels que le référentiel d'autorités de certification temporaire. Le département de l'IANA doit pouvoir répondre au développement et à la réalisation des processus associés aux nouveaux gTLD et ccTLD IDN. L'ICANN se concentre sur l'excellence dans la réalisation de ces activités et sur les éléments d'infrastructure sous-jacents qui assisteront ces exigences, en regardant au-delà de la fin du contrat existant pour les fonctions IANA gérées à travers le ministère américain du commerce.

Pour l'exercice FY11, 5,8 millions de dollars de ressources budgétaires, soit une hausse de 15,2% par rapport au FY10 ou de 21,6% par rapport aux prévisions du FY10, sont nécessaires pour soutenir le fonctionnement continu et le renforcement de la fonction IANA et des opérations de technologie. La concentration sur cette fonction pendant l'exercice FY11, tel que reflété par sa position parmi les quatre secteurs stratégiques de concentration pour l'ICANN, nécessite des ressources pour l'encadrement, y compris un nouveau vice-président pour la fonction IANA, une amélioration de l'infrastructure de la fonction IANA, les coûts des services professionnels requis pour les révisions externes du logiciel RZM de la fonction IANA ainsi que les processus de paramètres de protocole et de ressources de numéros. Les coûts d'un montant de 150 mille dollars pour la poursuite du programme d'excellence commerciale sont également inclus dans le budget de l'exercice FY11.

4.4 Opérations de sécurité, stabilité et résilience (SSR)

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
4-Security, Stability and Resiliency Operations(SSR)	7,087	6,743	5,755	1,332	23.2%

Figure 4-6 – Ressources SSR

Garantir la sécurité, la stabilité et la résilience (SSR) du DNS et autres identificateurs uniques dans un contexte mondial en changement représente un des aspects principaux de la mission de l'ICANN et est souligné dans l'affirmation d'engagements et dans le plan stratégique de l'ICANN pour la période 2010 à 2013. Ceci requiert de la part de l'ICANN une collaboration réelle avec les autres parties prenantes de l'Internet afin de renforcer et de protéger la sécurité et la stabilité de l'Internet, notamment vu la croissance des menaces au DNS et l'augmentation des utilisations malveillantes qui influencent le DNS.

Pour l'exercice fiscal FY11, les ressources nécessaires au soutien des activités SSR sont estimées à 7,1 millions de dollars, soit une hausse de 23% par rapport au budget respectif FY10 ou de 5,1% par rapport aux prévisions FY10. Les prévisions pour la SSR dépassent le budget compte tenu des frais imprévus supplémentaires encourus lors de l'exercice FY10 y compris le personnel de sécurité supplémentaire, la sécurité renforcée au cours des voyages et les dispositions spécifiques sur place lors de la conférence de Nairobi. Ce budget inclut les coûts de main d'œuvre pour la mise en œuvre des DNSSEC, les certifications de programmes de sécurité, les audits externes de la sécurité de l'ICANN, le renforcement de l'infrastructure de l'ICANN et d'autres activités importantes soulignées dans le plan stratégique. Les efforts sont particulièrement concentrés sur la sécurité interne. Bien que l'ICANN poursuive la participation

aux débats sur le lancement d'une CERT DNS, les frais d'exploitation pour le fonctionnement d'une CERT DNS ne sont pas inclus dans ce projet de plan opérationnel et de budget de l'exercice fiscal 2011 de l'ICANN et n'étaient pas inclus dans la proposition initiale du FY11.

4.5 Conformité contractuelle

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
5-Contractual Compliance	3,399	3,525	3,155	244	7.7%

Figure 4-7 – Ressources relatives à conformité contractuelle

Au cours de l'exercice 2011, l'ICANN continuera à mettre dynamiquement en application les dispositions contractuelles des accords de bureaux d'enregistrement et de registres qui résultent en une désaccréditation et un non-renouvellement plus opportuns des accords de bureaux d'enregistrement non conformes. Ce travail protégera l'intégrité du système de noms de domaine et mènera à des niveaux plus élevés de confiance publique/des titulaires de noms de domaine à l'égard des bureaux d'enregistrement et registres accrédités par l'ICANN. Le système de réception des plaintes des consommateurs et les systèmes de signalement de problèmes de données Whois seront évalués et améliorés en tenant compte des commentaires des utilisateurs et des autres parties prenantes intéressées. Des investissements supplémentaires dans la fonction d'audit permettront à l'ICANN de mener ses premiers audits de politique de transfert entre bureaux d'enregistrement et de sauvegarde de données des bureaux d'enregistrement.

Les ressources budgétaires affectées à la conformité contractuelle sont estimées à 3,4 millions de dollars, soit 7,5% de plus que pour l'exercice 2010. Ce montant inclut le recrutement de personnel chargé de la conformité déjà prévu dans l'exercice 2010 mais retardé. Ce montant inclut également les efforts en cours et intensifiés concernant la conformité contractuelle à travers tous les domaines de l'ICANN tels que le soutien du chargé de liaison auprès des bureaux d'enregistrement, l'assistance des départements juridiques et stratégiques en matière de progrès dans l'application des dispositions des contrats. Les services conseil supplémentaires requis pour l'exercice 2011 comprennent les services d'audit de sauvegarde de données des bureaux d'enregistrement auxquels 260 mille dollars sont affectés.

4.6 Logistique des réunions principales

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
6-Core Meeting Logistics	5,255	5,404	5,190	65	1.3%

Figure 4-8 – Ressources affectées aux réunions principales

L'ICANN travaille en collaboration avec sa communauté multipartite pour renforcer la participation régionale et mondiale aux processus de l'ICANN. Les conférences internationales de l'ICANN facilitent l'interaction en face-à-face et à distance de participants internationaux d'un nombre croissant. Le plan de l'exercice 2011 inclut tous les frais de personnel et autres requis pour l'organisation des conférences internationales tri-annuelles de l'ICANN et autres réunions.

Les ressources nécessaires pour mener à bien les activités des réunions principales sont budgétisées à hauteur de 5,2 millions de dollars pour l'exercice 2011, non loin du montant respectif de 2010. Il est prévu que les coûts des réunions de l'exercice fiscal 2011 dépassent largement le montant du budget F10 compte tenu des coûts de sécurité supplémentaire. Le budget FY11 inclut les frais d'encadrement pour l'équipe à plein temps chargée de la planification des réunions ainsi que les services professionnels requis pour le soutien audio-visuel et autres frais de réunion. Les frais de déplacement de l'équipe ci-dessus, y compris les visites du site précédant la date de la réunion, sont compris. Les frais de déplacement des membres du Conseil d'administration et des membres de la communauté dont le déplacement est subventionné sont imputés ailleurs. Les coûts des réunions sont prévus relativement stables durant l'exercice 2011 grâce aux négociations contractuelles agressives. Les augmentations des coûts de participation à distance sont compensées par des réductions d'espaces de réunions, de restauration et autres.

DRAFT

4.7 Soutien aux regroupements

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
7-Constituency Support	6,216	5,931	6,041	175	2.9%

Figure 4-9 – Ressources affectées au soutien aux regroupements

Les changements de composition de la communauté de l'ICANN provenant de l'ajout des IDN et des gTLD conduiront, notamment après le lancement et la mise en oeuvre de ces derniers, à une augmentation du nombre des registres de gTLD et des bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN de par le monde, augmentant ainsi la concurrence dans le secteur et garantissant pour chacun un éventail d'options pour se connecter à Internet. Jusque là, il y aura encore des fluctuations du nombre de bureaux d'enregistrement accrédités et des recettes y associées tel que noté les années précédentes et en cours d'exercice 2010. Tout au long de cette période, le soutien accru à ces regroupements reste une priorité pour l'ICANN, y compris la prestation de soutien aux registres gTLD et aux bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN dans des régions telles que l'Asie de l'est.

Le personnel travaille à l'élaboration et s'assure que les procédures et opérations visant à assister les regroupements sont transparentes, responsables et accessibles afin de servir leurs besoins de manière réelle et efficace. Ceci inclut le travail en matière de sauvegarde des données des bureaux d'enregistrement comme le développement, les essais et la mise en oeuvre de la fonction d'audit de sauvegarde des données, la création de systèmes pour automatiser ou renforcer l'automatisation des processus commerciaux des registres gTLD et des bureaux d'enregistrement et la participation active aux activités d'élaboration de politiques du GNSO qui ont un impact direct sur les registres gTLD et les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN. Les ressources pour le soutien aux regroupements durant l'exercice 2011 sont budgétisées à 6,2 millions de dollars, soit 2,9% de plus que le montant respectif de l'exercice 2010.

4.8 Soutien à l'élaboration des politiques

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
8-Policy Development Support	6,421	5,641	5,339	1,082	20.3%

Figure 4-10 – Ressources affectées à l'élaboration des politiques

Il y a eu des augmentations significatives du volume de travail sur l'élaboration de politiques partout au sein de la communauté de l'ICANN tout au long de l'exercice fiscal actuel et il est prévu que ce niveau de travail continue à croître au cours de l'exercice 2011. Dans cet esprit, l'ICANN continue à consacrer des ressources substantielles afin de soutenir et de gérer ses

processus de politiques pour s'assurer que les politiques sont réellement et efficacement élaborées par la communauté de manière transparente, ascendante et consensuelle.

Dans le cadre du processus continu de révisions de la communauté, le Conseil d'administration a également demandé à la communauté et enjoint au personnel de mettre en oeuvre des initiatives d'amélioration structurel pour plusieurs structures organisationnelles de l'ICANN ; certaines initiatives, comme celle de la réforme du GNSO, sont toujours en cours et d'autres comme celles portant sur les améliorations de l'ALAC, du ccNSO et du SSAC nécessiteront une attention particulière tout au long de l'exercice 2011. Mis à part le financement des activités de soutien en cours, le budget de l'exercice 2011 inclut un financement d'initiatives visant à soutenir les améliorations structurelles et procédurales recommandées pour ces entités.

Pour l'exercice fiscal FY11, les ressources nécessaires au soutien des activités d'élaboration de politiques sont estimées à 6,4 millions de dollars, soit 20,3% de plus que le budget respectif FY10 ou 13,8% de plus que les prévisions FY10. Les ressources budgétaires sont prévues pour permettre à de nouveaux membres du personnel de soutenir les efforts d'élaboration de politiques (par ex. le soutien à l'ALAC et le soutien secrétariat en général aux organisations de soutien et aux comités consultatifs) ainsi que pour la réalisation d'études factuelles pour soutenir les processus d'élaboration des politiques. De plus, certaines ressources sont affectées à la mise en oeuvre d'améliorations requises pour le GNSO, l'ALAC et le SSAC.

4.9 Engagement mondial et participation internationale accrue

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
9- Global Engagement and Increasing International Participation	6,792	7,850	6,619	173	2.6%

Figure 4-11 – Ressources affectées à l'engagement mondial

L'engagement mondial de l'ICANN et ses efforts pour renforcer la participation internationale font partie intégrale de ses activités quotidiennes. La participation accrue des ccTLD dans les ccNSO, les cadres de responsabilité des ccTLD en hausse et la participation accrue des gouvernements via le GAC sont tous des exemples du renforcement de l'engagement dans l'ICANN et de l'oeuvre qui sera poursuivie par le personnel de l'ICANN et notamment par l'équipe de partenariats mondiaux durant l'exercice FY11. Ceci vise à s'assurer que toutes les parties prenantes ont voix au chapitre, qu'il y a une amélioration de la responsabilité et de la transparence et une prise de conscience de plus en plus forte de l'importance d'un Internet unifié et mondial.

Le personnel de l'ICANN oeuvrera par le biais des entités régionales au renforcement de la sensibilisation à la stabilité et la sécurité du DNS, la mise en oeuvre des IDN et des TLD et l'incorporation des IPv6. Ceci inclut le soutien de la communauté At-Large, la facilitation de mécanismes améliorés pour la participation et l'engagement et la prestation de formation et d'éducation à la communauté Internet dans les régions en croissance de l'ICANN. De plus, l'équipe de partenariats mondiaux de l'ICANN travaillera dans ses régions pour faciliter et soutenir les demandes de fonction IANA en tant que de besoin.

Les ressources requises pour les activités d'engagement mondial proposées sont estimées à 6,8 millions de dollars, soit 2,6% de plus que le montant respectif du budget de l'exercice 2010.

4.10 Soutien aux déplacements de la communauté de l'ICANN

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
10-Community Travel Support	1,852	2,116	1,722	130	7.6%

Figure 4-12 – Ressources affectées aux déplacements

Pour l'exercice FY11, l'ICANN fournira un soutien aux déplacements de membres de la communauté selon les directives publiées en ligne et fondées sur les commentaires de la communauté. Le financement des déplacements continue à avoir pour but de renforcer la sensibilisation à l'ICANN et à sa mission à l'échelle mondiale, dynamiser les niveaux de participation aux forums régionaux et internationaux et octroyer un soutien à ceux qui fournissent travail et leadership à la communauté de l'ICANN et ne pourraient pas autrement assister aux réunions régionales ou conférences internationales de l'ICANN. Le soutien aux déplacements des membres de la communauté est concentré sur des membres choisis des organisations de soutien et des conseils consultatifs. Les débats avec la communauté sur la taille et la gestion de cette ressource se poursuivent durant chaque exercice fiscal y compris un [forum public en ligne](#).

Les ressources requises pour l'exercice F11 sont de 1,8 millions de dollars pour payer les frais de déplacement et de gestion de plus de 100 membres de la communauté qui se rendent à chaque réunion ou conférence de l'ICANN.

4.11 Médiateur

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
11-Ombudsman	562	450	451	111	24.6%

Figure 4-13 – Ressources affectées au médiateur

Le médiateur remplira sa fonction de partisan objectif de l'équité et cherchera à évaluer et si possible à résoudre les plaintes au sujet de traitement injuste ou inapproprié de la part du personnel, du Conseil d'administration ou des entités constitutives de l'ICANN, en clarifiant les problèmes et utilisant des instruments de règlement de litiges tels que la négociation, la facilitation, et les « démarches diplomatiques » pour accomplir ces résultats.

Conformément aux règlements de l'ICANN, article V, section 1, paragraphe 4 :

Le budget annuel pour le bureau du médiateur sera établi par le Conseil d'administration dans le cadre du processus budgétaire annuel de l'ICANN. Le

médiateur soumettra une proposition de budget au président et le président inclura cette proposition dans son ensemble et sans changement dans le budget général de l'ICANN recommandé par le président de l'ICANN au Conseil d'administration. Rien dans cet article n'empêchera le président d'exprimer des opinions distinctes sur la substance, la taille, ou d'autres caractéristiques du budget proposé par le médiateur au Conseil d'administration.

DRAFT

4.12 Soutien au Conseil d'administration

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
12-Board Support	2,647	2,035	2,393	254	10.6%

Figure 4-14 – Ressources affectées au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'ICANN est une structure responsable et transparente conçue pour refléter la composition multipartite de la communauté de l'ICANN et pour réagir de manière juste et raisonnable aux besoins présents et futurs de l'ICANN. Le Conseil d'administration de l'ICANN se compose de 15 membres votants et de six chargés de liaison qui se réunissent régulièrement par téléphone et qui se rendent aux trois conférences de l'ICANN ainsi qu'à d'autres réunions intersessions.

Les ressources requises pour soutenir les activités du Conseil d'administration durant l'exercice FY11 s'élèvent à 2,6 millions de dollars. En plus du soutien direct aux déplacements, les ressources affectées au Conseil d'administration comprennent l'encadrement, le financement de la formation des membres du Conseil, les outils de communication et l'autoévaluation.

4.13 Soutien au comité de nomination (NomCom)

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
13-Nominating Committee (NomCom) Support	820	797	760	60	7.9%

Figure 4-15 – Ressources affectées au NomCom

Le comité de nomination remplit une fonction clé en matière de contribution des compétences requises pour réaliser les objectifs stratégiques de l'ICANN puisqu'il désigne des membres du Conseil d'administration de l'ICANN ainsi que des conseils du GNSO, du ccNSO et de l'ALAC. Les activités de faire-savoir, y compris les déplacements ainsi que le travail de consultant externe pour un processus d'évaluation juste et professionnelle, sont des parties essentielles du programme du NomCom.

Le budget affecté au NomCom dans l'exercice 2011 est estimé à 0,8 millions de dollars afin de payer une allocation de soutien de la part du personnel, les frais de déplacement directs pour les membres du NomCom et les candidats finalistes, les coûts des services professionnels pour l'assistance à la sélection des candidats et une certaine production de documents pour soutenir les activités du NomCom.

4.14 Opérations du DNS

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
14-DNS Operations	2,185	2,458	1,199	986	82.2%

Figure 4-16 – Ressources DNS

Assurer la stabilité et la sécurité du DNS et des autres identificateurs uniques demeure une fonction essentielle et une priorité clé pour l'ICANN. Au cours de l'exercice 2011, la tâche sera de maintenir les améliorations du serveur racine L mises en œuvre durant l'exercice 2010 et de continuer à améliorer les systèmes de surveillance et de gestion du serveur racine L. De plus, nous prévoyons que l'exercice 2011 verra des déploiements pilotes d'instances locales de serveur racine L pour développer le nuage Anycast de la racine L. Pour les DNSSEC, l'ICANN achèvera le déploiement de l'infrastructure de production de signature DNSSEC de l'ICANN. Ceci permettra à l'ICANN de signer les zones dont elle est responsable de manière hautement sûre, fiable et résiliente.

Le budget proposé dans l'exercice 2011 pour les opérations de DNS est de 2,2 millions de dollars, soit 19,4% de plus que le budget de l'exercice 2010. Cette augmentation inclut le financement des divers installations, services et fonctions d'audit externe associées à l'exploitation par l'ICANN de la clé de signature de la racine, le soutien aux activités de signature de clé générique, les ressources requises pour le programme des nouveaux gTLD, ainsi que le personnel supplémentaire nécessaire pour satisfaire la bonne marche des efforts liés aux DNSSEC.

4.15 Amélioration organisationnelle

(in Thousands of US Dollars)

Organizational Activities	FY11 Budget	FY10 Forecast	FY10 Budget	FY11 Budget less FY10 Budget	
15-Organizational improvement	2,199	1,235	1,842	357	19.4%

Figure 4-17 – Ressources affectées aux améliorations organisationnelles

L'ICANN continuera à maintenir une structure d'entité organisationnelle appropriée pour servir ses fonctions de coordination technique de plus en plus mondialisées, et s'assurera que les décisions liées à ces fonctions seront prises dans l'intérêt commun, de manière responsable et transparente.

Dans les efforts continus de l'ICANN visant à faciliter la mise en forme d'un écosystème Internet sain, l'accent sera mis sur la prestation opportune de soutien aux initiatives et révisions selon :

- L'affirmation d'engagements, qui contient des dispositions spécifiques relatives à la révision périodique des quatre objectifs clés de l'ICANN :

- assurer la responsabilité, la transparence et les intérêts des utilisateurs mondiaux d'Internet ;
 - préserver la sécurité, la stabilité et la résilience du DNS ;
 - promouvoir la concurrence, la confiance du consommateur, et le choix du consommateur ;
 - politique Whois.
- L'article IV, section 4 des règlements qui contient des dispositions portant sur les revues indépendantes périodiques des performances et des activités de chaque organisation de soutien et de leurs conseils, de chaque comité consultatif (mis à part le comité consultatif gouvernemental) et du comité de nomination.

Les ressources requises pour les activités d'amélioration organisationnelle proposées sont estimées à 2,2 millions de dollars, soit 19,4% de plus que pour l'exercice 2010. Cette hausse est largement due au volume de révisions à réaliser d'une manière opportune et efficace. Pour les efforts de révision de l'affirmation d'engagements, près d'un demi million de dollars est prévu pour les services de soutien professionnel et administratif ainsi que pour certains frais de déplacement prévus des membres de l'équipe de révision de l'affirmation. D'autres coûts éventuellement nécessités par les révisions de l'affirmation d'engagements n'ont **pas** été inclus dans le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.

DRAFT

5. Budget de l'exercice fiscal 2011

Le budget de l'exercice fiscal 2011 de l'ICANN inclut des recettes présumées de 65,5 millions de dollars (versus 62,6 millions de dollars en 2010), soit une hausse de 4,6% par rapport au budget de l'exercice 2010 et des frais d'exploitation de 60,7 millions de dollars (versus 57,9 millions de dollars en 2010), soit une hausse de 8,8% par rapport au budget de l'exercice 2010. Après la considération des autres dépenses et des produits financiers, ceci résulte en un peu de 3 millions de dollars de contribution aux réserves.

La figure 5-1 présente le budget proposé pour l'exercice 2011, comparé au budget de l'exercice 2010 et aux prévisions de l'exercice 2010.

(in Thousands USD)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Revenue	\$65,509	\$63,313	\$62,642	\$2,867	4.6%
Operating Expenses	\$60,788	\$57,980	\$55,867	\$4,921	8.8%
Non-Cash Expense	\$2,600	\$2,210	\$2,900	(\$300)	-10.3%
Contribution to Reserve	\$2,121	\$3,123	\$3,875	(\$1,754)	-45.3%
Investment Income	\$1,000	\$4,500	\$1,000	\$0	0.0%
Change in Net assets	\$3,121	\$7,623	\$4,875	(\$1,754)	-36.0%

Figure 5-1 – Résumé du budget de l'exercice 2011

Les ressources de financement des activités opérationnelles de l'ICANN proviennent principalement des frais de transaction des titulaires de noms de domaine et sont versées à l'ICANN par le biais des registres génériques et bureaux d'enregistrement qui sont accrédités par et sous contrat avec l'ICANN. De plus, les registres Internet régionaux et les registres de noms de domaine de premier niveau de code pays (ccTLD) contribuent annuellement à l'ICANN. Les demandes d'IDN à travers la procédure accélérée du programme ccTLD IDN représentent une nouvelle source de recettes pour l'ICANN. Les recettes totales escomptées de l'exercice 2011 sont de 65,5 millions de dollars, soit une hausse d'environ 4,6% par rapport à l'exercice 2010. Au cours des dernières années, l'ICANN a connu une croissance de recettes bien plus importante principalement due aux accords contractuels contenant des dispositions d'augmentations progressives fixes. Il n'y a pas de progression contractuelle des droits durant l'exercice 2011 et il n'est prévu qu'une hausse légère des recettes basées sur les transactions de noms de domaine. De même que pour les années précédentes, les parties contractantes et les contributeurs non contractants aux recettes de l'ICANN seront questionnés quant à la mesure dans laquelle les bases de l'ICANN utilisées pour les estimations de recettes sont raisonnables et en accord avec les experts du secteur.

5.1 Recettes

Budget des recettes de l'exercice fiscal 2011 (en dollars US)

En plus des opérateurs de codes pays et des registres Internet régionaux, les titulaires de noms de domaine, via les registres et bureaux d'enregistrement génériques, fournissent un financement substantiel à l'ICANN pour la coordination d'un Internet mondialement interopérable. Le tableau suivant résume par source de recettes pour l'exercice fiscal 2011, le budget de 65,5 millions de dollars comparé à celui de l'exercice 2010.

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Registry	\$32,647,000	\$31,440,000	\$32,450,600	\$196,400	0.6%
Registrar	\$29,159,000	\$28,560,000	\$27,268,000	\$1,891,000	6.9%
RIR	\$823,000	\$823,000	\$823,000	\$0	0.0%
ccTLD	\$1,600,000	\$1,600,000	\$1,600,000	\$0	0.0%
IDN ccTLD	\$780,000	\$0	\$0	\$780,000	n/a
Meeting Sponsorships	\$500,000	\$890,000	\$500,000	\$0	0.0%
Revenue	\$65,509,000	\$63,313,000	\$62,641,600	\$2,867,400	4.6%

Figure 5-2 – Budget des recettes de l'exercice 2011

Frais de registres gTLD

L'ICANN a des contrats avec les opérateurs de registres de 17 noms de domaine génériques de premier niveau (gTLD) tels que dot-asia, dot-com et dot-jobs. Les frais de registre sont décrits dans les accords de registre respectifs. Selon ces accords, les registres paient des frais fixes, des frais basés sur les transactions ou les deux tel que spécifiquement présenté dans la figure 5-3.

FY11 Budget - Registry Revenue - Transaction & Fixed Fees					
gTLD	Fixed Fee	Fee per Trans	Trans Volume	Trans Fee	Total
aero	5,000		6,800	-	\$5,000
asia	-	\$ 0.75	148,300	111,230	\$111,230
biz	-	\$ 0.23	2,298,100	517,070	\$517,070
cat	10,000	\$ 1.00	51,600	51,600	\$61,600
com	18,000,000		89,637,000	-	\$18,000,000
coop	5,000		7,000	-	\$5,000
info	-	\$ 0.23	6,537,000	1,470,830	\$1,470,830
jobs	10,000	\$ 2.00	9,300	18,600	\$28,600
mobi	-	\$ 0.40	1,579,000	631,600	\$631,600
museum	500		1,000	-	\$500
name	-	\$ 0.20	238,800	47,760	\$47,760
net	-	\$ 0.75	13,283,700	9,962,780	\$9,962,780
org	-	\$ 0.20	8,409,200	1,681,840	\$1,681,840
pro	10,000		104,600	-	\$10,000
tel	-	\$ 0.40	97,800	39,120	\$39,120
travel	10,000	\$ 2.00	31,800	63,600	\$73,600
Total	18,050,500		122,441,000	14,596,030	\$32,646,530

Figure 5 – Recettes des registres

Notes :

- Le taux de l'exercice 2011 pour .biz et .info est de 0,20\$ du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010 et de 0,25\$ du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011.
- Les frais basés sur les transactions pour dot-mobi et dot-tel sont basés sur le prix moyen des enregistrements au cours d'une période de facturation. Le taux estimé est la moyenne des taux pratiqués au cours de l'exercice 2010.
- Les frais de registre pour .post ne seront effectifs qu'après l'introduction du TLD dans la zone racine. En avril 2010, la date d'entrée en vigueur des frais n'avait pas encore été déterminée. Les frais au titre de ce contrat sont fixés à 6 250\$ par trimestre et, si plus de 50 000 domaines sont enregistrés, 0,25\$ par année de transaction facturable (c'est-à-dire domaines initiaux et renouvelés y compris les renouvellements liés à des transferts).
- Durant l'exercice 2011, il est estimé qu'il y aura une baisse légère des recettes provenant des frais de registres gTLD de moins de 1%.

La seule source importante de recettes de registres est celle du contrat dot-com. Les recettes du contrat dot-com sont basées sur des frais fixes par an et des augmentations progressives échelonnées comme suit :

FY07	6 millions de dollars
FY08	8 millions de dollars
FY09	12 millions de dollars
FY10	18 millions de dollars
FY11	18 millions de dollars
FY12	18 millions de dollars

Durant l'exercice 2011, les frais fixes pour dot-com resteront les mêmes que pendant 2010, soit 18 millions de dollars.

Mis à part dot-com, il existe sept autres registres, identifiés ci-dessus, ayant une composante de frais fixes quant aux frais versés à l'ICANN.

Concernant les frais de la période de rédemption (AGP) les [notes de mise en œuvre de la politique des limites de la période de rédemption](#) stipulent que : « L'opérateur sera responsable du paiement de frais de niveau de registre à l'ICANN pour toutes transactions qui ne résulteraient pas en une ristourne des frais d'enregistrement ». Ainsi, si un registre ne rembourse pas les frais d'enregistrement pour une suppression d'enregistrement après une période de rédemption, il est responsable du paiement à l'ICANN de ses frais par transaction pour ce nom supprimé. Les frais de période de rédemption sont évalués en fonction des frais par transaction individuelle des registres qui ont cet élément dans leur structure tarifaire. Compte tenu de la [baisse des suppressions d'enregistrements excessifs en AGP de 99,7% récemment signalée](#), les recettes provenant de ces frais sont budgétisées comme correspondant à zéro.

Frais de bureaux d'enregistrement

Plus de 950 bureaux d'enregistrement sont actuellement accrédités par l'ICANN. Cette relation est régie par l'accord d'accréditation des bureaux d'enregistrement (RAA) mis à jour en 2009. A présent, plus de 90% des enregistrements de gTLD ont lieu auprès de bureaux d'enregistrement régis par les dispositions de ce nouveau RAA. Le RAA prévoit les types de frais suivants :

- Frais de demande
- Frais annuels d'accréditation
- Frais variables par bureau d'enregistrement
- Frais par transaction

De plus, les budgets des exercices 2009 et 2010 présumaient des frais de suppressions d'enregistrements après la période de rédemption (AGP) pour éliminer le « *domain tasting* ». Le montant des frais de suppression d'enregistrement en AGP était estimé à zéro dans ces budgets et est également estimé égal à zéro dans le budget de l'exercice 2011. La figure 5-4 présente tous les frais des bureaux d'enregistrement.

Figure 5 – Recettes des bureaux d'enregistrement

Les frais de demande sont payés une fois par les bureaux d'enregistrement potentiels au moment de la déposition de leur demande. Concernant l'exercice FY11, les frais de demande

sont estimés à 100 000\$ selon un volume de 40 demandes et des frais de 2 500\$ par demande. La même hypothèse était utilisée pour le budget de l'exercice 2010.

Les frais annuels d'accréditation sont des frais que tous les bureaux d'enregistrement doivent payer par an afin de conserver l'accréditation. Leur montant est de 4 000\$ par an. Les bureaux d'enregistrement qui ont adopté la version 2009 de l'accord d'accréditation de bureaux d'enregistrement (RAA 2009) disposaient de l'option de payer les frais annuels de 4 000\$ en versements trimestriels de 1 000\$. Dans l'exercice 2011, les frais annuels d'accréditation sont estimés à 3,6 millions de dollars selon une estimation d'un total de 900 bureaux d'enregistrement qui seraient accrédités ou renouvelleraient leur accréditation.

Les frais variables par bureau d'enregistrement resteront de 3,8 millions de dollars par an devant être payés par les bureaux d'enregistrement en tant qu'ensemble. Les frais par bureau d'enregistrement sont basés sur le concept validé selon lequel l'ICANN déploie souvent le même quantum d'efforts dans la prestation de services à un bureau d'enregistrement indépendamment de sa taille. Toutefois et à condition que le bureau d'enregistrement soit de taille et d'activité considérablement plus petites, certains bureaux d'enregistrement continueront à être éligibles à une remise de deux tiers des frais variables standard par bureau d'enregistrement. Pour être éligible à la remise, le bureau d'enregistrement doit avoir (1) moins de 350 000 noms de domaine génériques de premier niveau sous sa direction et (2) pas plus de 200 tentatives d'ajouts par ajout net réussi dans un registre. La remise sera accordée tous les trimestres à tous les bureaux d'enregistrement habilités.

Le montant par bureau d'enregistrement est calculé tous les trimestres en divisant les 950 000\$ (un quart de 3,8 millions de dollars) en parts égales par tous les bureaux d'enregistrement qui ont été accrédités pendant au moins un trimestre complet ou qui ont accompli au moins une transaction, prenant en compte le facteur de remise.

De plus, un rabais de 10% est accordé aux bureaux d'enregistrement fonctionnant dans le cadre du RAA 2009. Les bureaux d'enregistrement recevront leur rabais à compter du trimestre au cours duquel ils adoptent le RAA 2009. Le budget de recettes de l'exercice 2011 présume une réduction de 10% pour tous les bureaux d'enregistrement vu le taux d'adoption élevé du RAA 2009.

Les frais par transaction sont évalués sur chaque incrément annuel d'une transaction d'ajout, de transfert ou de renouvellement qui a survécu à la période de rédemption pertinente d'ajout ou d'autorenouvellement. Ce montant sera facturé 0,20\$ par transaction pour les bureaux d'enregistrement appliquant la version 2001 du RAA (RAA 2001) et 0,18\$ par transaction pour les bureaux d'enregistrement appliquant la version 2009 du RAA (à compter du trimestre durant lequel ils adoptent le RAA 2009). Ces tarifs sont en accord avec les tarifs par transaction de l'exercice 2010. En avril 2010, plus de 90% noms de domaine sont gérés par des bureaux d'enregistrement appliquant le RAA 2009. Dans le budget de l'exercice 2011, les recettes des frais de transaction sont calculées au tarif le plus bas de 0,18\$ puisque l'on prévoit que la majorité des transactions seront facturées 0,18\$ d'ici la fin de l'exercice fiscal. Il est prévu que le volume des transactions augmente de manière stable au cours de l'année prochaine pour atteindre plus de 30 millions de transactions par trimestre.

Les frais de suppression d'enregistrements pendant la période de rédemption (AGP) sont perçus des bureaux d'enregistrement qui suppriment des noms ajoutés en cours de période de rédemption dépassant le seuil, ce seuil étant le chiffre le plus grand entre cinquante (50) suppressions ou 10% du total d'ajouts nets par TLD par mois. Ce montant sera facturé 0,20\$ par

transaction pour les bureaux d'enregistrement appliquant la version 2001 du RAA (RAA 2001) et 0,18\$ par transaction pour les bureaux d'enregistrement appliquant la version 2009 du RAA (à compter du trimestre durant lequel ils adoptent le RAA 2009). Les frais de suppression par trimestre durant l'exercice 2010 s'élevaient à ce jour à moins de 4 000\$ en moyenne. Ce montant est plus perçu comme frais dissuasifs que comme source de revenus. Compte tenu de la baisse radicale et continue du volume de suppressions excessives, les recettes produites par ces frais sont budgétisées à zéro.

DRAFT

Period	Period	Transactions	% Change
FYE 30 June 2005	Oct-Dec 2004	8,609,473	
	Jan-Mar 2005	14,852,287	72.5%
	Apr-Jun 2005	15,238,720	2.6%
FYE 30 June 2006	Jul-Sep 2005	15,361,480	0.8%
	Oct-Dec 2005	17,045,957	11.0%
	Jan-Mar 2006	20,173,715	18.4%
	Apr-Jun 2006	19,827,010	-1.7%
FYE 30 June 2007	Jul-Sep 2006	19,521,289	-1.5%
	Oct-Dec 2006	21,461,069	9.9%
	Jan-Mar 2007	24,601,274	14.6%
	Apr-Jun 2007	24,516,150	-0.4%
FYE 30 June 2008	Jul-Sep 2007	25,631,635	4.6%
	Oct-Dec 2007	25,815,357	0.7%
	Jan-Mar 2008	27,609,477	7.0%
	Apr-Jun 2008	27,486,425	-0.5%
FYE 30 June 2009	Jul-Sep 2008	29,064,841	5.7%
	Oct-Dec 2008	25,068,812	-13.8%
	Jan-Mar 2008	28,589,294	14.0%
	Apr-Jun 2008	27,407,237	-4.1%
FYE 30 June 2010	Jul-Sep 2009	27,576,415	0.6%
	Oct-Dec 2009	28,697,011	4.1%
	Jan-Mar 2010		
	Apr-Jun 2010		
Proposed FY11 Budget			
FYE 30 June 2011	Jul-Sep 2010	30,154,900	
	Oct-Dec 2010	30,456,400	1.0%
	Jan-Mar 2011	30,761,000	1.0%
	Apr-Jun 2011	31,068,700	1.0%
		122,441,000	

Figure 5-5 – Volume des transactions

Contributions des registres Internet régionaux (RIR)

Traditionnellement, les RIR contribuent une fois l'an et soutiennent les efforts de l'ICANN en assistant aux réunions, en invitant l'ICANN à assister aux réunions des RIR, en participant aux organisations de soutien aux politiques d'adressage et, de plus, en participant financièrement à

l'ICANN. Au cours des dernières années le NRO (Number Resource Organisation) a participé financièrement à l'ICANN pour le compte de chacun des cinq RIR : ARIN, RIPE-NCC, LACNIC, APNIC, et AFRINIC.

En accord avec les années précédentes, il est prévu que les contributions des RIR atteignent 823 000\$ pour l'exercice fiscal 2011.

Contributions des ccTLD

De nombreux ccTLD ont fait part de leur soutien au modèle de l'ICANN et de leur compréhension de la valeur ajoutée de ce modèle. De nombreux ccTLD ont des contrats avec l'ICANN incluant des échanges de lettres, des cadres de responsabilité et des accords de sponsoring. Ces accords peuvent être visualisés sur le site web de l'ICANN, [organisés par emplacement géographique](#). De plus, quelques ccTLD sans contrat officiel avec l'ICANN contribuent aux recettes de l'ICANN afin de montrer leur soutien au processus de l'ICANN. [L'historique des contributions des ccTLD](#), périodiquement mis à jour sur le site web de l'ICANN, peut être visualisé au 31 mars 2010 à l'**annexe F, analyse des recettes**.

Les contributions des ccTLD aux recettes de l'exercice 2011 sont estimées au même niveau que celles budgétisées dans l'exercice 2010, soit 1,5 millions de dollars.

Procédure accélérée ccTLD IDN

En novembre 2009, l'ICANN a lancé le [programme de procédure accélérée ccTLD IDN](#) qui permet aux pays de demander une chaîne IDN. Il est suggéré que les frais de traitement de demande par ccTLD IDN, à travers la procédure accélérée soient de 26 000\$ par ccTLD IDN demandé selon une [analyse des coûts](#) effectuée et communiquée à la communauté avant le lancement du programme. Une estimation des frais de contribution annuelle pour couvrir le développement et les activités IDN en cours en relation avec les gestionnaires de ccTLD est également prise en compte. Il faudrait noter que les frais de traitement, tels que la contribution annuelle, ne sont pas obligatoires, et par conséquent, il n'est pas prévu d'atteindre la totalité du montant dans les recettes.

Selon l'intérêt exprimé par les pays et les territoires, l'ICANN estime que 50 demandes devraient être déposées dans les deux premières années à compter du lancement. Au cours de l'exercice 2010, environ 20 demandes ont été reçues ce qui laisse une prévision de 30 demandes pendant l'exercice 2011. Les recettes de l'exercice 2011 provenant de la procédure accélérée ccTLD IDN sont estimées à 26 000\$ pour chacune des 30 demandes prévues, soit un total de 780 000\$.

Recettes des sponsorats

Il s'agit de [sponsorats de conférences](#) la part d'entreprises qui souhaitent prendre part aux conférences de l'ICANN. Les sponsors reçoivent des services spéciaux au cours des conférences de l'ICANN. Les types de services dépendent du niveau de sponsoring. Les recettes provenant des sponsorats pour l'exercice 2011 sont estimées à 500 000\$ sans hausse par rapport à l'exercice 2010.

Produits financiers

Selon la politique d'investissements de l'ICANN, le fonds de roulement est tenu à un solde suffisant pour couvrir au moins trois de frais d'exploitations. Les capitaux du fonds de roulement sont gardés sous forme de liquidités dans des comptes à risque très réduit avec des gains d'intérêts réduits normalement moins de 0,5%. La politique d'investissement prévoit également un fonds de réserve investi dans des stocks et des obligations de niveau de risque modérément

réduit. Au 30 avril 2010, le solde du fonds de réserve était de 47,3 millions de dollars. Le total des recettes d'investissements pour l'exercice 2011 est budgétisé à 1 million de dollars et indiqué dans les états financiers sous la rubrique frais d'exploitation.

5.2 Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation de l'ICANN sont budgétisés et dépensés conformément au plan opérationnel adopté chaque année. Les tâches devant être accomplies par chaque activité organisationnelle sont accumulées et les ressources requises pour les accomplir sont évaluées. Les ressources qui comprennent l'encadrement, les déplacements et les conférences, les services professionnels et les frais d'administration sont estimées afin de créer le budget opérationnel de l'exercice fiscal. De plus, un montant pour imprévus est ajouté pour parer aux coûts et événements imprévus. Par ailleurs, le ralentissement économique mondial continue à affecter virtuellement toutes les parties prenantes de l'ICANN et les projections actuelles de l'ICANN reflètent cette réalité. La réalisation des buts stratégiques de contribution annuelle au fonds de réserve tout en accomplissant les activités organisationnelles requises nécessite une planification minutieuse au sein d'un environnement à ressources restreintes. Le résultat est le budget des frais d'exploitation de l'exercice fiscal lequel, pour l'exercice 2011, est résumé dans la figure 5-6.

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Personnel	\$26,703,114	\$25,010,000	\$23,286,968	\$3,416,146	14.7%
Travel & Meetings	\$11,085,875	\$10,810,000	\$12,065,305	(\$979,430)	-8.1%
Professional Services	\$14,927,509	\$15,640,000	\$12,455,864	\$2,471,645	19.8%
Administration	\$6,571,075	\$6,520,000	\$6,558,660	\$12,415	0.2%
Contingency	\$1,500,000	\$0	\$1,500,000	\$0	0.0%
Operating Expenses	\$60,787,573	\$57,980,000	\$55,866,797	\$4,920,776	8.8%

Figure 5-6 – Frais d'exploitation

Le budget des frais d'exploitation proposé pour l'exercice 2011 est de 59,3 millions de dollars (sans imprévus), soit une hausse de 8,8% par rapport au budget de l'exercice 2010 et de 4,8% par rapport aux prévisions de l'exercice 2010. Les coûts du personnel sont estimés à 26,7 millions de dollars ce qui représente une augmentation de 14,7% par rapport au budget de l'exercice 2010. Ceci reflète une augmentation du personnel de 125 à 143 personnes. Une grande partie de cette augmentation est due au « revenu annualisé » des coûts du personnel, plusieurs membres du personnel embauchés en cours d'exercice 2010 n'ayant pas été à bord pendant toute la durée de l'exercice fiscal. Les frais de déplacement et réunions pour l'exercice fiscal 2011 sont estimés à 11,1 millions de dollars, soit une baisse de 8,1% par rapport à l'exercice fiscal 2010. Cette baisse est grandement due à une approche plus efficace des participations aux réunions. Les coûts des services professionnels pour l'exercice 2011 sont estimés à 14,9 millions de dollars, soit une augmentation de 19,8% reflétant la nature continue de l'oeuvre de l'ICANN et le grand nombre d'activités et de produits livrables dans le plan opérationnel de l'exercice 2011. Les frais d'administration de l'exercice fiscal 2011 sont estimés à 6,6 millions de dollars, pratiquement au même niveau que pour l'exercice 2010. Il est proposé que la réserve pour éventualités soit de nouveau d'un montant de 1,5 millions de dollars pour

l'exercice 2011. Les sections qui suivent décrivent plus en détail les estimations de coûts utilisées pour le budget de frais d'exploitation de l'exercice 2011, y compris les hypothèses utilisées.

De plus, quatre aspects importants des frais d'exploitation de l'ICANN ont besoin d'être soulignés.

1. **Un plus grand nombre de vues des frais d'exploitation de l'ICANN.** Dans le respect des principes de responsabilité et de transparence ainsi qu'en réponse aux demandes spécifiquement adressées par la communauté, l'ICANN communique régulièrement les frais d'exploitation selon différentes vues. En plus des vues comptables usuelles présentées ci-dessus et décrites dans les sections suivantes, les frais d'exploitation de l'ICANN sont maintenant reflétés dans une vue fonctionnelle qui indique les ressources dépensées par les 15 activités organisationnelles (voir figure 4-1). Une autre vue des frais d'exploitation de l'ICANN est la vue par groupe de détermination des frais (EAG) qui montre les dépenses telles qu'attribuées à chaque composante de la structure organisationnelle de l'ICANN. Les [vues EAG](#) et fonctionnelles, élaborées sous la supervision du comité des finances du Conseil d'administration avec l'appui de la communauté exprimé à travers les commentaires et les débats, sont maintenant régulièrement incluses dans les rapports financiers sur le [tableau de bord public de l'ICANN](#). Pour la deuxième année les budgets des frais d'exploitation sont préparés en utilisant les vues fonctionnelle et EAG. Voir les vues des frais d'exploitation de l'ICANN à l'**annexe D**.
2. **Plus de détails concernant les frais d'exploitation de l'ICANN.** En réponse à la demande de la communauté, pour faciliter l'analyse des ressources et privilégier la pleine responsabilité et transparence, un nombre croissant de composantes du budget de l'ICANN est présenté. En voici un exemple :
 - Les frais d'exploitation ventilés par groupe de secteurs de dépenses, y compris les détails des composantes
 - La ventilation fonctionnelle, y compris les détails des composantes
 - Les secteurs stratégiques de concentration
 - Les études de recherche factuelle pour soutenir l'élaboration des politiques
 - Les postes du budget d'investissement
 - Le dénombrement des effectifs (ETC) par secteur fonctionnel
 - Les hypothèses utilisées pour le personnel, les déplacements et autres composantes du budget
 - Les coûts des espaces de bureaux
 - Les détails des budgets d'investissement et d'amortissement
 - Les présentations en euros et les taux de conversion utilisés
 - La composition du budget des nouveaux gTLD avec des vues des composantes
 - Les frais de soutien technologique
 - Les commentaires de la communauté et la nature des réponses spécifiques

- Les services de langues : Ventilation par traductions, interprétariat et transcription
 - Et plus encore
3. **Directives de comptabilité analytique.** Bien qu'essentiellement guidés par la politique revenu-coût-netre du programme des nouveaux gTLD, de nouvelles [directives de comptabilité analytique](#) ont été élaborées. Elles aident à s'assurer que tous les coûts de l'ICANN sont justifiés et représentés de manière juste, claire et transparente. Les directives sont élaborées sous la supervision des comités d'audit et de finances du Conseil d'administration et sont publiquement disponibles sur le site web de l'ICANN. <http://www.icann.org/en/financials/cost-accounting-guidelines-22apr10-en.pdf>.
 4. **Directives d'approvisionnement.** Pour promouvoir la confiance institutionnelle dans les décisions de déboursement de l'ICANN, de nouvelles [directives d'approvisionnement](#) ont été élaborées. Les directives sont élaborées sous la supervision des comités d'audit et de finances du Conseil d'administration et sont publiquement disponibles sur le site web de l'ICANN à l'adresse <http://www.icann.org/en/financials/procurement-guidelines-21feb10-en.pdf>.

5.2.1 Coûts du personnel

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Personnel	\$26,703,114	\$25,010,000	\$23,286,968	\$3,416,146	14.7%

Figure 5-7 - Coûts du personnel pour l'exercice fiscal 2011

Les coûts du personnel sont estimés à 26,7 millions de dollars ce qui représente une augmentation de 14,7% par rapport au budget de l'exercice 2010. La plus grande partie de ce montant est due aux coûts de « revenu annualisé » du personnel existant. Une grande partie de l'augmentation par rapport à l'année précédente est due aux nouvelles embauches de personnel qui a rejoint l'ICANN tard en cours d'exercice 2010 mais dont les coûts sont budgétisés pour l'ensemble de l'exercice fiscal 2011.

Le dénombrement des effectifs de l'ICANN s'élevait à 125 au 17 mai 2010. La proposition initiale distinguait 13 nouvelles embauches essentielles. Prenant en compte les commentaires de la communauté, 5 nouvelles embauches ont été ajoutées au projet de budget de l'exercice 2011. La figure 5-8 présente le dénombrement des effectifs de l'ICANN en fonction des 15 activités organisationnelles (et non pas par département). Une liste complète du personnel de l'ICANN

ICANN Staffing by Organizational Activities	FY11 Budget	FY11 Framework	FY10 Forecast	FY10 Budget
1-New gTLD Implementation and Delegation	14	15	12	16
2-IDN Implementation	5	5	4	6
3-IANA and Technology Operations Improvements	17	17	15	18
4-Security, Stability and Resiliency Operations(SSR)	10	10	8	11
5-Contractual Compliance	13	12	11	15
6-Core Meeting Logistics	10	10	10	10
7-Constituency Support	16	14	13	17
8-Policy Development Support	20	18	18	20
9-Global Engagement and Increasing International Participation	16	15	14	19
10-Community Travel Support	2	2	2	2
11-Ombudsman	1	1	1	1
12-Board Support	5	5	5	5
13-Nominating Committee (NomCom) Support	2	2	2	2
14-DNS Operations	8	8	6	8
15-Organizational improvement	4	4	4	3
	143	138	125	153

peut être consultée à l'adresse <http://www.icann.org/en/general/staff.html>.

Figure 5-8 – Effectifs en termes d'équivalents temps complet (ETC) à l'ICANN

Engagement mondial et participation internationale accrue – dans le cadre du renforcement du modèle multipartite de l'ICANN et de l'accroissement de la mondialisation, de nouveaux agents de liaison sont budgétisés pour l'Inde et l'Asie alors qu'il existe des plans pour embaucher un agent de liaison registres/bureaux d'enregistrement pour l'Asie.

Élaboration et soutien des politiques – pour améliorer le soutien aux comités consultatifs et aux organisations de soutien, du personnel supplémentaire sera embauché à l'international afin de soutenir les processus d'élaboration de politiques essentielles.

Programme des nouveaux gTLD – Bien que de nouvelles embauches ne soient pas considérées pour le programme des nouveaux gTLD avant le lancement, des ressources internes supplémentaires sont consacrées à cet effort pour garantir la réceptivité à l'égard de la communauté et le respect des échéances du projet.

Fonction IANA et améliorations des opérations relatives à la technologie – des embauches supplémentaires viendront renforcer l'expertise technique en matière de performance de la fonction IANA, de sécurité de l'information et de sujets techniques y liés comme la cryptographie.

Les hypothèses principales utilisées pour calculer les coûts du personnel dans l'exercice 2011, y compris les coûts des nouvelles embauches, comprennent :

- La rémunération des nouvelles embauches est présumée basée sur les conditions actuelles du marché, l'expérience et les compétences individuelles. Les informations concernant les programmes de rémunération et les processus de développement de l'ICANN sont expliquées plus en détail sur le site web :
<http://www.icann.org/en/financials/compensation-practices-31jan10-en.pdf#e>
- En tant que partie du programme de rémunération approuvé par le Conseil d'administration, les membres du personnel ont droit à une prime basée sur l'accomplissement de cibles de performance spécifiquement définies. Le budget suppose un pourcentage élevé de primes, mais le paiement réel des primes dépend de l'achèvement de l'évaluation de performance réelle de chaque individu.
- Les autres coûts associés au personnel (soit les charges et avantages sociaux) correspondent à approximativement 36% du montant brut de la masse salariale. Plus particulièrement, les postes de coûts suivants sont basés sur le pourcentage précisé du montant brut de la masse salariale :
- Les avantages sociaux du personnel basé aux Etats-Unis comprennent :
 - Congés payés (2%) les membres du personnel basés aux E.U. ont droit à trois semaines de congé par an pour les premiers cinq ans (et quatre semaines par an par la suite). Le 2% suppose que chaque membre du personnel prenne deux semaines par an et une semaine s'accumule. Le solde individuel en comptabilité d'exercice peut atteindre un maximum de deux fois le taux de comptabilité d'exercice annuelle. Ainsi, le personnel accumulant à un taux de trois semaines par an ne peut pas avoir plus d'un total de six semaines accumulées comme solde de congés payés disponible.
 - Les prestations de retraite (13%) sont basées sur les régimes de retraite de l'ICANN et les tendances historiques de participation.
 - Les charges de personnel pour la couverture réglementaire sont basées sur des primes annuelles estimées à hauteur de 70 mille dollars pour les membres du personnel de l'ICANN basés aux E.U.
 - Les cotisations sociales (7%) sont basées sur la réglementation régissant les salaires.
- Les avantages sociaux des membres du personnel non basés aux E.U. sont basés sur les conditions de contrat le cas échéant.
 - Les avantages sociaux des membres du personnel basés en Australie comprennent 9% pour la retraite, 6% pour les charges de personnel, et 6% pour les cotisations sociales
 - Les avantages sociaux des membres du personnel basés à Bruxelles comprennent des avantages requis tels qu'indemnité de congé annuel résiduel, 13ème mois, plus avantages comprenant la retraite et l'assurance vie d'environ 20% du salaire de base.

5.2.2 Déplacements et réunions

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET
Travel & Meetings	\$11,085,875	\$10,810,000	\$12,065,305	(\$979,430) -8.1%

Figure 5 – Coûts des réunions et déplacements de l'exercice 2011

Les coûts de déplacements et de réunions sont prévus à hauteur de 11,1 millions de dollars pour l'exercice 2011, soit près d'1 million de dollars de moins que les 12,1 millions de dollars prévus au budget de l'exercice 2010. La baisse est principalement due aux efforts de réduction des coûts de déplacement, à savoir la participation du personnel de l'ICANN à distance au lieu de se rendre sur place, des voyages en classe économie et des négociations de contrat plus dynamiques pour les services de voyage et de réunions, dans le cadre du climat mondial économique actuel.

Les coûts de déplacements et de réunions de l'ICANN se déclinent en deux catégories principales. La première se rapporte aux coûts des conférences internationales et des réunions régionales de l'ICANN. Ceci inclut les coûts des installations et services requis pour les réunions ainsi que les billets d'avion, l'hébergement et les repas des membres du personnel, des membres du Conseil d'administration, des fournisseurs et des membres de la communauté de l'ICANN jouissant du soutien de l'ICANN. La deuxième catégorie comprend les coûts des déplacements des membres du personnel de l'ICANN (et de certains membres du Conseil d'administration) requis dans le cadre de la réalisation des activités de l'ICANN.

Les trois conférences annuelles de l'ICANN sont des événements importants auxquels assistent plus de mille participants provenant de l'ensemble de la communauté de l'ICANN, y compris chaque groupe de parties prenantes, chaque organisation de soutien (SO), chaque comité consultatif (AC), des leaders régionaux et internationaux de la gouvernance de l'Internet, tous les membres du Conseil d'administration, un grand nombre de membres du personnel, et beaucoup d'autres impliqués ou intéressés par le travail de l'ICANN. Les conférences ont lieu dans des emplacements divers de par le monde afin d'encourager la participation au niveau mondial. Une partie importante de l'élaboration des politiques de l'ICANN et des autres travaux est réalisée en face-à-face ainsi que par le biais de participations à distance dans le cadre des conférences de l'ICANN. Les membres du Conseil d'administration et agents de liaison, personnel et fournisseurs assistent aux conférences de l'ICANN. Le budget présume que les membres du Conseil d'administration et quelques autres membres sélectionnés voyagent en classe affaires alors que les autres voyagent en classe économique.

Afin de faciliter la productivité, de soutenir ceux qui ont besoin d'aide financière et de privilégier le faire-savoir pour renforcer la participation mondiale aux processus de l'ICANN, un soutien en matière de billets d'avion, d'hébergement, de repas et de frais accessoires est dispensé à des membres sélectionnés de la communauté. L'hypothèse financière utilisée pour ce projet de budget de l'exercice 2011 se traduit par la prestation de soutien aux participants aux conférences de l'ICANN comme suit : 23 voyageurs des regroupements du GNSO, 12 voyageurs des membres du ccNSO, les membres du NomCom, 20 à 25 participants du programme de boursiers, 25 membres At-Large et 6 membres GAC. Il n'y a pas d'hypothèse de soutien au

déplacement des membres du SSAC et RSSAC. Le soutien aux membres des ASO/NRO est offert mais a été traditionnellement décliné et n'est donc pas pris en compte dans le budget. Le budget de l'exercice 2011 pour le soutien aux déplacements des membres de la communauté est essentiellement équivalent à celui de l'exercice 2010 (et de la proposition initiale de l'exercice 2011). Ceci reflète l'importance accordée par l'ICANN au maintien de ce soutien aux déplacements tout en s'efforçant d'améliorer l'efficacité de ce soutien. Par ailleurs, un projet de [directives de soutien aux déplacements pour l'exercice fiscal 2011](#) a été publié en ligne pour clarifier les paramètres de soutien et permettre un traitement juste et équitable à travers les regroupements (<http://www.icann.org/en/topics/travel-support/>). Les commentaires reçus de la part de la communauté ont été pris en compte dans le budget final et les directives de déplacements pour l'exercice fiscal 2011 seront finalisées après la conférence de Bruxelles.

En plus des conférences internationales de l'ICANN, le personnel, les fournisseurs, certains membres du Conseil d'administration et des membres de la communauté ont besoin de moyens financiers de déplacement pour exécuter le travail de l'ICANN. Bien que la participation à distance soit utilisée autant que possible, le déplacement est requis pour se rencontrer et achever des projets importants ainsi que pour prendre part à des activités de l'ICANN importantes liées à l'Internet. En plus des réunions internes requises, les réunions externes comprennent les réunions avec les représentants des gouvernements, les registres Internet régionaux (par ex. RIPE NCC, LACNIC, ARIN, APNIC, AfriNIC), le forum de gouvernance de l'Internet (IGF), le groupe de travail de l'ingénierie Internet (IETF), les groupes de TLD (par ex. APTLD, CENTR), l'union internationale des télécommunications (ITU), et d'autres groupes impliqués dans la gouvernance de l'Internet.

Les hypothèses financières pour le budget des déplacements et réunions :

- Les fonctions principales des conférences de l'ICANN coûtent normalement plus d'1 million de dollars par conférence et comprennent :
 - Les coûts relatifs au site, à l'équipement audio-visuel, aux fonctions d'assistance technique, électricité, connectivité, et dispositions de sauvegarde sont estimés à environ 500 mille dollars par conférence.
 - Une estimation de 200 mille dollars par conférence se rapporte à la nourriture et restauration, l'administration des inscriptions, l'impression, les fournitures et l'acheminement.
 - L'interprétariat des réunions, les services de transcription, les inspections du site avant les réunions et les services professionnels de planification sont estimés à 300 mille dollars par conférence
 - Les sponsors locaux paient généralement les coûts des galas et autres.
 - Ces coûts sont également encourus pour les réunions régionales bien qu'à une échelle plus réduite.
- Les autres hypothèses utilisées pour établir le budget des déplacements comprennent :
 - Les coûts de billets d'avion s'élèvent en moyenne à 2 000 dollars et sont ajustés à la baisse ou à la hausse selon le site et la classe de voyage.

- Les coûts d'hébergement correspondent en moyenne à 250 dollars par nuit pour les sept jours de durée des conférences de l'ICANN. Ce montant est ajusté à la baisse ou à la hausse selon le site, les tarifs d'hôtels négociés et la durée de séjour du voyageur à des fins liées aux activités de l'ICANN.
- Les indemnités journalières correspondent à 90 dollars par jour ou 500 dollars de traitement, et sont ajustées à la hausse ou à la baisse selon les directives internationales relatives à la ville dans laquelle la conférence a lieu.

5.2.3 Coûts des services professionnels

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Professional Services	\$14,927,509	\$15,640,000	\$12,455,864	\$2,471,645	19.8%

Figure 5-10 – Sommaire des coûts des services professionnels de l'exercice 2011

Les coûts des services professionnels prévus pour l'exercice 2011 sont de 14,9 millions de dollars, soit 19,8% de plus que le budget respectif pour l'exercice 2010. Les services professionnels comprennent les études pour soutenir les processus d'élaboration de politiques de l'ICANN, les services de conseillers pour soutenir le progrès en matière de mise en oeuvre des nouveaux gTLD, les frais de communication, les frais juridiques, le développement de logiciels, les révisions organisationnelles et les améliorations de technologie.

Professional Services	FY11 Budget
Economic and other studies	1,185,000
Financial and administrative services	523,000
gTLD and IDN activities	1,068,000
IANA support	411,000
Language services	1,420,000
Legal services	3,514,000
Media and communication	1,370,000
Organization leadership support and others	921,000
Organization review and improvement	1,009,000
Participation and Engagement	146,000
RDE & Registry services	1,624,000
Security & DNS activities	1,275,000
Tech support	461,000
	14,927,000

Figure 5-11 – Ventilation des coûts des services professionnels de l'exercice 2011

- Les études économiques et autres, auxquelles 1,2 millions de dollars sont affectées dans le budget de l'exercice 2011, comprennent les études requises par la communauté telles que :
 - Etudes requises du SSAC portant sur l'évolutivité et la sécurité
 - Les études factuelles Whois pour les efforts d'élaboration des politiques comme demandé par le GNSO
 - Les études économiques pour achever la mise en œuvre des nouveaux gTLD
- Les services financiers et administratifs, correspondant à un budget de 500 mille dollars comprennent :
 - Les audits des états financiers
 - Les études d'audits internes
 - Les primes d'assurance d'entreprise
 - Les rapports de comptabilité analytique, y compris les validations de tiers
- Les activités gTLD et IDN, prévues à hauteur de 1,1 millions dans le budget de l'exercice 2011 comprennent :
 - IDN : Le soutien à la mise en œuvre du protocole IDNA
 - gTLD : Le plan de communication ; la conception et autres activités de développement du système d'applications TLD (TAS)
- Les services de soutien de la fonction IANA, correspondant à un budget de 0,4 millions de dollars comprennent :
 - Le programme d'excellence commerciale de l'IANA
 - La révision du logiciel RZM
- Les services de langues, estimés à 1,42 millions de dollars dans l'exercice 2011 et détaillés par la suite, comprennent :
 - Les services de traduction
 - Les services d'interpréariat
 - Les services de transcription
 - Les services d'enregistrement
- Les services juridiques, avec un budget de 3,5 millions de dollars dans l'exercice 2011, comprennent :
 - Les litiges
 - Le soutien des nouveaux gTLD
 - Les services de soutien d'entreprise et contractuel
 - Les efforts de lobbying
- Les médias et la communication, avec un budget de 1,37 millions de dollars pour l'exercice 2011 comprennent :
 - Les services de coordination des médias et de la communication
 - Les rapports de recherche
 - Les articles de promotion
 - Les webinaires, balados et la production de vidéos

- Les graphistes
- La photographie
- La gestion des contenus web
- Les services de publication
- Soutien aux directeurs de l'organisation et autres, avec un budget de 0,9 millions de dollars pour l'exercice 2011 comprenant :
 - Les services de formation des membres du Conseil d'administration et d'évaluation des compétences
 - Le soutien au directeur général et au président
 - L'assistance secrétariale du forum de gouvernance de l'Internet
 - Le soutien au recrutement du NomCom
- L'amélioration et la révision organisationnelle avec 1 million de dollars prévu au budget de l'exercice 2011 comprend :
 - Les mises en œuvre des améliorations des organisations de soutien/comités consultatifs (par ex. SSAC, GNSO, ccNSO, ALAC)
 - Le facilitateur externe des révisions de l'affirmation
 - Le soutien administratif des équipes de révision de l'affirmation
- La participation et l'engagement avec un budget de 0,15 millions de dollars dans l'exercice 2011 comprennent :
 - Les consultations sur la mise en œuvre des projets du CPP
 - Les services de gestion des enquêtes
- Les services de sauvegarde des données de registres et de registres, avec un budget de 1,6 millions de dollars dans l'exercice 2011, comprennent :
 - Les services de dépôt de sauvegarde de données de registres (RDE)
 - Les services d'audit de RDE
 - Les traitements de la commission d'évaluation technique des services de registres (RSTEP) et des commissions de révision (le budget en prévoit deux par an)
 - Les services du programme de continuité des registres
- Les activités de sécurité et DNS, prévues à hauteur de 1,3 millions de dollars dans le budget de l'exercice 2011 comprennent :
 - Le développement/déploiement de l'infrastructure des clés publiques de ressources (rPKI)
 - Les audits et évaluations de sécurité
 - Les certifications de continuité des affaires et de programmes de sécurité
 - Les efforts de développement et de déploiement des DNSSEC
- L'assistance technique, avec un budget de 0,5 millions de dollars pour l'exercice 2011 comprend :
 - La formation technique
 - Les services d'hébergement de serveurs de courriers électroniques
 - Les services de soutien de la maintenance

Le programme de services de langues (anciennement traduction et interprétariat)

Le multilinguisme est un élément essentiel pour une organisation internationale qui souhaite interagir pleinement avec un groupe mondial de parties prenantes. Dans le cadre de la poursuite des efforts pour devenir plus efficaces dans le domaine de la communication mondiale, nous cherchons à continuer à développer un programme de services de langues plus robuste et plus performant. Ceci permettra de mieux se conformer aux cadres et principes de responsabilité et de transparence de l'ICANN. Ce programme a deux objectifs principaux :

- Rendre plus accessibles les informations relatives à l'ICANN en tant qu'organisation, y compris son historique, ses processus, ses parties composantes et son évolution ;
- Permettre aux individus de participer réellement au travail continu de prise de décisions et d'élaboration de politiques de l'organisation.

Les ressources budgétaires proposées pour le programme de services de langues dans le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011, s'élèvent à 1,42 millions de dollars. C'est la première année que nous combinons tous les éléments (les services consistent en traductions, interprétariat, interprétariat de téléconférences, transcription de fichiers audio, transcription en temps réel et révision de textes en anglais simple) dans un centre de coûts/département. Il y a environ 10% de réduction par rapport aux chiffres du plan opérationnel et budget de l'exercice 2010, compte tenu de l'utilisation plus dynamique d'experts en localisation et langues et des améliorations apportées aux processus et procédures internes.

Pour mieux soutenir ces objectifs, l'ICANN a réuni tous les besoins liés aux langues sous une seule fonction intitulée « programme de services de langues » dans l'exercice 2011.

- **Traduction** 600 mille dollars pour l'exercice 2011 comparés à 750 mille dollars en 2010
Revenant à l'exercice 2010, l'on constate que le tarif par mot a chuté d'une moyenne de 1,05\$/0,55\$ à un coût beaucoup plus bas : dans l'ensemble, le tarif moyen était de 0,14\$/mot durant l'exercice 2010. Nous avons traduit plus de 4,5 millions de mots avec une moyenne de traductions en quatre langues par document. Les documents sont habituellement traduits en cinq langues des Nations Unies (français, espagnol, arabe, russe et chinois) en plus de l'anglais. La documentation éducative et informationnelle (actuellement environ 10% de cette documentation) est traduite en 10 langues des Nations Unies (les cinq ci-dessus plus habituellement le japonais, l'allemand, le coréen, l'italien et le portugais). Les documents qui sont le plus communément traduits sont le rapport annuel, les questions répétitives (feuilles d'information), les communiqués de presse, la revue mensuelle, les transcriptions de vidéos, les documentations de réunions, les brochures, la mise à jour mensuelle des politiques, les documents des groupes de travail et le plan opérationnel et de budget annuel).

Un contrat pour le déploiement du système de gestion des traductions qui représentera plus d'épargne en matière de traduction permettant ainsi la traduction d'un plus grand nombre de documents chaque année. Ce projet améliorera également les délais d'exécution, le processus d'assurance qualité et de validation et la qualité globale en matière de cohérence.

- **Interprétariat** 300 mille dollars
- Les services d'interprétariat offerts à chacune des trois conférences internationales de l'ICANN ainsi qu'à certaines des réunions régionales.

Un contrat pour la fourniture de matériel d'interprétation durant les conférences internationales de l'ICANN est en cours de négociation avec un fournisseur spécifique. Ce

contrat fournira l'assistance technique nécessaire pour une prestation de service de haute qualité tout en obtenant un verrouillage du coût ce qui représentera des économies de plus.

- **Interprétariat de téléconférence** 120 mille dollars

Pour fournir aux participants, en tant que de besoin, des services de téléconférence pour les réunions périodiques des regroupements, des groupes de travail, etc. avec interprétation multilingue en temps réel.

- **Transcriptions en temps réel** 240 mille dollars pour l'exercice 2011, comparés à 290 mille dollars pour l'exercice 2010. La transcription en temps réel (RTT) est aussi mentionnée sous le nom de services d'enregistrement.

La transcription ne devrait pas être confondue avec la traduction, qui signifie habituellement en linguistique la conversion d'une langue à une autre, comme par exemple l'anglais à l'espagnol. Le type le plus commun de transcription est la conversion d'un discours parlé en texte, à savoir en fichier d'ordinateur qu'il est possible d'imprimer comme un document, un compte-rendu. L'ICANN enregistre un grand nombre de conférences téléphoniques pendant les conférences triennales. Les enregistrements audio sont souvent transcrits par la suite pour produire un document à publier en ligne sur le site web de l'ICANN.

- **Transcription de fichiers audio** 60 mille dollars

La transcription d'enregistrements audio pour les séances qui ont lieu lors des conférences internationales de l'ICANN (trois par an) et autres réunions de l'ICANN qui auraient éventuellement besoin des mêmes services (ceci s'applique aux séances sans transcription en temps réel).

La transcription d'enregistrements audio pour les conférences téléphoniques qui pourraient avoir besoin de ce service (c'est-à-dire At-Large, LACRALO et les balados eLearning).

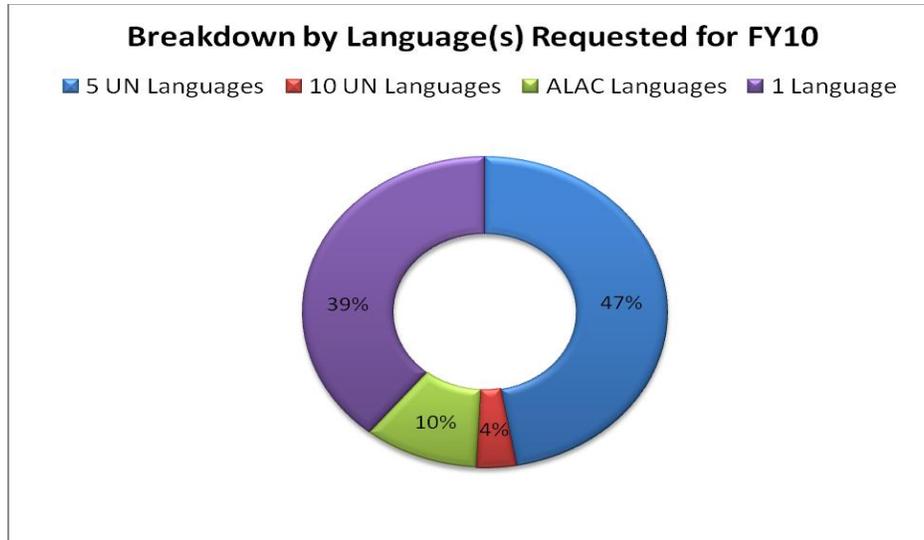
- **La révision de textes en anglais simple** 100 mille dollars

Le plan concernant l'anglais essentiel/l'anglais simple est déjà en progrès et essayé pour les documents courts (c'est-à-dire les annonces). Cette approche continuera à être mise en œuvre durant l'exercice 2011.

La révision de l'anglais essentiel/l'anglais simple est une révision qui prépare les textes écrits aux fins de publication ou de présentation après leur correction, validation ou adaptation.

Ce processus ne révisé pas le contenu de façon à changer le concept ou le message mais prépare le texte en matière de grammaire, ponctuation et format pour améliorer sa lisibilité.

La figure 5-12 souligne la ventilation par langues requises durant l'exercice 2010.



5.2.4 Frais d'administration

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Administration	\$6,571,075	\$6,520,000	\$6,558,660	\$12,415	0.2%

Figure 5-13 – Sommaire des frais d'administration de l'exercice 2011

Les frais d'administration budgétisés dans l'exercice fiscal 2011 sont de 6,6 millions de dollars, pratiquement au même niveau que le budget et les prévisions de l'exercice précédent. Bien que certaines dépenses administratives soient en hausse compte tenu des exigences opérationnelles, d'autres secteurs des dépenses administratives sont en baisse grâce aux négociations de contrats et autres performances améliorées.

Administration	FY11 Budget
Co-location & Telecommunication	1,851,000
Equipment & Software	506,000
Office Administration	424,000
Rent & Insurance	2,427,000
Training & Conferences	801,000
Warranty & Support services	562,000
	6,571,000

Figure 5-14 – Ventilation des frais d'administration de l'exercice 2011

- La co-location et les télécommunications, avec un budget de 1,8 millions de dollars pour l'exercice 2011 comprennent :
 - Les services de co-location pour les opérateurs de l'ICANN
 - La co-location pour les services de racine L
 - La bande passante Internet
 - Les services de téléphone (lignes terrestres, Skype et autres)
 - Les services de téléphonie mobile
 - Les audioconférences
- Le matériel et les logiciels avec un budget de 0,5 millions de dollars pour l'exercice 2011 comprennent :
 - Les fournitures des ordinateurs
 - Les ordinateurs et petits appareils
 - L'achat de logiciels d'application et de licences
- Le service intérieur, avec un budget de 400 mille dollars pour l'exercice 2011 comprend :
 - Les fournitures générales
 - L'impression, l'affranchissement et l'acheminement
- La location et l'assurance, avec un budget de 2,4 millions de dollars pour l'exercice 2011, décrits plus en détail par la suite, comprennent :
 - Le loyer des bureaux de Marina del Rey
 - Le loyer des bureaux de Palo Alto
 - Le loyer des bureaux de Washington D.C
 - Le loyer des bureaux de Bruxelles
 - Le loyer des bureaux de Sydney
 - L'assurance d'entreprise globale

- La formation et les conférences, estimées à 0,8 millions de dollars dans le budget de l'exercice 2011, comprennent :
 - La formation des membres du Conseil d'administration
 - La formation du personnel
 -
 - Les cotisations et adhésions aux associations professionnellesLa documentation de faire-savoir et éducative
 - Les sponsorats et contributions organisationnelles
- Les services de garantie et d'assistance, avec un budget de 0,6 millions de dollars pour l'exercice 2011, comprennent :
 - Les garanties et la maintenance
 - Les services d'hébergement
 - Les taxes, droits et licences

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10	
Marina Del Rey*	\$930,000	\$930,000	\$930,000	\$0	0.0%
Brussels	\$300,000	\$300,000	\$300,000	\$0	0.0%
Sydney	\$100,000	\$100,000	\$100,000	\$0	0.0%
Washington, DC	\$395,000	\$350,000	\$300,000	\$95,000	31.7%
Palo Alto	\$384,000	\$200,000	\$0	\$384,000	n/a
Total Facilities	\$2,109,000	\$1,880,000	\$1,630,000	\$479,000	29.4%

* includes parking

Figure 5-15 - Coûts des bureaux de l'exercice 2011

- L'ICANN, une association de droit privé à but non lucratif, a son siège social à Marina Del Rey (MDR) au 4676 Admiralty Way, Marina Del Rey, 90292 Californie. Le contrat d'occupation des bureaux à MDR a été conclu en décembre 2007 et approuvé par le Conseil d'administration. La durée du contrat expire en juin 2013 ; les demandes d'occupation de 19 757 pieds carrés et les coûts totaux pour l'occupation à MDR sont prévus atteindre 930 mille dollars pour l'exercice 2011, ce qui équivaut au montant prévu pour l'exercice 2010. L'ICANN a également des bureaux à Bruxelles, à Sydney, à Washington DC et à Palo Alto.
- Le personnel basé à Sydney dispose de bureaux depuis janvier 2007. En janvier 2008, un bail pluriannuel a été conclu en vue d'élargir les activités de l'ICANN à Sydney pour soutenir les régions et fuseaux horaires d'Asie. Diverses stratégies d'économie sur coûts pour la fourniture de bureaux au personnel de l'ICANN à Sydney, comme pour tous les emplacements, est en cours d'évaluation.
- Les coûts d'occupation des bureaux de Bruxelles pour l'exercice 2011 sont prévus similaires à ceux de l'exercice précédent. Il est prévu de compenser les augmentations de loyer des bureaux actuels par des économies réalisées grâce à un déménagement dans un espace plus rentable en cours d'exercice fiscal.
- Le déménagement des bureaux de Washington était prévu en cours d'exercice 2009 et budgétisé à 300 mille dollars de loyer. Le déménagement a eu lieu en fin d'exercice 2010. Le

loyer prévu était de 350 mille dollars pour l'exercice fiscal. Le budget affecté pour l'exercice 2011 est de 395\$ selon le bail pluriannuel (jusqu'à 2017) qui offre des bureaux aux membres du personnel qui travaillaient auparavant à partir de leur domicile. Les nouveaux bureaux sont nettement plus rentables que l'espace précédent concernant l'espace disponible par personne.

- Le transfert des bureaux de Palo Alto à l'espace nouvellement loué (jusqu'à 2020) est prévu mi-février 2011. Les nouveaux bureaux accueilleront le personnel travaillant dans les bureaux provisoires ainsi que le personnel vivant en Californie du nord et travaillant précédemment à partir de leur domicile (développement des applications, sécurité DNS, politiques, recherche, etc.). Les bureaux provisoires ont une imputation de 200 mille dollars pour l'exercice 2010 se qui s'élèverait à approximativement 320 mille dollars aux prix des loyers actuels sans offrir assez d'espace pour tous les membres du personnel. Le budget de 384 mille dollars pour l'exercice 2011 inclut le loyer des bureaux actuels ainsi que le loyer des nouveaux bureaux. L'intention est de déménager d'un espace à l'autre avec un chevauchement limité des paiements de loyer.

5.3 Charges non liquides

Le poste des charges non liquides regroupe l'amortissement des dépenses d'investissement et les créances douteuses.

5.3.1 Créances douteuses

Les créances douteuses représentent la prévision de montants qui ne seront pas recouvrables des créances précédemment facturées.

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Bad Debt Expense	\$1,400,000	\$1,350,000	\$1,400,000	\$0	0.0%

Figure 5-16 – Créances douteuses de l'exercice 2011

5.3.2 Amortissement de l'exercice

L'amortissement est basé sur les politiques d'amortissement et les dépenses en immobilisations de l'ICANN au cours des dernières années ainsi que pour l'amortissement des éléments à inscrire à l'actif proposés dans l'exercice 2011.

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Depreciation	\$1,200,000	\$860,000	\$1,500,000	(\$300,000)	-20.0%

Figure 5-17 – Frais d'amortissement de l'exercice 2011

5.3.3 Coûts d'investissements

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Capital	\$2,540,000	\$2,040,000	\$3,285,000	(\$745,000)	-22.7%

Figure 5-18 – Dépenses en immobilisations de l'exercice 2011

Le projet de budget des investissements pour l'exercice 2011 est de 2,5 millions de dollars, ce qui représente une baisse par rapport aux 3,3 millions de dollars du budget de l'exercice 2010 mais une hausse par rapport à la dépense d'investissement prévue dans l'exercice 2010. La différence à la baisse entre la dépense d'investissement prévue et la dépense d'investissement de l'exercice 2010 peut être partiellement attribuée au fait d'avoir presque complété les améliorations d'infrastructure pour l'établissement de la continuité d'entreprise et la reprise sur sinistre aussi bien concernant l'infrastructure TI de l'ICANN que son infrastructure de racine « L ». Le plan de dépenses d'investissement de l'exercice 2011 se concentre entre autres sur le déploiements des initiatives de logiciels d'application retardées comme le nouveau système financier, le système de gestion des documents et les systèmes de gestion des relations y compris le développement de l'automatisation pour l'IANA et pour le soutien des registres/bureaux d'enregistrement. Le budget des investissements de l'exercice 2011 comprend également une croissance importante de fonds attribués à la participation et à

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Business Applications	\$1,140,000	\$100,000	\$900,000	\$240,000	26.7%
Infrastructure Improvement	\$290,000	\$671,000	\$650,000	(\$360,000)	-55.4%
Business Continuity and Disaster Recovery	\$200,000	\$275,000	\$600,000	(\$400,000)	-66.7%
New TLD Application System	\$395,000	\$180,000	\$150,000	\$245,000	163.3%
IANA Automation	\$65,000	\$150,000	\$150,000	(\$85,000)	-56.7%
Registry and Registrar Automation	\$115,000	\$50,000	\$150,000	(\$35,000)	-23.3%
Participation and Engagement Infrastructure	\$110,000	\$55,000	\$60,000	\$50,000	83.3%
LRoot - Infrastructure Improvement	\$225,000	\$225,000	\$625,000	(\$400,000)	-64.0%
Capital	\$2,540,000	\$1,706,000	\$3,285,000	(\$745,000)	-22.7%

l'engagement, essentiellement liés au soutien de la participation à distance. De plus, des plans sont en cours de complétion pour l'aménagement des nouveaux bureaux de Palo Alto. Les coûts estimatifs devraient être finalisés avant la conférence de Bruxelles, et le montant des améliorations de la propriété louée à bail sera alors ajouté au budget des dépenses en immobilisations.

Figure 5-19 – Détails des dépenses en immobilisations de l'exercice 2011

5.4 Dépenses extraordinaires

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY11 BUDGET change from FY10 BUDGET	
Contingency	\$1,500,000	\$0	\$1,500,000	\$0	0.0%

Figure 5-20 – Fonds de prévoyance de l'exercice 2011

Les postes individuels du budget de l'exercice 2011 sont estimés sur la base des informations disponibles les plus fiables. Afin d'avoir la possibilité de dépasser les estimations initiales, une prévision totale de 1,5 millions de fonds de prévoyance a été incluse au budget de l'exercice 2011 suite au niveau fixé dans l'exercice 2010. En général, le fonds de prévoyance couvre des postes tels que le règlement de différends/litiges imprévus, les dépenses imprévues et les nouvelles initiatives requises et identifiées au cours de l'exercice fiscal. Au cours de l'exercice 2010, le fonds de prévoyance de 1,5 millions de dollars a été libéré pour parer à des frais d'exploitation dus à des frais juridiques importants, de nouvelles installations, le besoin de procéder rapidement à des embauches de cadres et des signatures de contrats de consultation stratégiques, des coûts supplémentaires de sécurité des réunions et des coûts liés aux retards de programmes clés tels que le programme des nouveaux gTLD. Le fonds de prévoyance de l'exercice 2011 est établi pour couvrir des postes tels que :

- **Règlement de différends/litiges** – bien que les litiges et autres frais juridiques soient inclus dans le budget de l'exercice 2011, des coûts excédentaires considérables ne sont pas à exclure.
- **Rémunération du Conseil d'administration** – bien que la rémunération des membres du Conseil d'administration soit prise en compte et incluse dans le projet de budget de l'exercice 2011 à raison 100 mille dollars, des frais supplémentaires pourraient être encourus par les membres du Conseil d'administration.
- **Risque du taux de change** – le revenu de l'ICANN est libellé en dollars US mais environ 20% de ses dépenses sont encourus dans des devises autres que le dollar américain. Bien que les taux de devises puissent fluctuer vers le haut ou vers le bas, il est possible que les taux de change évoluent selon une base nette par rapport au dollar. Les taux de change internationaux utilisés dans le plan opérationnel et le budget de l'exercice 2011 sont indiqués à la figure 5-21.

Currency	Code	USD/1 Unit
US Dollar	USD	1.000000
Canadian Dollar	CAD	0.994500
Euro	EUR	1.323900
United Kingdom Pound	GBP	1.525600
Swiss Franc	CHF	0.923000
Australian Dollar	AUD	0.927200
Japanese Yen	JPY	0.010634
Chinese Yuan Renminbi	CNY	0.146700
Russian Rouble	RUB	0.034200
Egyptian Pound	EGP	0.181300
Indian Rupee	INR	0.022460

FXCrossRate by OANDA as of Friday, April 30, 2010

Figure 5-21 – Taux de change de l'exercice 2011

DRAFT

6. Contribution au fonds de réserve

Les mises à jour récentes du plan stratégique ont indiqué que le fonds de réserve devait être fixé à un niveau équivalent aux frais d'exploitation d'une année. Ce niveau est essentiellement basé sur des études d'organisations comparables au profil de risque de l'ICANN. De plus, le fonds de réserve devait être complètement financé en l'espace de quelques années. Pour atteindre cet objectif, les budgets adoptés devraient prévoir des contributions au fonds de réserve s'élevant à environ 10 millions de dollars par année jusqu'au financement complet.

Au cours des deux années précédentes, le budget annuel a prévu environ la moitié de ce montant essentiellement parce qu'il était prévu que les coûts de développement du programme des nouveaux gTLD en prévision soient déboursés dans les périodes précédant un lancement et que les fonds provenant des applications des nouveaux gTLD soient mis de côté pour renflouer le fonds de réserve. Compte tenu des restrictions en termes de croissance des revenus et de la demande croissante de ressources du budget pour les activités décisives, ce plan de l'exercice 2011 prévoit 2,1 millions de dollars de contributions devant provenir du fonctionnement et 3,1 millions de dollars d'augmentation totale des réserves.

Des plans sont en cours de considération pour une décision ajustée concernant le niveau de fonds de réserve le plus approprié. Les questions en cours d'examen comprennent : A quelles urgences de type *cygne noir* devrait-on s'attendre ? Quelles opérations principales auraient besoin d'être financées si d'autres ressources ne sont pas disponibles ? Pendant combien de temps ? Les programmes de sécurité ou de nouveaux gTLD devraient-ils tirer sur le fonds de réserve et le renflouer ensuite lorsque d'autres sources deviendraient disponibles ? Les membres de la communauté sont encouragés à faire part de leurs commentaires pour aborder ces questions.

La proposition de budget d'exercice 2011 est conçue pour équilibrer les priorités concurrentes y compris le financement nécessaire des initiatives clés de l'exercice 2011 et pour équilibrer les niveaux de recettes provenant des contrats et des contributions bénévoles.

Lorsque le programme des nouveaux gTLD sera lancé, une portion des coûts historiques récupérés inclus dans les frais de demande sera utilisé pour renforcer le fonds de réserve.

En novembre 2007, la politique d'investissement de l'ICANN a été adoptée et 25 millions de dollars ont été placés dans le fonds de réserve à des fins d'investissement à profil présentant peu de risques, selon les dispositions de la politique d'investissement. Les deux dernières années ont vu un apport respectif de 8 millions et de 11 millions de dollars au fond de réserve sur un total de 44 millions de dollars d'apports réalisés. De plus, le revenu de placement net depuis le commencement a été d'environ 3 millions de dollars. Les statistiques concernant le fonds de réserve, y compris les soldes mensuels et la conformité avec la politique d'investissements sont disponibles à l'adresse du [tableau de bord de l'ICANN](#). La [politique d'investissement de l'ICANN](#) est révisée tous les ans, la dernière révision remontant à juillet 2009, et est publiée en ligne. La figure 6-1 présente les soldes du fonds de réserve depuis le début en novembre 2007.

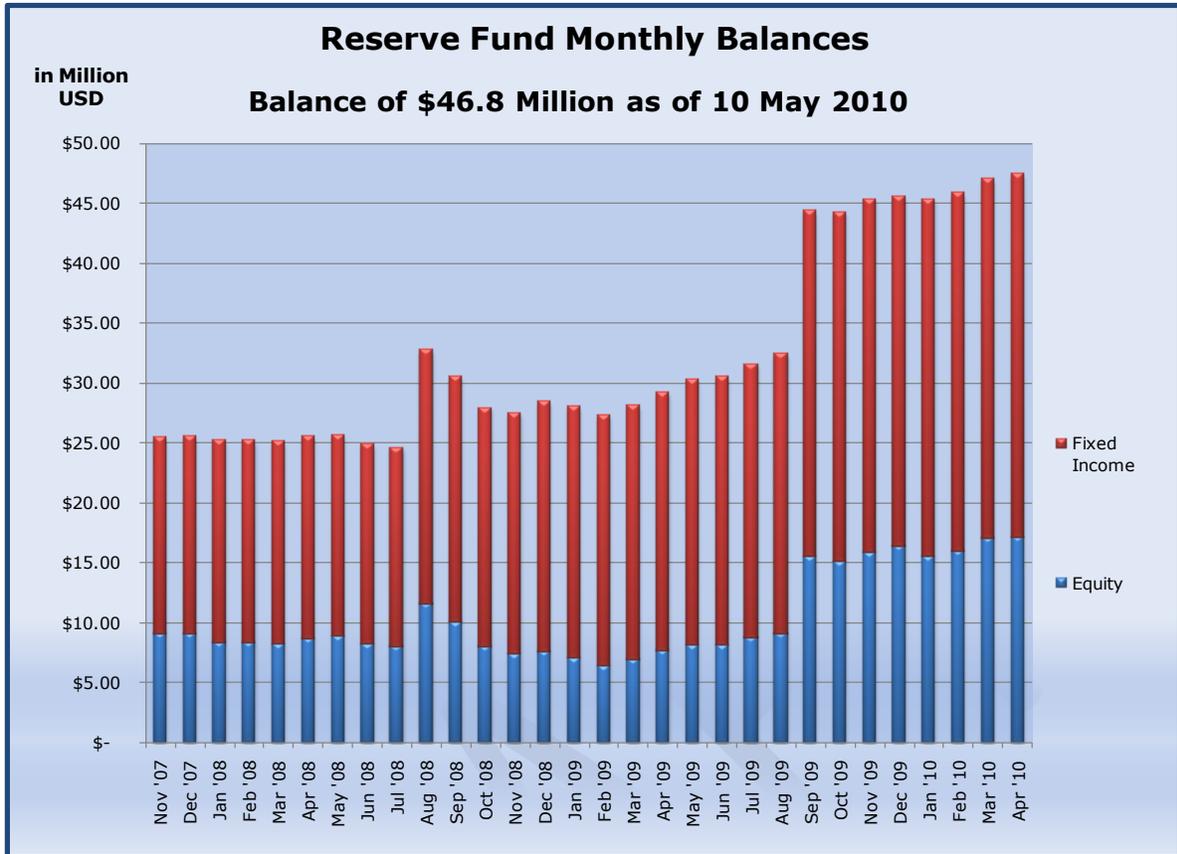


Figure 6-1 – Soldes du fonds de réserve

7. Modification distincte du budget pour les nouveaux gTLD

La mise en œuvre des recommandations stratégiques et l'élaboration des processus pour l'introduction des nouveaux gTLD progressent grâce aux efforts conjoints du personnel de l'ICANN, de consultants externes, et de la communauté. En octobre 2009, la troisième version du guide de candidature a été publiée et les avis de la communauté sollicités. La date de lancement du programme de nouveaux gTLD n'a pas encore été fixée compte tenu des questions encore à régler.

Dans le cadre du processus de budgétisation de l'exercice 2011, le personnel a réalisé une analyse des coûts du programme de gTLD, y compris une évaluation des risques et du calendrier nécessaire pour accomplir certaines activités restantes en matière d'aptitude opérationnelle. Il est nécessaire de préparer et de faire approuver un budget distinct pour les nouveaux gTLD selon un calendrier différent du cycle du budget usuel de l'ICANN pour les raisons suivantes.

- Comme c'était le cas pour le plan opérationnel et budget de l'exercice 2010, le timing du programme des nouveaux gTLD n'est pas encore certain.
- Le processus de demande de nouveaux gTLD est en cours de mise en œuvre, conformément à la politique, en tant que programme neutre au niveau des coûts/recettes. Ainsi, les frais perçus et coûts engagés pour les demandes de nouveaux gTLD sont comptabilisés séparément des fonds généraux de l'ICANN. Il n'est pas prévu d'obtenir une approbation pour ces fonds longtemps à l'avance du programme, puisque ce dernier n'augmentera pas le budget d'exploitation net de l'ICANN.
- Alors que l'avancement est clair dans plusieurs aspects du plan de mise en œuvre des nouveaux gTLD, quelques éléments qui ont un impact sur le coût n'ont pas encore été finalisés. Le budget définitif dépendra d'un plan de déploiement définitif et approuvé.

Fidèle à des pratiques commerciales solides, l'ICANN ne fera pas de dépenses pour soutenir l'exploitation du programme avant d'avoir une certitude suffisante pour garantir que ces dépenses soient prudentes du point de vue fiscal.

De même, le calendrier de mise en œuvre du programme comprendra le timing de certaines activités après l'approbation du plan de mise en œuvre définitif de la part du Conseil d'administration. La date de lancement (date à laquelle les demandes sont d'abord acceptées) dépendra de l'approbation du Conseil d'administration et de l'accomplissement des tâches qui ne devraient pas être entreprises avant d'avoir une certitude suffisante en matière d'envergure et de timing. Ceci comprend les délais d'exécution pour la garantie des installations, l'obtention de certaines licences d'utilisation de logiciels, l'engagement des commissions d'évaluation et autres. Ce travail pourrait nécessiter quelques mois après l'approbation du Conseil d'administration.

Pour refléter cette analyse, le budget du programme de gTLD est réparti en trois phases distinctes. Chaque phase est décrite ci-après, y compris son état actuel.

1. **Développement** : Cette phase représente les activités nécessaires pour mener à bien et achever le développement de la mise en œuvre des gTLD. Elle comprend la finalisation du guide de candidature, y compris le règlement de toutes les préoccupations restantes, la gestion de la communication avec la communauté Internet, la conception et l'élaboration des processus et des systèmes requis pour traiter les demandes

conformément au guide de candidature final et les activités considérées à haut risque ou dont l'achèvement nécessiterait une période de temps supplémentaire.

Dans la mise à jour du document de considérations de coûts du programme de nouveaux gTLD en date du 2 octobre 2009 (<http://www.icann.org/en/topics/new-gtlds/related-en.htm>), ces coûts consistaient en « frais de développement » et « frais de traitement des demandes – fixes ». Des exemples des « frais de traitement des demandes - fixes » qui ont été accélérés comprennent le développement du système de soumission de demandes TLD en ligne (TAS), les études économiques, les études d'extensibilité et le soutien administratif et des déplacements du personnel.

État : estimation de 6,7 millions de dollars – ces activités sont décrites dans la section 4 de ce document et sont prévues dans le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.

- 2. Déploiement** : Auparavant intitulées « frais de traitement des applications – fixes », il s'agit des activités qui requièrent « une certitude suffisante en matière d'envergure et de timing » telles que celles requises pour la mise en œuvre des processus et systèmes de traitement des demandes, la campagne de communication de quatre mois, l'engagement des membres de la commission d'évaluation (par ex. processus d'intégration, développement et fourniture de formation, etc.), l'embauche de personnel supplémentaire, le paiement de certaines licences d'utilisation de logiciels, la sécurisation d'installations séparées et ainsi de suite.

État : estimation de 2,6 millions de dollars – ce budget sera séparément requis et n'est pas inclus dans le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.

- 3. Traitement des demandes** : Auparavant intitulés « frais de traitement des demandes - variables », il s'agit des frais nécessaires pour accepter et traiter les demandes de nouveaux gTLD à travers la délégation préalable des vérifications des candidats approuvés avant la délégation dans la zone racine. Ces frais varient selon le nombre de demandes nécessitant l'achèvement d'une tâche donnée. Par exemple, un membre de la commission chargé d'une évaluation technique est uniquement rémunéré s'il ou si elle reçoit une demande qu'il faut évaluer. Un autre exemple est celui du coût de la main d'œuvre (plus les facteurs de charges indirectes appropriés) lié à l'exécution par un membre du personnel de l'ICANN d'une tâche spécifique pour une demande donnée, ou la période de temps nécessaire par demande pour réviser les résultats de la note accordée par la commission à cette demande et la publication de ce résultat.¹

État : l'estimation dépend du nombre de demandes reçues : ce budget sera séparément requis et n'est pas inclus dans le plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.

La modification de budget distincte relative aux nouveaux gTLD sera préparée et soumise à l'approbation du Conseil d'administration lorsque le timing et les autres points auront été clarifiés, probablement 180 jours avant le lancement de la première tournée du programme de nouveaux gTLD. Elle comprendra :

- Les frais de coût neutre qu'il est prévu de percevoir et les remboursements qu'il est prévu de payer.
- Les ressources requises pour traiter les demandes à partir de la soumission jusqu'à la délégation.
- La méthodologie qui sera utilisée pour renflouer le fonds de réserve avec la portion de frais de chaque évaluation associée aux coûts de développement.

- Les mécanismes qui seront utilisés pour traiter, tracer et établir les rapports sur les coûts de traitement variables (méthodologie d'établissement du coût de revient de l'ICANN).
- Le processus selon lequel l'utilisation de tous fonds excédentaires, le cas échéant, sera déterminée y compris l'obtention de la participation de la communauté à toutes les décisions portant sur le montant, le moment et le but du déboursement.

En cas de déficit, et au cas où les coûts du programme dépasseraient les recettes, la probabilité est que ces coûts soient répercutés sur les candidats dans le cadre des tournées suivantes.

Il est estimé que les frais de développement, prévus la dernière fois à hauteur de 12,5 millions de dollars, augmentent essentiellement à cause du retard du lancement du programme des gTLD. Les frais de développement supplémentaires comprennent le travail continu et la résolution des questions primordiales soulignées les années précédentes, l'analyse de commentaires importants et la sortie prévue de la quatrième version du guide de candidature, l'embauche de personnel supplémentaire pour gérer le programme d'exploitation des gTLD et les frais supplémentaires pour finaliser les processus d'aptitude opérationnelle qui continuent à affluer jusqu'à ce la version définitive du guide de candidature soit convenue et publiée. Les frais de développement en suspens sont en baisse et le plan de l'exercice 2011 gèle l'embauche de personnel d'exploitation des gTLD supplémentaire et réduit le recours à des consultants externes pour aider à la finalisation des divers aspects du programme.

¹« Mise à jour des considérations de coûts du programme des nouveaux gTLD »
(<http://www.icann.org/en/topics/new-gtlds/related-en.htm>)

8. Annexes

La communauté est encouragée à faire partie de ses commentaires sur le type, le format et le niveau de détail fourni dans les annexes. Il est important de fournir des informations pertinentes sans dépenses inutiles de ressources sur un excès d'informations détaillées hors de propos, et les commentaires de la communauté peuvent aider le personnel à trouver le juste milieu.

Au cours des dernières années, de plus en plus de vues des dépenses et autres informations financières de l'ICANN ont été fournies dans les documents budgétaires, dans les communications du tableau de bord et autres rapports. Ces rapports ont été élaborés et partagés essentiellement en réponse aux demandes spécifiques de la communauté ainsi que dans le respect des principes de transparence et de responsabilité de l'ICANN.

Les annexes suivantes fournissent des informations supplémentaires sur ce projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.

- Annexe A – activités du plan opérationnel y compris les objectifs S.M.A.R.T pour chaque activité organisationnelle.
- Annexe B – les rapports financiers y compris les informations financières historisées et les informations des bilans.
- Annexe C – une explication de la manière selon laquelle les retours d'information de la communauté influencent la planification et un récapitulatif des réponses à des commentaires spécifiques.
- Annexe D – vues des charges d'exploitation de l'ICANN.
 - **Vue des priorités stratégiques.** Une nouvelle vue des dépenses de l'ICANN qui montre comment le plan stratégique s'aligne sur le plan opérationnel. Une brève explication de la méthodologie est également fournie.
 - **Vue fonctionnelle.** Une brève explication de la méthodologie est également fournie.
 - **Vue par groupe de détermination des frais (EAG).** Les détails des composantes des sections du rapport EAG ainsi qu'une brève explication de la méthodologie sont également fournis
- Annexe E - vue pluriannuelle. Un sommaire des analyses d'impact futur sur la santé financière de l'ICANN.
- Annexe F – vues des sources de recettes y compris les recettes alignées sur les dépenses des SO/AC et des données historisées sur les contributions des ccTLD.

Annexe A – activités du plan opérationnel

A.1 Mise en œuvre et délégation des nouveaux gTLD

L'ICANN fait son possible pour atteindre les objectifs suivants au cours de l'exercice 2011.

- Avancer les activités d'aptitude opérationnelle :
 - Finaliser des processus de révision des demandes en accord avec le guide de candidature
 - Elaborer des processus d'assistance de clientèle et se préparer pour la mise en œuvre au lancement
 - Maintenir les processus de gestion du programme y compris les activités de gestion du risque en rapport avec les produits livrables prioritaires pour réaliser le lancement
 - Préparer le système de soumission des demandes de TLD en ligne (TAS) pour le lancement et
 - Identifier et publier les noms des membres sélectionnés pour la commission d'évaluation.
- Conjointement avec la communauté Internet, poursuivre le travail et justifier publiquement la résolution des préoccupations en suspens suivantes :
 - Protection des marques commerciales
 - Analyse économique
 - Conduite malveillante
 - Extensibilité de la zone racine
- Publier une version définitive du guide de candidature (AGB) y compris les traductions.
- Établir, publier et exécuter le plan de communication des gTLD. Un plan efficace sera basé sur les recommandations stratégiques et les besoins des parties prenantes et assurera une sensibilisation mondiale à l'égard des parties prenantes clés.

A.2 Mise en œuvre des IDN

- Maintenir le fonctionnement de la procédure accélérée de ccTLD IDN, y compris le traitement des demandes de chaînes qui résultera en des délégations de ccTLD IDN dans la zone racine.
- Réaliser une révision publique de la procédure accélérée pour s'assurer qu'elle fonctionne dans le meilleur intérêt des internautes partout dans le monde. Ceci inclut la fourniture d'un aperçu général financier des frais de traitement reçus en comparaison au coût du processus de demande pour veiller à ce que le processus reste neutre du point de vue coût.
- Élaborer un processus pour la gestion des variantes TLD IDN. Une telle solution générale dépend au moins de ce qui suit : (1) définition de ce qui est exactement recherché par une solution variante ; (2) quel est le comportement désiré des variantes dans tous les cas ?; (3) définition des différents types de variantes ; (4) révision et essai des DNAME (*delegation name record*) en tant que solution technique et son adéquation en termes de réalisation de gestion des variantes TLD ; (5) révision/essais des BNAME en tant que solution technique et son adéquation en termes de réalisation de gestion des variantes TLD. La proposition BNAME est plutôt nouvelle et existe actuellement en tant que projet Internet dans l'IETF ; (6) révision/essais de gestion des variantes par le biais de procédures et de politiques d'enregistrement. Ceci fondé sur l'expérience acquise avec les ccTLD IDN synchronisés.

- Entreprendre un projet d'activités de conformité IDN pour (1) réviser la mise en œuvre des normes IDN par tous les registres de TLD pertinents, (2) communiquer les problématiques identifiées à ces entités et examiner les options pour privilégier la conformité et (3) produire des informations à l'adresse du public concernant les problématiques d'enregistrement d'IDN.
- Finaliser la révision des directives IDN à travers une consultation publique et finalement une considération de la part du Conseil d'administration de l'ICANN, pour la cohérence avec le protocole IDN révisé et toutes précautions techniques éventuellement nécessaires dans le cadre du lancement des TLD IDN. Ceci a été démarré durant l'exercice 2010, mais, compte tenu du travail supplémentaire nécessaire pour la révision du protocole IDNA, ce projet se poursuit sur l'exercice 2011.
- Prendre les mesures appropriées pour que les IDN continuent à être protégés contre les attaques d'hameçonnage et de mystification. A ce jour, les IDN n'ont pas été excessivement mis en danger dans ce sens. Ceci inclut les séances instructives avec les agences d'application de la loi sur demande, la publication de briefings de sécurité sur le sujet des IDN, ainsi que le soutien de la communauté dans ses efforts contre de telles attaques.
- S'assurer que la révision du protocole IDNA finalisé est mise en œuvre dans le cadre des processus pour la mise en œuvre standard et l'affectation de nouvelles normes techniques TLD, faciliter l'achèvement du protocole IDNA et coordonner/gérer les modifications des directives IDN. L'ICANN examinera les diverses possibilités pour soutenir la mise en œuvre générale du protocole IDNA à complétion de sa révision.
- Fournir faire-savoir et informations lors des manifestations régionales, des réunions de l'ICANN et des autres manifestations pertinentes de la communauté afin d'encourager la participation à l'ouverture du premier niveau ainsi que la compréhension et la résolution des préoccupations régionales. A cet égard, le centre d'intérêt sera déplacé par rapport aux années précédentes pour incorporer des manifestations hors du domaine traditionnel telles que les manifestations orientées linguistique ainsi que celles portant sur le développement d'applications de logiciels.

A.3 L'IANA et les améliorations des opérations relatives à la technologie

- Améliorer l'infrastructure de l'IANA afin de soutenir la continuité des affaires et les activités principales (par ex. la gestion de changement de zone racine) en facilitant, surveillant et maintenant une fonction d'assurance qualité.
- Gérer les relations parties prenantes de façon mesurable en demandant un retour d'informations sur la performance de l'IANA, en procédant à des changements conformément à ces retours d'information et en publiant des critères de mesure des changements et de réponses.
- Poursuivre le projet d'excellence commerciale et publier les résultats semestriels.
- Tester et mettre en œuvre un logiciel RZM pour faciliter le traitement précis, fiable et opportun des demandes de changements de zone racine soumises par les registres de ccTLD et gTLD.
- Gérer le traitement des demandes de zone racine et continuer à affiner le processus pour améliorer la performance et la fiabilité.
- Améliorer la comptabilisation par rapport aux engagements publiés.
- Améliorer l'efficacité dans le traitement des demandes de paramètres de protocole.
- Gérer le nombre de demandes de ressources de numéros et rendre compte de la performance en matière de temps de réponse par rapport aux engagements publiés.

- Gérer et maintenir la documentation relative aux politiques.

A.4 Opérations de sécurité, stabilité et résilience (SSR)

- *Améliorer les efforts de l'ICANN en tant que contributeur global à la sécurité, la stabilité et la résilience de l'Internet (SSR).* Les activités principales comprendront :
 - S'assurer que la révision annuelle du *plan de l'ICANN visant à renforcer les SSR d'Internet* soit approuvée par la communauté et par le Conseil d'administration.
 - Soutenir la révision des activités SSR de l'ICANN selon l'affirmation d'engagements.
 - Coordonner les efforts de l'ICANN en matière de SSR avec ceux des partenaires identifiés dans le *plan de l'ICANN visant à renforcer les SSR d'Internet* et suivre la progression de la mise en œuvre des actions conjointes.
 - Collaborer avec les organisations mondiales principales de cyber sécurité y compris l'institut de génie logiciel (Software Engineering Institute), le centre de recherche et d'analyses opérationnelles sur le DNS (DNS-OARC), le groupe consultatif ARC, l'agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) et le forum des équipes de sécurité et réponses aux incidents (FIRST) pour établir des critères de mesure de la sécurité, stabilité et résilience du DNS.
 - Assurer l'engagement mondial, la sensibilisation et la réceptivité aux parties prenantes. Renforcer les mécanismes pour accroître la participation des parties prenantes basées dans les pays en développement aux activités SSR pour inclure un recours au programme de bourses de l'ICANN et des efforts concentrés avec les programmes de formation et de sensibilisation aux SSR du DNS et des TLD.
- *Renforcer la sécurité, la stabilité et la résilience globales du système de noms de domaine.* Les activités principales comprendront :
 - Collaborer avec des partenaires pour renforcer les réactions collaboratives existantes aux menaces ou aux utilisations frauduleuses du DNS et le lancement d'efforts pour établir une CERT-DNS.
 - Coordonner et travailler en partenariat pour l'organisation d'un troisième symposium sur la sécurité et la résilience du DNS au début de 2011 afin d'identifier les risques clés menaçant le DNS et les possibilités de collaboration au sein de la communauté pour améliorer les SSR du DNS.
 - Démarrer un programme pour l'évaluation annuelle des risques pour le DNS et l'élaboration de plans d'intervention systémiques. Établir des scénarios clés pour la sécurité, la stabilité et la résilience du DNS avec les partenaires de la communauté comme base des plans d'intervention d'ici l'automne 2010. Réaliser une évaluation des risques pour le DNS initiale d'ici le printemps 2011 avec les partenaires de la communauté. Participer de manière active aux forums techniques et d'opérateurs de serveurs racine et diriger la planification collaborative et l'exécution de plans d'intervention et d'exercices de réponse d'appoint pour le système de serveurs racine. Démarrer la planification d'un exercice SSR DNS qui couvre l'ensemble du système.
- *Renforcer la sécurité, la stabilité et la résilience des domaines de premier niveau.* Les activités principales comprendront :
 - Poursuivre le programme de réponse aux attaques et aux imprévus (Attack and Contingency Response) en organisant des ateliers en coordination avec les organisations

de TLD régionales et en intégrant au programme les leçons acquises et les meilleures pratiques en matière de sécurité DNS/TLD. Conjointement avec l'ISOC et le NSRC poursuivre la réalisation du programme pratique de fonctionnement technique des registres. Réaliser trois ateliers de formation technique à la sécurité avec les effectifs chargés des opérations ccTLD.

- Soutenir le renforcement continu du programme de continuité TLD, y inclure les travaux avec la communauté pour affiner le plan d'intervention des registres gTLD, en menant des exercices publics portant sur les procédures de sauvegarde des données d'ici la fin 2010 et en organisant d'autres exercices collaboratifs avec les partenaires principaux au printemps 2011.
- *Renforcer la sécurité des programmes de l'ICANN pour mettre en œuvre des programmes de nouveaux gTLD et IDN.* Les activités principales comprendront :
 - S'assurer que les applications de logiciels développées pour soutenir les programmes, notamment le système de soumission de demandes de domaines de premier niveau (TAS) sont sûres. Mener un essai de vulnérabilité du TAS avant le lancement du processus des nouveaux gTLD et démarrer un programme d'évaluation continue de la sécurité de toutes les nouvelles applications associées à ces programmes.
 - Poursuivre les efforts pour l'établissement et la mise en œuvre de processus d'évaluation de la sécurité, stabilité et résilience et d'approches visant à minimiser les risques pour la sécurité, la stabilité et la résilience du processus de demande de nouveaux gTLD et de la mise en œuvre prévue.
- *Réaliser et renforcer les programmes d'information sur la sécurité de l'ICANN, du personnel, des installations et sur continuité des affaires selon les normes internationales de référence.* Les activités principales comprendront :
 - Assurer une actualisation annuelle des plans de sécurité de l'ICANN et surveiller la mise en œuvre performante des contrôles et procédures de sécurité.
 - Établir un plan de continuité des affaires de l'ICANN et assurer une mise en œuvre performante des procédures et des plans pour parer aux imprévus y liés. Réaliser des audits externes de la sécurité et de la continuité de l'ICANN pour aider à l'accomplissement de la certification de conformité selon les normes mondiales appropriées.
 - Réaliser des exercices liés à la sécurité et à la continuité des affaires avec l'IANA et les autres départements de l'ICANN.
 - Veiller à ce que le personnel de sécurité de l'ICANN dispose des compétences requises, des outils appropriés et soit à jour concernant les menaces à la sécurité et les meilleures pratiques.

A.5 Conformité contractuelle

- Évaluer, tester, mettre en œuvre et surveiller les nouveaux processus de conformité contractuelle pour renforcer l'application Whois auprès des bureaux d'enregistrement d'ici le 30 juin 2011.
- Publier le rapport final de l'étude d'exactitude des données Whois à l'adresse de la communauté sur le site web de l'ICANN d'ici le 31 décembre 2010.
- Mettre en œuvre des améliorations des processus de conformité contractuelle pour améliorer la collecte et l'analyse de données, l'application globale des contrats et

l'information de la communauté tout en continuant à automatiser les fonctions commerciales clés d'ici le 30 juin 2011.

- Gérer, répondre à, mesure et signaler le nombre de plaintes déposées mensuellement par les consommateurs concernant des questions de noms de domaine ainsi que d'inexactitude de données Whois.
- Analyser les données des plaintes relatives au système de signalement des problèmes liés aux données Whois (WDPRS) pour évaluer les tendances, définir les actions de conformité contractuelle et renforcer l'application de la conformité contractuelle. Publier les résultats dans le rapport annuel de conformité contractuelle d'ici le 30 juin 2011.
- Analyser les données d'enquêtes sur des inexactitudes de données Whois et des statistiques de plaintes concernant les transferts post-UDRP (règlement uniforme des litiges relatifs aux noms de domaine), établir des statistiques de performance de conformité et publier les informations dans le rapport annuel de conformité contractuelle d'ici le 30 juin 2011.
- Concevoir, élaborer et mettre en œuvre un audit beta de la politique de transferts entre bureaux d'enregistrement (IRTP) d'ici le 31 décembre 2010 en réponse aux plaintes sur des transferts de noms de domaine reçues de la part de la communauté.
- Mettre en œuvre le plan d'audit des dépôts de sauvegarde de données auprès de bureaux d'enregistrement (RDE) en consultation avec des parties prenantes internes et externes et réaliser des audits RDE sélectifs d'ici le 30 juin 2011.
- Poursuivre les efforts de faire-savoir de la conformité contractuelle afin de développer les relations avec les registres et les bureaux d'enregistrement dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie-Pacifique d'ici le 30 juin 2011.
- Rédiger et exécuter un plan d'aptitude opérationnelle concernant la conformité contractuelle afin de conforter la délégation des nouveaux gTLD et IDN d'ici le 31 mars 2011.

A.6 Logistique des réunions principales

- Réaliser trois conférences internationales de l'ICANN par an. Les activités comprennent la sélection du site, les négociations de contrats, la planification logistique, l'infrastructure technique et le développement et le soutien de sponsorats.
- Se concentrer sur le renforcement du professionnalisme des conférences de l'ICANN par le biais d'une réalisation améliorée des aspects de technologie audiovisuelle, des services d'interprétariat simultané et de transcription et de connectivité à distance.
- Faciliter le déploiement d'outils de participation à distance améliorés qui puissent permettre à un nombre croissant des membres de la communauté de participer aux procédures de l'ICANN.
- Utiliser les résultats des sondages post-réunion auprès des participants pour améliorer les réunions futures et publier les résultats à l'adresse de la communauté de l'ICANN.
- Mettre en œuvre le nouveau processus de sélection des lieux de réunion élaboré par le comité sur la participation et l'engagement du Conseil d'administration de l'ICANN. Ce processus fournit les procédures nécessaires pour identifier et choisir les lieux appropriés pour les conférences internationales de l'ICANN.
- Soutenir une moyenne de cinq réunions supplémentaires requises par le Conseil d'administration, le personnel et les communautés. Les activités comprennent la sélection du site, les négociations de contrats, la logistique, les dispositions audiovisuelles, l'assistance sur site et d'autres fonctions pertinentes.

L'ICANN continuera à développer un programme de services de langues plus robuste et performant :

- Ajouter l'anglais essentiel/anglais simple en tant qu'étape pour promouvoir la création de documents plus courts et plus complets ; continuer à traduire de manière opportune les documents et publications clés en 5 langues des Nations Unies pour la majorité des documents ; et les rendre disponibles à travers le site web de l'ICANN.
- Soutenir les conférences internationales de l'ICANN (trois par an) et les autres réunions internationales de l'ICANN en : Fournissant un service de transcription en temps réel (RTT); travaillant avec le département chargé des politiques et la communauté pour définir quels enregistrements audio de conférences téléphoniques des SO et AC seraient les plus efficaces (c'est-à-dire At-Large, LACRALO, balados eLearning).
- Adopter et appliquer les meilleures pratiques de multilinguisme reconnues par les organisations internationales tel que les processus contrôlés, les vérifications de contrôle qualité, etc. tout en continuant à s'assurer du concours de la communauté en termes de participation à l'amélioration continue de la fonction de services de langues de l'ICANN.

A.7 Soutien aux regroupements

- Coordonner le faire-savoir mondial aux regroupements à travers des manifestations régionales, des fonctions du secteur et l'appui des possibilités par le biais du personnel dans les régions. Il existe des possibilités de formation pour renforcer la participation aux processus de l'ICANN, fournir des informations instructives sur les exigences contractuelles et renforcer les capacités de concurrence.
- Poursuivre le développement et la mise en œuvre de programmes d'engagement de registres de nouveaux gTLD.
- Renforcer les systèmes de collecte et de gestion des données qui soutiennent les registres et bureaux d'enregistrement de gTLD en vue d'une collecte d'informations améliorée et d'un partage entre les bureaux d'enregistrement et les registres. Ces changements comprendront des améliorations du système RADAR existant pour obtenir une plus grande exactitude de données de contact et privilégier la conformité aux nouvelles dispositions du RAA 2009.
- Participer le cas échéant aux efforts de la communauté pour développer des révisions futures du RAA ; gérer les nouvelles exigences en tant que de besoin dans les versions alternatives du RAA.
- Rédiger et exécuter un plan d'aptitude opérationnelle pour les fonctions de liaison de registres et bureaux d'enregistrement de gTLD pour s'adapter aux besoins de délégation des nouveaux gTLD et IDN.

A.8 Soutien à l'élaboration des politiques

- Mettre en œuvre un nouveau modèle de groupe de travail du GNSO et un processus d'élaboration de politique (PDP) du GNSO révisé. Ces initiatives développées par la communauté ont pour but de réaliser les objectifs de réforme du GNSO concernant des PDP plus inclusifs, minutieusement recherchés et bien ciblés qui puissent conduire à des résultats efficaces et applicables. Il est prévu qu'elles comprennent des mécanismes permettant d'évaluer le succès de ces efforts (voir : <http://gns0.icann.org/en/improvements/>)
- Le GNSO finalisera également les recommandations concernant les enregistrements frauduleux et autres problématiques relatives aux noms de domaine et préoccupant les titulaires de noms de domaine, telles que les règles régissant les noms en voie d'expiration.

- Dans le cadre de l'engagement stratégique continu de l'ICANN concernant l'évolution et l'amélioration de l'efficacité et de la transparence de ses diverses structures organisationnelles, le personnel octroiera également son soutien au développement de la communauté et aux plans d'exécution et de mise en œuvre des améliorations pour l'ALAC (voir : https://st.icann.org/at-large-improvements/index.cgi?at_large_improvements_workspace), SSAC (voir <http://www.icann.org/en/reviews/ssac/>, et communautés ccNSO.
- Dans le cadre des efforts respectifs de révision du GNSO et du ccNSO, le personnel octroiera son soutien à la conception et la mise en œuvre de nouveaux sites web du GNSO et ccNSO et autres outils de communication visant à améliorer le partage d'informations avec la communauté, la collaboration et la participation aux activités de l'ICANN liées aux politiques. Ces efforts comprendront un travail avec les membres de la communauté afin d'identifier des sujets et des initiatives ciblés qui bénéficieraient d'explications claires ou d'aperçus généraux visant à élargir l'accessibilité d'une audience plus élargie à l'œuvre de l'ICANN.
- Fournir des services administratifs en nature identifiés par la communauté pour s'assurer que des services cohérents et justes (tels que le « toolkit ») soient à la disposition de toutes les organisations éligibles du GNSO.
- En cas d'approbation, soutenir la production d'études développées par la communauté et conçues pour développer les données actuelles, informer la communauté et enrichir le débat sur le service Whois. La communauté assistera probablement aussi à la naissance de recommandations du SSAC et du GNSO préconisant la normalisation des données d'enregistrement internationalisées.
- Soutenir le développement et la mise en oeuvre par la communauté de méthodes d'hierarchisation, de processus de référence et d'auto-évaluation des organisations de soutien et des comités consultatifs de l'ICANN afin de gérer et d'évaluer l'efficacité de leur travail et d'identifier les possibilités d'amélioration. Les activités comprennent :
 - Pour le SSAC, une retraite pour les membres du SSAC qui leur permette de planifier, hiérarchiser et référencer leur travail et établir des plans de travail publiés et mis à jour. (Voir <http://www.icann.org/en/committees/security/ssac-workplan.htm>).
 - Pour l'ALAC, durant la période 2010-2013, octroyer une assistance à une assemblée générale pour chacune des cinq organisations régionales At-Large (RALO) tenue conjointement avec une réunion de l'ICANN ou une réunion clé de parties prenantes d'Internet afin d'établir les priorités, de développer les stratégies visant à améliorer la participation, y compris les programmes de renforcement des capacités, et renforcer l'engagement comme le recrutement de nouvelles structures At-Large afin d'atteindre l'objectif d'avoir au moins une structure At-Large par pays au niveau mondial. Ces activités de soutien à la communauté contribueront à l'établissement d'un écosystème Internet sain.
 - Pour le GNSO, assister le conseil du GNSO dans le cadre de son hiérarchisation et gestion de ses activités stratégiques de coordination et de politiques.

A.9 Engagement mondial et participation internationale accrue

- Réaliser 20 réunions d'information en face-à-face avec des représentants d'instances gouvernementales et réglementaires à des niveaux locaux et régionaux au cours de l'exercice 2011 dans le cadre de l'engagement mondial envers la promotion d'un écosystème Internet sain.

- Soutenir les intérêts des ccTLD dans les cadres de responsabilité avec l'ICANN et augmenter de cinq le total des contrats signés. Soutenir les processus pour arriver à la conclusion, ainsi que participer aux initiatives du ccNSO et aux initiatives ccTLD régionales par le biais d'un mentorat des boursiers et d'une inclusion des informations dans toutes les présentations de la structure de l'ICANN.
- Participer à des manifestations et faire des présentations de l'ICANN à la demande des parties prenantes. S'attendre à une croissance d'intérêt dans toutes les régions dans le cadre de l'engagement mondial pour la promotion d'un écosystème Internet sain.
- Participer à et suivre des activités dans le cadre de débats internationaux et régionaux sur la gouvernance de l'Internet, y compris les informations sur le modèle multipartite, les conseils en matière de stratégie et d'approche des problématiques ou la contribution à des discussions ayant une influence sur le mandat ou la mission de l'ICANN dans le cadre de l'engagement mondial pour promouvoir un écosystème Internet sain.
- Améliorer les outils de communication et d'information en fournissant des critères de mesure supplémentaires à la disposition de la communauté et du public par le biais du tableau de bord, montrant les changements mensuels du point de vue accords signés entre l'ICANN et les ccTLD, le pourcentage d'affectation des efforts par département par rapport aux informations fonctionnelles et portant sur les parties prenantes et les informations concernant le programme de bourses comprenant les demandes, les candidats qualifiés et les participants.
- Renforcer le soutien au GAC et la participation continue de tous les gouvernements au GAC, notamment ceux des pays et territoires en développement à travers le soutien aux déplacements de six membres par réunion de l'ICANN et le renforcement des fonctions de sites web pour soutenir l'engagement actif des membres. Compléter les fonctions de sites web améliorées durant l'exercice 2011 pour inclure une migration complète des documents des sites précédents et une base de données interrogeable.
- Continuer à soutenir le programme des bourses, y compris le programme des anciens. Participer à trois tournées de promotion de demandes et aider le comité de sélection en cours de procédure par la fourniture des informations et de l'assistance requises. Démarrer une nouvelle chaîne de discussion pour le réseau des anciens.
- Améliorer la sensibilisation de la communauté mondiale à l'égard de l'affirmation d'engagements de l'ICANN et des processus liés à la mise en œuvre de révisions, en incluant des informations explicatives dans chaque présentation générale de l'ICANN faite en cours d'exercice. Aider à la mise en œuvre des révisions par la diffusion d'informations sur les révisions et les commissions à l'adresse de la communauté mondiale par le biais des organisations régionales et des listes des regroupements.

A.10 Soutien aux déplacements de la communauté de l'ICANN

- Mettre à jour les directives de voyage suite aux commentaires de la communauté et fournir des rapports opportuns après les réunions pour des raisons de transparence.
- Fournir un soutien administratif et coordonner les déplacements des parties prenantes de la communauté y compris les réservations de moyens de transport et d'hébergement, le paiement des frais d'approche et de traitements à des membres sélectionnés de la communauté pour leur participation aux conférences internationales de l'ICANN.
- Fournir une assistance, le cas échéant, pour l'obtention de visas pour assister aux conférences internationales de l'ICANN.

A.11 Médiateur

- Recevoir les plaintes de la communauté concernant l'équité des actions, décisions ou inactions du personnel de l'ICANN, du Conseil d'administration, et des organisations de soutien.
- Sensibiliser aux activités du bureau du médiateur et à la position de leader de l'ICANN dans les règlements de litiges en ligne.
- Rédiger un rapport annuel à l'adresse du Conseil d'administration et de la communauté.
- Etablir le budget selon les directives des règlements V.
- Évaluer l'efficacité du programme du médiateur.
- Participer aux conférences du médiateur, et présenter les recherches menées au sein de l'ICANN.
- Produire des articles pour des publications académiques et de collègues sur les activités et les recherches du médiateur de l'ICANN.
- Surveiller le système de gestion des cas et d'archivage.
- Identifier les tendances et questions critiques à l'adresse de la direction et du Conseil d'administration de l'ICANN.
- Renforcer la réputation de l'ICANN à travers le règlement de litiges de manière impartiale et efficace.
- Correspondre avec les plaignants de manière opportune et dans la langue de leur choix.
- Développer des relations internes et externes pour promouvoir la compréhension du processus de médiation et des mécanismes de règlement des litiges au niveau de l'ICANN.
- Superviser le médiateur adjoint.
- L'adjoint doit agir au nom du médiateur lors des congés annuels ou absences de ce dernier.
- Mettre en place un bureau physique lors des conférences internationales de l'ICANN pour rencontrer la communauté.
- Respecter les exigences des normes de pratique de confidentialité, neutralité et impartialité.
- Fournir des rapports au Conseil d'administration selon les besoins de chaque cas.

A.12 Soutien au Conseil d'administration

- Maintenir le portail du Conseil d'administration, y compris la formation électronique et les mises à niveau du système.
- Octroyer un soutien administratif et financier pour les déplacements de tous les membres du Conseil d'administration à deux retraites, trois conférences internationales de l'ICANN et tel que requis pour la participation aux réunions ou aux apparitions programmées du Conseil d'administration ; octroyer un soutien administratif à tous les comités du Conseil d'administration.
- Gérer le calendrier du Conseil d'administration de manière performante.
- Soutenir le Conseil d'administration dans son travail d'évaluation des compétences du Conseil d'administration.

A.13 Soutien au NomCom

- Fournir un soutien aux déplacements des membres du NomCom conformément aux directives de l'exercice 2011 concernant les déplacements.
- Établir une liste de candidats sélectionnés de manière opportune.
- Conclure la sélection finale des candidats d'ici la fin de l'exercice 2011.
- Embaucher un consultant pour une évaluation professionnelle des candidats, disponible lors de la clôture de la période de soumission de candidatures.
- Fournir un soutien en personnel pour la préparation et le suivi des réunions pour garantir un processus efficace et juste.
- Développer de manière opportune la documentation destinée à la publication ainsi qu'à toutes les manifestations de faire-savoir.
- Gestion efficace des candidatures et des références pour un traitement opportun.

A.14 Opérations du DNS

- Gérer les facilités de signature de clé racine des DNSSEC pour satisfaire les exigences de la communauté
- Mettre en place des services de qualité de production DNSSEC pour toutes les zones de la responsabilité de l'ICANN.
- Déployer des mises en œuvre expérimentales des nœuds racine « L » locaux.

A.15 Améliorations organisationnelles

- **Responsabilité et transparence des révisions de l'affirmation d'engagements** : soutenir les activités de l'équipe de révision (soutien administratif, soutien logistique, autres activités en tant que de besoin). L'équipe de révision est une entité autonome établie selon les stipulations de l'affirmation d'engagements et chargée de délivrer son rapport final d'ici la fin de l'année civile 2010.
- **Sécurité, stabilité et résilience de la révision de l'affirmation d'engagements** : soutenir l'établissement de l'équipe de révision et ses activités, qui commenceront le 1^{er} octobre 2010. L'équipe de révision est une entité autonome devant être établie tel que prescrit dans l'affirmation d'engagements ; elle est chargée de délivrer son rapport final qui devrait être prêt au début de l'exercice 2012 (il n'y a pas encore de date de livraison).
- **Révision de l'affirmation d'engagements** (politique Whois) : tel que ci-dessus
- **Révision externe du ccNSO** : la révision externe a commencé en cours d'exercice 2010. Le rapport des réviseurs doit être produit d'ici la fin de mai 2010 ; une présentation de la part des réviseurs est prévue dans le cadre de la conférence de l'ICANN à Bruxelles, en juin 2010.
- **Révision externe de l'ASO** : la sélection des consultants externes devrait être finalisée d'ici la fin de l'année civile 2010 ; le rapport final est prévu pour le début de l'exercice 2012.

Annexe B – Rapports financiers

Le bilan présentant l'actif, le passif et l'actif net

Une comparaison historique quinquennale entre les budgets et les résultats/prévisions

Une comparaison historique quinquennale entre les budgets et les résultats/prévisions (en euros).

BALANCE SHEET (in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY09 ACTUAL
Cash and cash equivalents	\$14,500,000	\$12,500,000	\$27,122,000
Accounts receivable, net	\$15,500,000	\$14,150,000	\$11,758,000
Investments	\$48,550,000	\$47,500,000	\$30,439,000
Prepaid expenses	\$300,000	\$230,000	\$919,000
Other assets	\$165,000	\$120,000	\$345,000
Capital assets, net	\$3,800,000	\$2,394,000	\$2,646,000
ASSETS	\$82,815,000	\$76,894,000	\$73,229,000
Accounts payable and accrued liabilities	\$3,700,000	\$2,500,000	\$9,753,000
Deferred revenue	\$14,100,000	\$12,500,000	\$10,205,000
Total liabilities	\$17,800,000	\$15,000,000	\$19,958,000
Net assets, beginning of the year	\$61,894,000	\$53,271,000	\$46,425,000
Change in net assets	\$3,121,000	\$8,623,000	\$6,846,000
Net assets, end of the year	\$65,015,000	\$61,894,000	\$53,271,000
LIABILITIES AND NET ASSETS	\$82,815,000	\$76,894,000	\$73,229,000

Figure B-1 – Bilan



FY11 BUDGET SUMMARY

(in US dollars)	FY11 BUDGET	FY10 FORECAST	FY10 BUDGET	FY09 ACTUAL	FY08 ACTUAL	FY07 ACTUAL
Registry	\$32,439,000	\$31,440,000	\$32,450,600	\$24,535,521	\$19,636,365	\$15,046,548
Registrar	\$29,159,000	\$28,560,000	\$27,268,000	\$32,680,334	\$27,856,875	\$25,864,130
RIR	\$823,000	\$823,000	\$823,000	\$823,000	\$823,001	\$823,000
ccTLD	\$1,600,000	\$1,600,000	\$1,600,000	\$1,567,697	\$1,583,406	\$1,277,231
IDN ccTLD	\$780,000	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
Meeting Sponsorships	\$500,000	\$890,000	\$500,000	\$863,498	\$833,502	\$460,177
Revenue	\$65,301,000	\$63,313,000	\$62,641,600	\$60,470,050	\$50,733,150	\$43,471,086
Personnel	\$26,703,114	\$25,010,000	\$23,286,968	\$19,768,047	\$16,746,028	\$13,783,662
Travel & Meetings	\$11,085,875	\$10,810,000	\$12,065,305	\$10,499,628	\$9,448,853	\$6,203,443
Professional Services	\$14,927,509	\$15,640,000	\$12,455,864	\$12,697,774	\$8,853,969	\$5,864,072
Administration	\$6,571,075	\$6,520,000	\$6,558,660	\$6,533,591	\$4,697,709	\$3,079,171
Contingency	\$1,500,000		\$1,500,000			
Operating Expenses	\$60,787,573	\$57,980,000	\$55,866,797	\$49,499,040	\$39,746,559	\$28,930,348
Non-Cash Expense	\$2,600,000	\$2,210,000	\$2,900,000	\$1,784,760	(\$202,533)	(\$2,288,947)
Contribution to Reserve	\$1,913,427	\$3,123,000	\$3,874,803	\$9,186,250	\$11,189,124	\$16,829,685
Investment Income	\$1,000,000	\$4,500,000	\$1,000,000	\$2,334,292	\$0	\$0
Change in Net assets	\$2,913,427	\$7,623,000	\$4,874,803	\$11,520,542	\$11,189,124	\$16,829,685

Figure B-2 - Comparaison historique quinquennale entre les budgets et les résultats/prévisions

Euro FX rate @ April 30th	FY11	FY10	FY10	FY09	FY08	FY07
	BUDGET	FORECAST	BUDGET	ACTUAL	ACTUAL	ACTUAL
	0.7555	0.7555	0.7728	0.7568	0.6407	0.7327
Registry	€ 24,507,665	€ 23,752,920	€ 25,077,824	€ 18,568,482	€ 12,581,019	€ 11,024,606
Registrar	€ 22,029,625	€ 21,577,080	€ 21,072,710	€ 24,732,477	€ 17,847,900	€ 18,950,648
RIR	€ 621,777	€ 621,777	€ 636,014	€ 622,846	€ 527,297	€ 603,012
ccTLD	€ 1,208,800	€ 1,208,800	€ 1,236,480	€ 1,186,433	€ 1,014,488	€ 935,827
IDN ccTLD	€ 589,290	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
Meeting Sponsorships	€ 377,750	€ 672,395	€ 386,400	€ 653,495	€ 534,025	€ 337,172
Revenue	€ 49,334,907	€ 47,832,972	€ 48,409,428	€ 45,763,733	€ 32,504,729	€ 31,851,265
Personnel	€ 20,174,203	€ 18,895,055	€ 17,996,169	€ 14,960,458	€ 10,729,180	€ 10,099,289
Travel & Meetings	€ 8,375,379	€ 8,166,955	€ 9,324,068	€ 7,946,118	€ 6,053,880	€ 4,545,263
Professional Services	€ 11,277,733	€ 11,816,020	€ 9,625,892	€ 9,609,675	€ 5,672,738	€ 4,296,606
Administration	€ 4,964,447	€ 4,925,860	€ 5,068,532	€ 4,944,622	€ 3,009,822	€ 2,256,109
Contingency	€ 1,133,250	€ 0	€ 1,159,200	€ 0	€ 0	€ 0
Operating Expenses	€ 45,925,012	€ 43,803,890	€ 43,173,861	€ 37,460,873	€ 25,465,620	€ 21,197,267
Non-Cash Expense	€ 1,964,300	€ 1,669,655	€ 2,241,120	€ 1,350,706	(€ 129,763)	(€ 1,677,111)
Contribution to Reserve	€ 1,445,595	€ 2,359,427	€ 2,994,447	€ 6,952,154	€ 7,168,872	€ 12,331,109
Investment Income	€ 755,500	€ 3,399,750	€ 772,800	€ 1,766,592	€ 0	€ 0
Change in Net assets	€ 2,201,095	€ 5,759,177	€ 3,767,247	€ 8,718,746	€ 7,168,872	€ 12,331,109

Figure B-3 – Comparaison historique quinquennale entre les budgets et les résultats/prévisions (en euros)

Annexe C – Commentaires de la communauté

La proposition préliminaire de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011 a été publiée en ligne le 15 février 2010 pour la sollicitation de commentaires de la part de communauté. De plus, la proposition préliminaire a été présentée aux membres de la communauté lors d'un forum public à Nairobi, à divers groupes de la communauté en personne et dans le cadre de conférences téléphoniques. Les commentaires de la communauté exprimés lors des réunions et communiqués en ligne ont été résumés et analysés en ligne. Voir <http://www.icann.org/en/public-comment/#op-budget-fy2011>. Le résumé et l'analyse comprennent les réponses à chaque commentaire mentionné dans le tableau qui suit.

De plus, un forum de consultation publique a été ouvert concernant les directives de soutien aux déplacements de la communauté pour l'exercice 2011. Voir <http://www.icann.org/en/public-comment/#travel-support-2011>. Les directives de l'exercice 2011 montrent comment près de 1,9 millions de dollars du budget de l'ICANN sont déboursés. Le résumé et l'analyse comprennent des réponses à chaque commentaire et apparaissent dans le tableau C-1. Il faudrait noter que l'ALAC a fourni une déclaration le 14 mai. Cette déclaration fait actuellement l'objet d'un processus de ratification consistant en un vote sur 5 jours dont la clôture est prévue le 19 mai. Ainsi, cette déclaration n'a pu être comprise dans ce document mais sera prise en compte dans les directives finales de soutien aux déplacements de l'exercice 2011.

Tableau C-1 – commentaires de la communauté sur les directives de soutien aux déplacements de la communauté dans le cadre de l'exercice 2011

Contribution	Réponse
Besoin de plus d'informations	
Plus de détails en général – par ex. répartition des coûts, fonds non utilisés, etc. (<i>auDA, ALAC, groupe de travail sur la planification stratégique et opérationnelle SOP du ccNSO</i>)	Le document de projet pour l'exercice fiscal 2011 contient plus de 85 pages de détails.
Il n'est pas clair si des fonds suffisants sont affectés à la réforme du GNSO pour l'exercice 2011. Des années de travail ont été consacrées aux améliorations et elles seront essentiellement mises en œuvre en cours d'exercice 2011. Une ventilation détaillée des fonds budgétisés dans ce domaine sera-t-elle fournie ? (C. Gomes)	Oui, voir sections 4 et 5 – environ 350 mille dollars.
Vues pluriannuelles (<i>IPC</i>)	Oui, voir annexe E.
Quel est le montant prévu au budget pour l'amélioration des capacités de participation ? (C. Gomes, RySG)	Il est difficile d'estimer les détails de cette prévision puisqu'elle traverse plusieurs postes budgétaires y compris les frais de connectivité, les efforts du personnel et les projets spéciaux. Par exemple, le comité pour la participation et l'engagement dispose de 145 mille dollars de côté pour les consultants afin de progresser sur ce sujet.
Dénombrement des effectifs par fonction (RySG)	Voir section 5.
Personnel versus effectifs des contractants (<i>groupe multipartite des registres RySG</i>)	Non abordé dans le document. Note transmise au personnel et autres.
Détails des opérations techniques – par ex. Suffisance des niveaux de coûts, efficacité (C. Gomes, RySG, M. Langenegger, auDA)	Voir section 5.
Détails de l'infrastructure de l'IANA (RySG)	Voir section 4.3

Contribution	Réponse
Capital versus amortissement de l'exercice (RySG)	Voir section 5
Détails concernant la sécurité, stabilité et résilience (C. Gomes, RySG, COA, auDA, groupe de travail SOP du ccNSO, regroupement sur la propriété intellectuelle IPC)	Voir section 4.4
Frais de demande de procédure accélérée ccTLD IDN (M. Palage, groupe de travail SOP ccNSO, IPC)	Les directives de comptabilité analytique récemment publiées abordent la manière selon laquelle les coûts réels sont suivis, signalés et indépendamment audités. Voir http://www.icann.org/en/financials/cost-accounting-guidelines-22apr10-en.pdf
Les frais de retraite du Conseil d'administration (C. Gomes, RySG)	Les frais directs pour le soutien aux déplacements sont de 300 mille dollars
Coûts supplémentaires de l'exercice 2010 (conseil du ccNSO, ALAC, auDA)	Voir synthèse, section 2
Portion pour l'écosystème des coûts du plan stratégique (versus sécurité/stabilité) (groupe de travail SOP ccNSO, auDA, ALAC)	Plus de détails sont fournis dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.
Détailler les répartitions des coûts d'élaboration des politiques (par ex. GNSO, autres SO et AC) (C. Gomes, RySG, ALAC, M. Langenegger)	Voir section 4.8
Présentation des recettes en comparaison aux frais (avec une comparaison par groupe et d'année en année) (C. Gomes, RySG)	Voir section F
Hypothèses de répartition des coûts (groupe de travail SOP du ccNSO)	Plus de détails sont fournis dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.
Niveau et utilisations du fonds de réserve (auDA, C. Gomes, IPC)	Le fonds de réserve est actuellement de 47 millions de dollars. Voir section 6
Détails du fonds de prévoyance (Go Daddy)	Voir section 5
Aperçu général du total des dépenses liées aux parties prenantes (auDA, groupe de travail SOP du ccNSO)	Plus de détails sont fournis dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.
Logique de l'augmentation du médiateur (C. Gomes, auDA, RySG, COA)	A part les différences de taux de change, le budget attribué au médiateur est présumé le même pour l'exercice 2011 que pour celui de 2010.
Besoin de plus de ressources	
A mesure que la charge de travail du ccNSO augmente, il y a besoin de plus de soutien de la part du personnel ; comment les suppressions affecteront-elles cet encadrement ? Comment les suppressions et les retards sont-ils identifiés ? (B. Burr)	Une certaine augmentation des effectifs pour le soutien de l'élaboration des politiques avec plus d'assistance provenant d'une utilisation performante du personnel existant.
Fonds pour une recherche factuelle en vue de soutenir l'élaboration des politiques (M. Cade, B. Tonkin)	Des fonds supplémentaires (plus de 710 mille dollars) pour la recherche factuelle en vue de soutenir les PDP. Voir section 5
Études Whois et ressources supplémentaires (C. Gomes, IPC)	Des fonds supplémentaires pour les études Whois sont prévus dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011. Voir section 5.
Hiérarchisation de l'élaboration des politiques avec des affectations de ressources personnel/contractant rationnelles (par ex. conformité contractuelle, nouveaux gTLD) (IPC, Go Daddy)	Indirectement décrit dans l'annexe A.
Plus de soutien pour la conformité contractuelle (MARQUES/ECTA, M. Cade, COA, IPC)	Des effectifs supplémentaires et une concentration des efforts sont présumés dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011. Voir section 5 et détails dans l'annexe A.

Contribution	Réponse
Soutien aux déplacements pour éviter la réduction du faire-savoir (<i>auDA</i>)	Le point est noté et des économies liées aux coûts des déplacements ont pour but d'éviter la réduction des activités décisives. .
Fonctions de soutien d'At-Large (<i>ALAC</i>)	Des effectifs et une concentration supplémentaires sont prévus dans le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011.
Soutien pour conforter les efforts de faire-savoir mondial des utilisateurs commerciaux (<i>A. Hassan</i>)	Il est difficile de puiser les détails car la majorité est intégrée à travers d'autres fonctions des activités de l'ICANN.
Stabilité et sécurité du DNS (<i>auDA, groupe de travail SOP du ccNSO</i>)	Voir la synthèse et la section 4 – plan opérationnel
Les gTLD IDN, ccIDN sont des priorités (par ex. faire-savoir, mise en oeuvre, impact sur la sécurité) (<i>groupe de travail SOP du ccNSO</i>)	Noté. Voir synthèse.
Gestion des recettes	
Prévision conservatrice des recettes (<i>IPC</i>)	Les experts en ressources (soit les registres, bureaux d'enregistrement, ccTLD) sont sollicités pour valider toutes les hypothèses utilisées dans les calculs des recettes. La section 5 décrit les hypothèses utilisées.
Discussion plus approfondie des modèles de recettes de l'ICANN (<i>M. Palage</i>)	Le projet pour l'exercice 2011 commence à aborder les besoins en termes d'informations pour assister le débat sur les modèles de recettes. Le comité des finances du Conseil d'administration examine ce sujet également ce sujet dans le cadre de ses réunions.
Frais des registres – niveaux et comparaison entre exercices 2010 et 2011 ; recettes de la procédure accélérée ccTLD IDN (<i>C. Gomes, RySG, M. Palage</i>)	Voir section 5 et plus d'informations sur les frais des ccTLD y compris les hypothèses utilisées.
Suggestions d'activités	
Rechercher l'excellence dans les activités principales : définir et mettre en œuvre des méthodes de suivi et de mesure de performance des services principaux (groupe de travail SOP du ccNSO) ; 14% du budget total dépensé sur les activités principales et 86% sur les autres : est-ce un bon équilibre en termes de dépenses ? (<i>Rolof/ccNSO</i>)	Voir section 4.
Gestion des ressources humaines – amélioration/calibrage aux niveaux des tâches (<i>ALAC</i>)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Montrer les changements entre les allocations réelles des ressources et le budget approuvé (<i>ALAC, groupe de travail SOP du ccNSO</i>)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Faire une distinction entre les dépenses structurelles et les dépenses variables (groupe de travail SOP du ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Utiliser des feuilles de temps ; plus de détails sur les emplois du temps du personnel/consultants (<i>M. Palage, ALAC</i>)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Renforcer les décisions prioritaires de déboursement (groupe de travail SOP du ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration. Voir aussi les directives d'approvisionnement de l'ICANN récemment publiées : http://www.icann.org/en/financials/procurement-guidelines-21feb10-en.pdf
Avoir des objectifs clairs ; utiliser un référencement des activités (évaluer la valeur ajoutée) et autres mesures de performance (groupe de travail SOP du ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Fournir plus de soutien aux parties non contractantes (<i>COA, IPC, MARQUES/ECTA</i>)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration

Contribution	Réponse
Hiérarchiser l'élaboration des politiques (IPC, Go Daddy)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Pas besoin de plus d'opérations techniques lorsque d'autres peuvent le faire (C. Gomes, RySG, auDA, groupe de travail SOP du ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Plus de concentration sur la stabilité du DNS (auDA, groupe de travail SOP du ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Révisions organisationnelles – détails, logique, rationalisation pour plus d'efficacité (C. Gomes, RySG, COA, IPC)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Ne pas mettre en place de CERT DNS sans accord de la communauté ; les coûts initiaux sont-ils inclus dans la proposition préliminaire ? (auDA, groupe de travail SOP du ccNSO, RySG)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Formation sécurité efficiente (par ex. Apprentissage en ligne/à distance pour le personnel des registres (groupe de travail SOP du ccNSO))	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration
Planification budgétaire pluriannuelle pour les programmes clés (IPC)	Voir annexe E.
25% dépensés sur les services professionnels- difficile de gérer ce nombre de personnes et de s'assurer que l'on obtient ce que l'on a payé pour obtenir (Rolof/ccNSO)	Le point est noté et transmis à l'équipe exécutive et au Conseil d'administration. Les directives d'approvisionnement l'aborderont également.
Réduction des coûts	
Dans l'ensemble, les dépenses sont trop élevées (par ex. rémunération du personnel) (G. Kirikos)	Le point est noté pour le comité des finances du Conseil d'administration
Améliorer le processus des dépenses des réunions (par ex. réduire le nombre des réunions, soutenir la participation à distance) (G. Kirikos, Go Daddy, C. Gomes)	Le point est noté et transmis aux comités du Conseil d'administration y compris les comités des finances et de la participation et engagement.

Le tableau C-2 récapitule les réponses aux commentaires de la communauté sur les directives de soutien aux déplacements de l'exercice 2011.

Tableau C-2 – réponses aux commentaires de la communauté – directives de soutien aux déplacements de l'exercice 2011

Problématique	Réponse
<p>Comité de sélection du programme de bourses/processus --publier les noms des membres du comité de sélection et leur formation --il y a besoin de détails sur le mode de nomination des membres du comité de sélection et la durée de leur mandat --changer le processus de sélection des boursiers pour prendre les créneaux géographiques en compte --communiquer les résultats de la sélection aux candidats même si les résultats sont publiés sur le site web</p>	<p>Merci pour les suggestions. --la publication des noms des membres du comité de sélection est en cours et sera complétée d'ici Bruxelles --ces détails sont disponibles sur http://www.icann.org/en/fellowships/ --le processus de sélection des boursiers inclut déjà une méthode de prise en compte des créneaux géographiques tel que noté dans les critères de sélection sur http://www.icann.org/en/fellowships/ --nous apprécions ce commentaire sur la communication des résultats et nous le prendrons en considération --nous inclurons tous ces commentaires dans notre discussion lors de la réunion annuelle en face à face du comité de sélection, prévue pour juin dans le cadre de la conférence à Bruxelles. Suivez le sujet et d'autres sujets relatifs à la sélection des boursiers en cliquant sur : http://www.icann.org/en/fellowships/</p>
<p>Programme de voyages global Il ne faudrait pas financer un club de voyages.</p>	<p>L'objectif du soutien aux déplacements est basé sur le principe de base visant à conforter les efforts d'établissement de politiques et à assurer l'inclusion de ceux qui ne pourraient pas autrement participer.</p>
<p>Besoin de plus de critères de mesure Les efforts d'établissement de politiques devraient être améliorés de manière manifeste par le soutien aux déplacements</p>	<p>Merci pour la suggestion. Certains groupes ayant bénéficié de soutien dans leurs déplacements ont quelquefois partagé les informations justifiant le soutien qu'ils avaient reçu. L'inclusion de critères de mesure concrets sera prise en compte et cette suggestion est transmise au personnel compétent.</p>
<p>Transparence Besoin de plus de participation à distance.</p>	<p>Merci pour la suggestion. Le comité pour la participation et l'engagement (PEC) et l'équipe chargée des réunions privilégient cette idée plus que jamais dans le cadre de l'exercice 2011.</p>

Annexe D – Vues des dépenses d'exploitation de l'ICANN

En réponse aux commentaires de la communauté et dans le respect des principes de responsabilité et de transparence, l'ICANN a présenté de plus en plus de détails et de vues de ses dépenses d'exploitation. L'année dernière, le budget de l'exercice 2010 comportait des vues des dépenses d'exploitation par catégorie fonctionnelle (soit les activités organisationnelles) ainsi que par groupe de détermination des frais (EAG) souvent appelée vue SO/AC. Pour le projet de plan opérationnel et budget de l'exercice 2011, les dépenses d'exploitation sont également présentées dans des vues par zone stratégique utilisant les quatre secteurs de concentration présentés dans le plan stratégique adopté pour 2010–2013.

De plus, en réponse aux commentaires de la communauté, ce document d'exercice 2011 fournit plus de détails dans ces vues. Les lecteurs de ces vues ou rapports sur les dépenses de l'ICANN sont priés de noter que des efforts ont été déployés pour préparer ces rapports. Tous les coûts ne peuvent être directement capturés dans chacune de ces vues. De plus amples explications concernant les méthodes d'établissement des coûts de revient utilisées pour préparer ces rapports sont décrites dans les [directives de comptabilité analytique](#) de l'ICANN.

1. **Dépenses d'exploitation présentées dans la vue par concentration stratégique.** Le graphique suivant, figure D-1, présente les dépenses de l'ICANN dans les quatre domaines de concentration stratégique de l'ICANN décrits dans le plan stratégique. Les quatre domaines sont : (1) préserver la stabilité et la sécurité du DNS, (2) promouvoir la concurrence, la confiance/le choix/l'innovation, (3) exceller dans la fonction IANA et les opérations essentielles, et (4) contribuer à la formation d'un écosystème Internet sain. Aussi, voir la [Figure 2d \(lego\)](#) dans la synthèse.

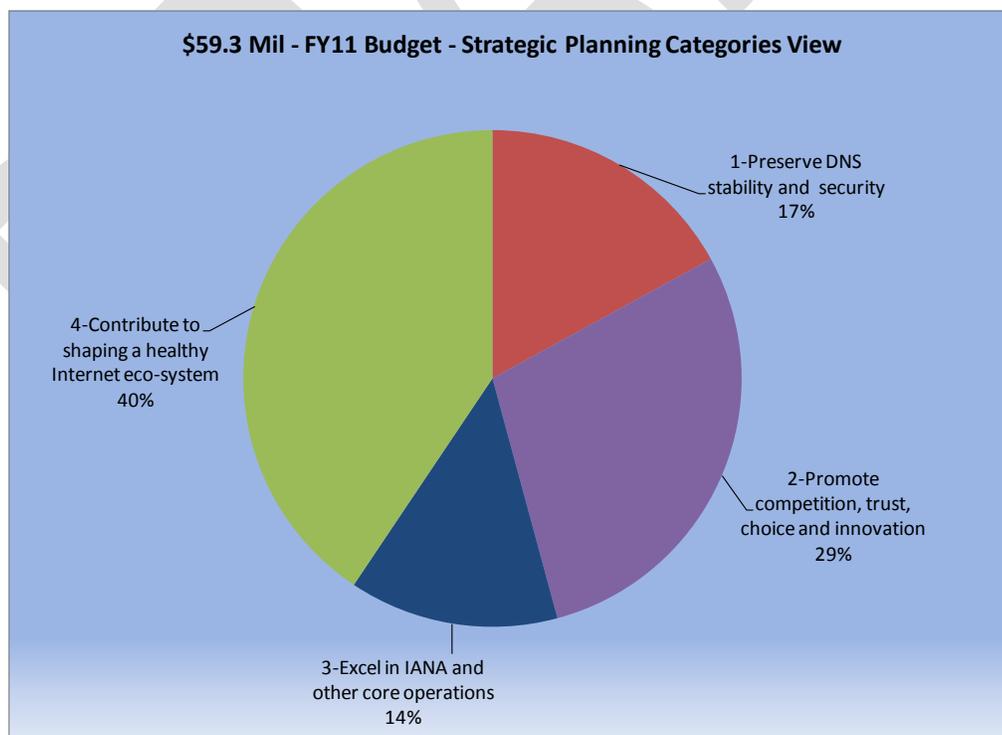


Figure D-1 – Vue par concentration stratégique

2. **Dépenses d'exploitation présentées dans la vue fonctionnelle.** Cette vue montre les dépenses de l'ICANN à travers les 15 activités organisationnelles : (1) la mise en œuvre et la délégation des nouveaux gTLD, (2) la mise en œuvre des IDN, (3) la fonction IANA et les améliorations des opérations ayant trait à la technologie, (4) les opérations de sécurité, stabilité et résilience (SSR), (5) la conformité contractuelle, (6) la logistique des réunions principales, (7) le soutien aux regroupements, (8) le soutien à l'élaboration des politiques, (9) l'engagement mondial et la participation internationale, (10) le soutien aux déplacements des membres de la communauté de l'ICANN, (11) le médiateur, (12) le soutien au Conseil d'administration, (13) le soutien au comité de nomination (NomCom), (14) les opérations DNS et (15) l'amélioration organisationnelle. De plus amples détails sur ces activités et les ressources budgétaires requises pour les financer, sont fournis dans la section 4, le plan opérationnel.

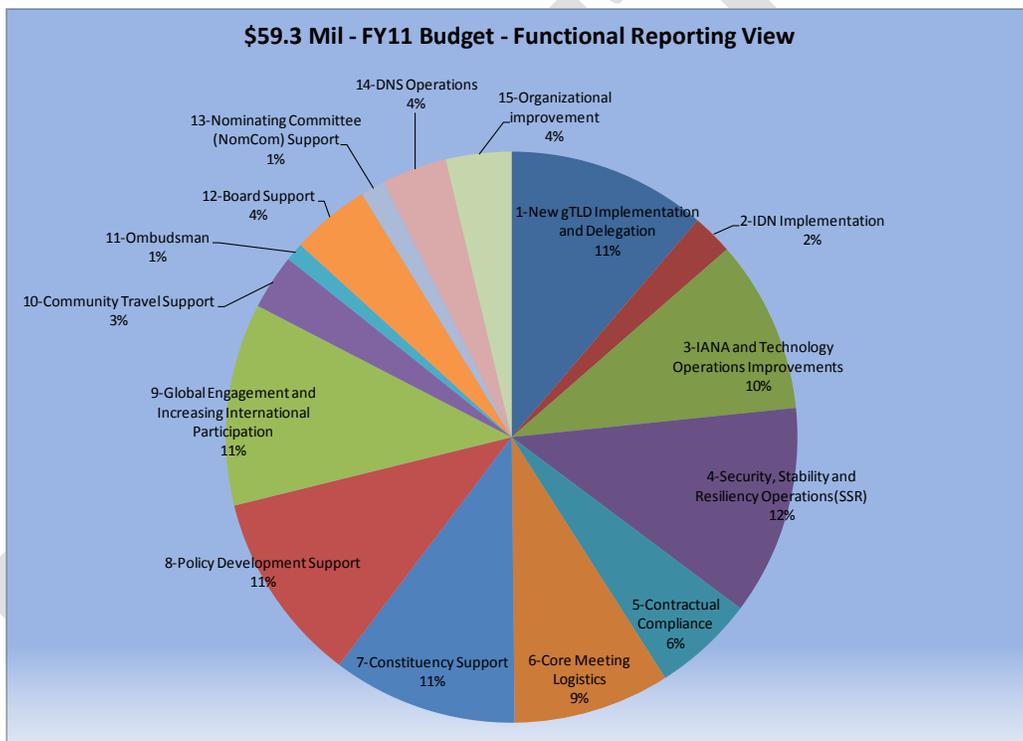


Figure D-2 – Vue de comptabilisation fonctionnelle

3. **Dépenses d'exploitation présentées dans la vue par groupe d'analyse des frais ou EAG.**
 Cette vue montre les dépenses par SO et AC et autres composantes de l'ICANN conformément à la structure organisationnelle de l'ICANN.

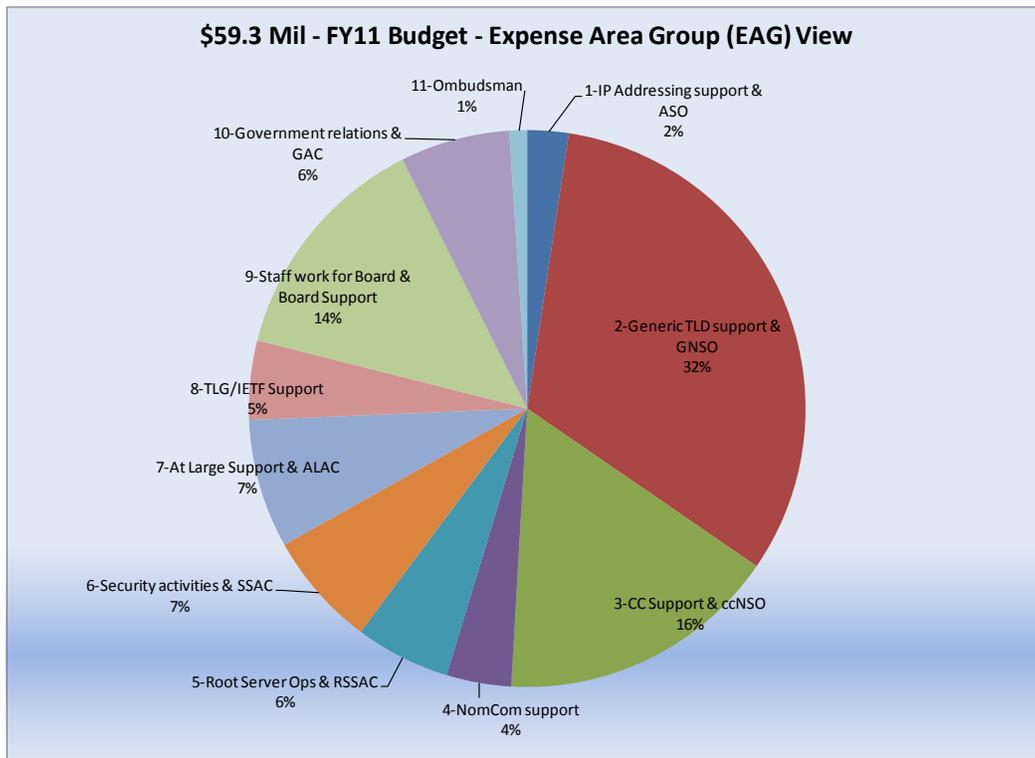


Figure D-3 – Vue par groupe de frais

En réponse à des commentaires spécifiques de la communauté, une analyse en zoom avant dans les composantes du rapport EAG est fournie dans les tableaux suivants.

De plus amples détails sur la méthodologie de cette vue, y compris son historique et les commentaires reçus de la part de la communauté sur la vue EAG peuvent être consultés en ligne à l'adresse suivante : <http://www.icann.org/en/public-comment/public-comment-200906.html#eag-feedback>.

Analysis for Expense Area Groups (EAGs)	Amount	%
1-Support for IP addressing, RIR related activities and NRO/ASO support	1,421,000	2.40%
Portion of IANA personnel costs		
Policy support for the ASO		
Global engagement with regional RIRs		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
2-Support for Generic TLD activities and GNSO support	19,134,402	32.27%
Personnel and other costs required to support gTLD registries and registrars		
Contractual compliance for registrars and registries		
Policy work and secretariat support for the GNSO		
Data escrow services for registrants (through registrars)		
IANA functions services for generic registries		
Security, stability, and resiliency efforts for registry/registrar issues		
New gTLD implementation project		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
3-Country Code support and support for ccNSO activities	9,690,000	16.30%
IANA functions services for country code registries		
Local presence in regions, engagement with ccTLDs, regional organizations		
Policy work and secretariat support for the ccNSO		
Complete the IDN ccTLD Fast Track implementation plan		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
4-NomCom travel, direct support and staff support	2,221,000	3.80%
Provide travel resources for NomCom members and candidates		
Provide secretariat and other administrative and technical support		
Develop informational materials, conduct outreach, event coordination to solicit statements of interest from members of the global internet community		
Conduct independent candidate evaluation and due diligence, using third party contractors as needed		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
5-Root Server Operations and Support for RSSAC activities	3,276,000	5.50%
Technical and administrative support for RSSAC		
Readiness building for DNSSEC for IANA-related zones		
Operation and Maintenance of L-ROOT systems		
Recurring bandwidth for co-location servers		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
6-Supporting SSAC activities and coordinating with Internet security efforts	3,945,000	6.70%
Technical and administrative support for SSAC		
Conduct ICANN corporate security and continuity programs		
Conduct ICANN collaborative engagement on DNS security, stability and resiliency to include responding to DNS abuse		
Facilitate security, stability and resiliency review of applications for New gTLDs		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		

Figure D-4 – Analyse EAG

Analysis for Expense Area Groups (EAGs)	Amount	%
7-At Large Support and support for ALAC activities	4,440,000	7.50%
Policy work and secretariat support for ALAC		
Outreach efforts to regional organizations and global engagement		
Translation of documents		
Interpretation costs for meetings and conference calls		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
8-TLG/IETF Support	2,718,000	4.60%
IANA functions		
IANA efforts to review Internet drafts		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources, accounting		
Engagement with respective organizations		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
9-Travel and coordination for Board activities & staff support for meeting preparation	8,106,000	13.70%
Travel support for Board members to various meetings and workshops		
Training for Board members		
Specialized software for Board		
Executive efforts to support Board actions and activities		
Staff support for Board members'		
Conference calls		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
10-Government Relations and support for GAC activities	3,774,000	6.40%
Policy work and secretariat support for GAC		
Engagement in international intergovernmental foras, partnerships with governmental organizations		
Regional liaison efforts with local governments		
An allocation of overhead costs such as rent, human resources and accounting		
11-Ombudsman	562,291	0.95%
Salary, travel support, and administrative costs to operate office of the Ombudsman		

Figure D-4– Analyse EAG (suite)

Annexe E – Vue pluriannuelle des finances de l'ICANN

Pour comprendre cette vue à plus long terme des stratégies financières de l'ICANN, l'impact des nouveaux gTLD sur la position financière de l'ICANN, les mécanismes de recouvrement des coûts et la possibilité de stratégies alternatives d'approvisionnement des recettes, un modèle pluriannuel des recettes et dépenses de l'ICANN a été développé. L'impact potentiellement important du programme des nouveaux gTLD et les exigences en termes de niveau de revenu-coût neutre, a conduit cet effort. L'analyse des résultats du modèle pluriannuel montre l'impact à plus long terme des activités de l'ICANN sur sa position financière. En plus des analyses annualisées, l'impact de programmes importants tels que le programme de nouveaux gTLD et l'impact sur les diverses décisions stratégiques (par ex. la fixation des prix pour les redevances, les tailles des listes de candidature, etc.) peuvent être analysés.

Hypothèses sélectionnées utilisées dans l'analyse financière pluriannuelle

- Nouveaux frais de gTLD, et remboursements, tel que décrit dans le guide de candidature
- Frais de registres (après la délégation)
- 25 mille dollars/année
- 0,25\$/transaction after 50k domain names

La figure E-1 décrit l'impact éventuel de la première tournée de candidatures de gTLD. Les frais de développement de 17,4 millions de dollars, dans le cadre de recettes des frais de candidature la commençant la première année et se poursuivant la deuxième année. Des dépenses d'exploitation sont encourues pour traiter et évaluer les candidatures pour les nouveaux gTLD. Ce scénario montre comment l'impact net résulterait en un déficit de 4,3 millions de dollars. Le montant de 17,4 millions de dollars est utilisé pour renflouer le fonds de réserve, et le solde de 92,5 millions de dollars de recettes perçues est utilisé dans l'évaluation des candidatures, couvrant les autres coûts des gTLD et les remboursements. Une insuffisance de fonds, tel que montré ici, serait facturée dans l'analyse des tournées suivantes.

	Startup Costs	Application Launch	Year 1	Year 2	Year 3	New gTLD
Revenue	-	-	85,750	6,750	-	92,500
Expenses	17,409	5,000	35,025	3,868	-	61,302
Refund of Evaluation Fees	-	-	4,968	578	-	5,546
Other gTLD Costs	-	-	30,000	-	-	30,000
Change in Net Assets	(17,409)	(5,000)	15,757	2,304	-	(4,348)
Change in working Capital		(5,000)	(1,652)	2,304	-	(4,348)
Working Capital	\$ 20,000	\$ 15,000	\$ 13,348	\$ 15,652	\$ 15,652	15,652
Change in Reserve Fund	\$ (17,409)	\$ -	\$ 17,409	\$ -	\$ -	-
Reserve Fund	\$ 45,000	\$ 45,000	\$ 62,409	\$ 62,409	\$ 62,409	62,409

Figure E-1 – Impact potentiel de la 1^{ère} tournée de gTLD

La figure E-2 montre l'impact des frais de registres (et de bureaux d'enregistrement) en cours après le traitement des nouveaux gTLD à travers l'évaluation. Le modèle montre le niveau

	4,274,150	11,153,775	11,885,650
Revenue			
Payroll	1,726,000	3,277,000	3,492,000
Travel	25,000	47,000	50,000
Professional Service	1,643,000	2,000,000	1,523,000
Administration	1,289,720	2,023,120	1,924,700
Expenses	4,683,720	7,347,120	6,989,700
Change in Net Assets	(409,570)	3,806,655	4,895,950

	New gTLD Year-1	New gTLD Year-2	New gTLD Year-3
<i>gTLD's in operation</i>	146	381	406
Registry Fixed Fees	3,650,000	9,525,000	10,150,000
Registry Fees	346,750	904,875	964,250
Registrar Fees	277,400	723,900	771,400
Revenue	4,274,150	11,153,775	11,885,650
Payroll	1,726,000	3,277,000	3,492,000
Travel	25,000	47,000	50,000
Professional Service	1,643,000	2,000,000	1,523,000
Administration	1,289,720	2,023,120	1,924,700
Expenses	4,683,720	7,347,120	6,989,700
Change in Net Assets	(409,570)	3,806,655	4,895,950

Figure E-2 – Impact des frais en cours des registres et bureaux d'enregistrement

La figure E-3 dispose le programme de nouveaux gTLD dans la structure traditionnelle de recettes et de dépenses de l'ICANN.

	ICANN new gTLD FY11	ICANN new gTLD FY12	ICANN new gTLD FY13
REVENUE			
Traditional revenue	66,509	67,175	67,850
Evaluation Fees (cost neutral)	85,750	6,750	-
New gTLD Registry Fixed Fees	3,650	9,525	10,150
New gTLD Registry Fees	347	905	964
New gTLD Registrar Fees	277	724	771
Total Revenue	\$ 156,533	\$ 85,079	\$ 79,736
EXPENSES			
Personnel	26,703	27,504	28,329
Travel & Meetings	11,086	11,419	11,761
Professional Services	14,928	15,375	15,837
Administration	6,571	6,768	6,971
New gTLD Evaluation Costs	50,725	2,882	-
Refund of Evaluation Fees	(4,968)	(578)	-
New gTLD Operation Costs	4,684	7,347	6,990
Non Cash Expenses	2,600	2,678	2,758
Total Expenses	\$ 112,329	\$ 73,395	\$ 72,646
Other gTLD Costs	\$ 30,000	\$ -	\$ -
Contingency	\$ 1,500	\$ 1,500	\$ 1,000
Change in Net Assets	\$ 12,704	\$ 10,184	\$ 6,090

Figure E-3 – Vue des nouveaux gTLD avec recettes et dépenses

Les implications des analyses financières pluriannuelles comprennent :

- Les recettes moins les frais pour chaque tournée de nouveaux gTLD peuvent être analysés et l'impact géré de manière stratégique.
- Les opérations de nouveaux gTLD, et les mouvements de fonds importants imposent naturellement des exigences en matière de comptabilité analytique détaillée et de communication de rapports afin d'assurer la confiance et la clarté.
- A mesure que les modèles mûrissent, l'ICANN devrait considérer les possibilités de mélanger les sources de recettes.
- Les contributions historisées au fonds de réserve sont compensées et présentent de fortes chances de financer entièrement le fonds de réserve.

Annexe F – Analyses des recettes

En réponse aux demandes de la communauté, les dépenses d'exploitation par catégorie EAG sont montrées aux côtés des recettes par source de l'exercice 2011.

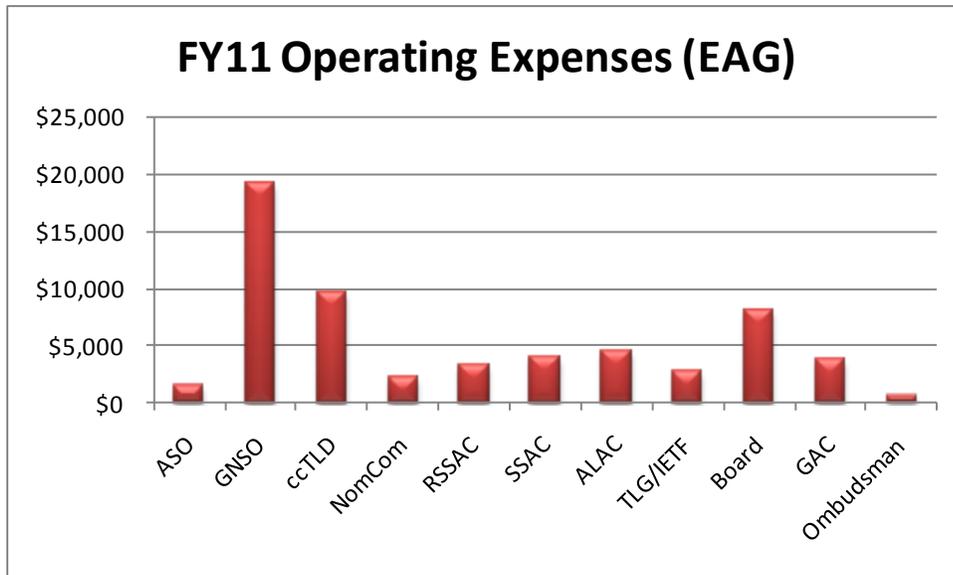


Figure F-1 – Dépenses d'exploitation par EAG (SO/AC)

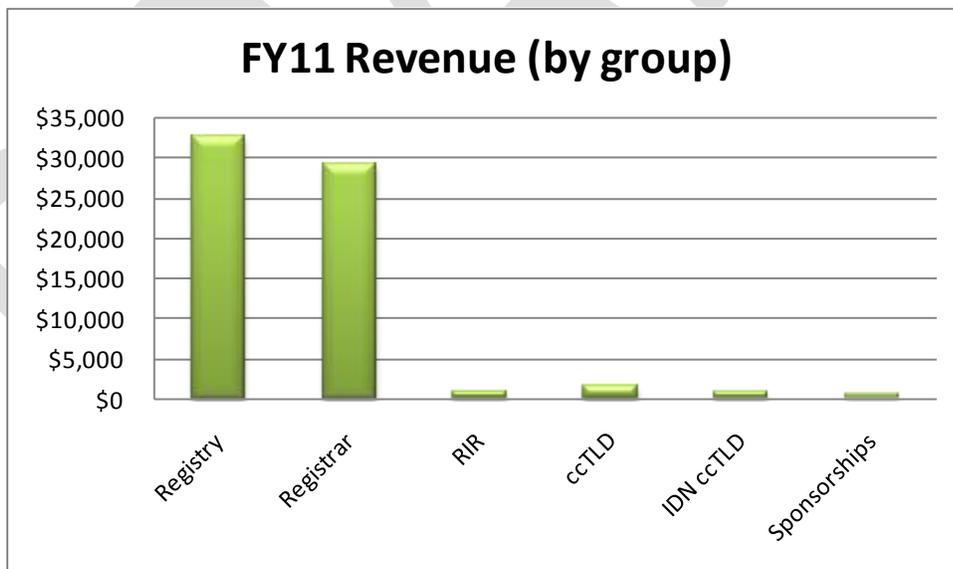


Figure F-2 – Recettes par source

Les contributions des ccTLD sont régulièrement communiquées sur le site web. Voir <http://www.icann.org/en/financials/cctld-contributions-multi-year-31mar10.htm.pdf>. Les tableaux suivants montrent les contributions de chaque ccTLD à travers les périodes historiques au 31 mars 2010.

Two Letter Code	Country/Region	FY10 as of 3/31/2010	FY09	FY08	FY07	Notes
.ag	Antigua and Barbuda				1,000	
.am	Armenia	1,000	1,000	500	500	
.an	Netherlands Antilles				500	
.as	American Samoa		5,000			
.at	Austria	20,000	20,000			
.au	Australia		172,149	157,832	122,974	
.aw	Aruba		500	500		
.az	Azerbaijan		500	500		
.be	Belgium		80,000		80,000	
.bg	Bulgaria				500	
.bo	Bolivia		300			
.br	Brazil		40,000	40,000		in kind contributions due to offset of ICANN meeting support
.bs	Bahamas	500		500	500	
.bt	Bhutan		500			
.bv	Bouvet Island		500	500	500	
.ca	Canada		85,000	233,750		233.75k is for prior years as well
.cc	Cocos Island		5,000			
.ch	Switzerland	70,000	70,000	70,000	40,000	
.ci	Cote d'Ivoire		500	500	500	
.cl	Chile				10,000	
.cl	Chile	15,000	12,000	12,000	10,000	
.cn	China		50,000			
.co	Colombia	8,500		8,000		
.cr	Costa Rica	1,016	1,016	500		
.cx	Christmas Island	500	3,000	3,000	6,000	
.cz	Czech Republic		15,000	15,000	11,500	
.de	Germany		90,000	90,000	170,000	
.dk	Denmark		25,000	28,000	46,000	
.do	Dominican Republic	500				
.ec	Ecuador		3,000	1,500	750	
.eu	European Union		40,000	40,000	40,010	
.fi	Finland		6,000	6,000	5,000	
.fj	Fiji		500	1,000		
.fk	Falkland Islands	500	500	500	500	
.fm	Federated States of Micronesia		1,000			
.fr	France		44,000	88,000	36,045	
.gd	Grenada				500	
.gi	Gibraltar	500				
.gl	Greenland			1,000		
.gr	Greece	5,000	5,000	5,000	10,000	
.gt	Guatemala		500	500	500	
.gu	Guam		500	500	500	
.hk	Hong Kong	12,000		6,000	6,000	
.hn	Honduras	500	500	500	500	
.ht	Haiti	500				
.hu	Hungary		22,000	22,000	22,000	
.il	Israel			9,000	9,000	
.im	Isle of Man			500	500	
.is	Iceland			3,600	7,100	
.it	Italy		85,000	170,000	85,000	
.jo	Jordan				750	
.jp	Japan		100,000	161,124	144,999	
.ke	Kenya		500			
.kr	Korea		30,000	30,000	20,000	
.ky	Cayman Islands		500	500		
.kz	Kazakhstan		500	500	1,000	

Figure F-3 – Contributions des ccTLD au 31 mars 2010

Two Letter Code	Country/Region	FY10 as of 3/31/2010	FY09	FY08	FY07	Notes
.lt	Lithuania		5,000	5,000	10,000	
.lu	Luxembourg	5,000	10,000	5,000	5,000	
.lv	Latvia		5,000	5,000	10,000	
.ly	Libya		1,000	500	1,000	
.md	Moldova, Republic of	1,000			1,000	
.mn	Mongolia		500			
.mo	Macau		500	500	1,000	
.mt	Malta		500		500	
.mx	Mexico		25,000	20,000	27,000	
.na	Namibia		1,500		3,000	
.nf	Norfolk Island		2,000		4,000	
.ni	Nicaragua		1,500		1,500	
.nl	Netherlands		100,000	185,000	85,000	
.no	Norway		30,000	30,000	30,000	
.nu	Niue		20,000	18,000	38,758	
.nz	New Zealand	15,000	15,000	15,000	10,000	
.pa	Panama		500	500	1,000	
.pe	Peru			1,000	1,000	
.pl	Poland		20,000			
.pn	Pitcairn Island		500	500	1,000	
.pr	Puerto Rico		5,000	5,000		
.pr	Puerto Rico				3,000	
.pt	Portugal				5,139	
.pw	Palau		500			
.ro	Romania	12,936	12,936	12,936	25,872	
.rs	Serbia	500	500			
.ru	Russia		55,000	30,000	30,000	
.sb	Solomon Islands		500			
.se	Sweden		60,000	30,000	30,000	60k is for previous years as well
.sg	Singapore				5,000	
.si	Slovenia	5,000	5,000	5,000		
.sj	Svalbard and Jan Mayan Islands		500	500	500	
.sk	Slovak Republic				5,000	
.sn	Senegal		2,000	2,000		
.sv	El Salvador		1,000	500	500	
.th	Thailand		1,500	1,500		
.tj	Tajikistan		500	300	300	
.tl	Timor-Leste			500	250	
.tr	Turkey			5,000	10,000	
.tt	Trinidad and Tobago			500	500	
.tw	Taiwan		39,851	39,412	37,232	
.ua	Ukraine	2,000			2,500	
.uk	United Kingdom	235,000	85,000		85,000	235k is for 85k in FY09, 150k in FY10
.us	United States		40,000	40,000		
.uz	Uzbekistan		500			
.vi	Virgin Islands, U.S.		500	1,000		
.vn	Vietnam			500		
.vu	Vanuatu	500				
.za	South Africa		1,500	1,500		
n/a	Non specified				190,187	
		412,952	1,567,752	1,670,954	1,552,865	

Figure F-3 – Contributions des ccTLD au 31 mars 2010 (suite)